



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

secours-catholique.org

 [caritasfrance](#)
 [Secours Catholique-Caritas France](#)
 [@caritasfrance](#)



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

SOM- MAIRE

RAPPORT D'ACTIVITÉ APPROUVÉ
PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 12 JUIN 2024

ÉDITORIAL	3
ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE	4
RÉTROSPECTIVE 2023	6
FAIRE VIVRE LE LIEN SOCIAL, LA FRATERNITÉ ET LA DIMENSION SPIRITUELLE	8
Lutter contre l'isolement et retisser le lien social.	9
Entretien avec Hervé Perrot, aumônier général du Secours Catholique-Caritas France : « <i>S'il part des plus pauvres, le Secours Catholique ne se trompera jamais</i> ».....	10
Permettre la participation et l'expression de la parole des plus pauvres	12
Faire vivre la créativité	14
Faire vivre la spiritualité	15
Renforcer les liens fraternels et interreligieux.....	16
COMBATTRE LA PRÉCARITÉ PAR L'ACCÈS AUX DROITS POUR TOUS	18
Lutter contre la précarité financière et pour l'accès à un revenu décent	19
Programme « Ensemble, bien vivre, bien manger ».....	21
Entretien avec Jean Merckaert, Directeur Action Plaidoyer France Europe « <i>Lutter contre la pauvreté est l'investissement le plus payant que pourrait faire notre pays</i> ».....	23
S'engager pour une transition écologique juste.....	25
Favoriser une mobilité durable et inclusive	28
Développer l'économie sociale solidaire et durable	29
Lutter contre la précarité énergétique	30
Lutter contre le sans-abrisme.....	30
Défendre les droits des personnes étrangères.....	32
Accompagner les familles	35
Lutter contre la traite des êtres humains.....	36
Défendre les droits et favoriser l'autonomisation des personnes détenues	37
Faire face aux urgences.....	39
DANS LE MONDE, POURSUIVRE UN DÉVELOPPEMENT DURABLE	41
Agir en faveur d'une transition écologique juste.....	42
Entretien avec Emmanuelle d'Achon, vice-présidente du Secours Catholique-Caritas France : « <i>Les problèmes internationaux sont nôtres</i> » ..	45
Défense des droits et des libertés	49
349 projets soutenus dans le monde	50
Faire émerger une société civile forte.....	53
Maintenir un lien de fraternité.....	55
À Phnom Penh, défendre les droits des habitants des bidonvilles	57
Faire face aux urgences.....	58
Convergence France et international	61
UNE ORGANISATION POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX	64
Les défis du bénévolat et de l'engagement.....	65
Une gouvernance et des modes d'action revisités.....	66
Communication et générosité	68
Publications	71
Le réseau Caritas France.....	72
Gouvernance et contrôle au Secours Catholique-Caritas France	75
Identité	76

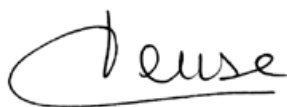
FACE AU DURCISSEMENT DU MONDE, DÉVELOPPER L'ENGAGEMENT FRATERNEL

« Il ne s'agit pas tant de trouver cent mille francs, mais surtout d'éveiller cent mille cœurs. »

Face aux difficultés économiques et aux défis géopolitiques, nos sociétés se replient sur elles-mêmes, les opinions se radicalisent. C'est le constat douloureux que nous faisons après cette année 2023 où la protection due aux personnes les plus fragiles a été attaquée sur bien des fronts. Nous ne nous résolvons pas à vivre dans un monde où la stigmatisation serait la règle. Un tel monde n'a pas d'avenir, il signerait la défaite de notre cohésion sociale et de tout espoir de paix et de justice. Nous nous y résolvons d'autant moins que nous faisons chaque jour l'expérience d'un autre monde possible, où des hommes et des femmes donnent de leur temps, de leurs compétences, de leur humanité pour accompagner des personnes confrontées à la précarité. Année après année, l'engagement de nos quelque 60 000 bénévoles restent un émerveillement ; il est notre bien le plus précieux. Non seulement parce que ces hommes et ces femmes contribuent à améliorer la situation du plus d'un million de personnes qui fréquentent nos accueils, mais aussi parce que, ce faisant, ils et elles retissent des liens fraternels et redonnent de l'esérance.

Développer l'engagement fraternel est notre grande priorité. Et bien que notre message de rencontre avec l'autre soit à contre-courant de l'époque – il serait presque révolutionnaire –, nous faisons le pari qu'il parlera à tous ceux qui souhaitent agir pour faire changer les choses et changer le monde. En réduisant leurs aides aux plus pauvres d'entre nous, nos dirigeants s'en remettent implicitement aux associations pour qu'elles compensent la misère. Mais celles-ci n'en ont plus les moyens tant les besoins augmentent. L'aide alimentaire ne peut plus suffire face aux millions de personnes qui en dépendent, soit que les *minima* sociaux ne leur permettent pas de s'en sortir, soit qu'elles sont sans droits et donc sans ressources. Les plaidoyers que nous menons pour garantir un droit à une alimentation durable et de qualité, pour sacraliser les *minima* sociaux, pour valoriser les contributions innombrables que les personnes sans emploi apportent à notre société, sont un de nos moyens d'action. Mobiliser les bonnes volontés en est un autre, tout aussi utile parce que c'est ainsi que l'opinion prendra peu à peu conscience de la réalité de la précarité qui est très éloignée des représentations. « Il ne s'agit pas tant de trouver cent mille francs, mais surtout d'éveiller cent mille cœurs », disait Jean Rodhain, notre fondateur. Cette mission d'éveil à la fraternité est inscrite dans nos statuts au même titre que la lutte contre la pauvreté. L'une et l'autre nous ont été réaffirmées par la Conférence des évêques de France en 2023. Une confiance renouvelée en fonction des défis d'aujourd'hui. Celui, notamment, des changements climatiques dont les plus fragiles, ici comme partout dans le monde, sont les premières victimes. Le pape François nous exhorte à écouter le cri des pauvres et le cri de la terre. Ces cris sont un seul et même appel à ne pas se détourner ni se voiler la face, mais au contraire à s'engager sur la voie de l'esérance pour construire tous ensemble un monde plus juste et fraternel. ■

Véronique Devise
Présidente nationale



Adélaïde Bertrand
Délégue générale



Hervé Perrot
Aumônier général



ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE

“ CARMEN MARYINYS BERBEL MARTINEZ

« NOUS UNIR NOUS PERMET D'AVOIR
DE LA FORCE ET DE RÉSISTER. »



XAVIER SCHWIBEL / SCOF

Leader du conseil communautaire de Unguia, en Colombie, Carmen Maryinys Berbel Martinez, 27 ans, témoigne de la façon dont les femmes sont dépossédées de leur territoire mais aussi de leur corps. « *La vague de violence dans tout le département du Chocó nous a directement touchées. Des membres de nos familles ont été assassinés, nos hommes sont tués, nos enfants sont enrôlés de force, et nous sommes celles qui résistent et qui supportent tout cela jusqu'à aujourd'hui. Je me suis impliquée directement dans l'élaboration d'un rapport intitulé "Femmes : corps et territoires", dans lequel nous racontons la violence que nous, les femmes, subissons : la dépossession de nos corps, mais aussi de nos terres, de notre territoire. Nous unir nous permet d'avoir de la force et de résister. Le rapport a été présenté à la Juridiction spéciale créée dans le cadre du processus de paix afin de dénoncer les actes violents des groupes armés présents sur notre territoire.* » ■

“ CUNGLUNG VEI-TCHA TEIE

« UN JOUR VIENDRA, NOUS HABITERONS DE NOUVEAU
SUR NOS TERRES. »



ÉLODIE PÉRIOT / SCOF

Cungllung Vei-Tcha Teie, 64 ans, est leader du peuple autochtone Xokleng qui se bat pour faire reconnaître son droit à vivre sur ses terres ancestrales. « *Nous habitons à Ibirama, dans le sud-est du Brésil, mais en 1981, un barrage a été construit et a inondé sept de nos villages. Nous nous sommes ensuite installés à São Francisco de Paula, car c'est de là que venait mon père. São Francisco de Paula était couvert de forêts natives quand j'étais enfant, mais maintenant on ne trouve plus que des monocultures d'eucalyptus et de pin. L'agrobusiness a détruit nos forêts. C'est une tragédie ! Nous, les peuples indigènes, nous restons proches de la forêt. Elle nous garde, nous alimente et nous soigne, avec notre médecine traditionnelle. Tous les matins j'appelle l'oiseau Conglui, symbole de notre peuple, pour qu'il veille sur nous. Un jour viendra, nous habiterons de nouveau sur nos terres. Le Cimi, partenaire du Secours Catholique, nous accompagne dans ce combat.* » ■

“ JEAN-YVES

« SPONTANÉMENT, NOUS AVONS AIDÉ LES MIGRANTS
À BRIANÇON. »



C. HARGOUËS / SCOF

Bénévole au sein du refuge solidaire de Briançon qui accueille les migrants traversant la frontière, Jean-Yves n'a qu'un credo : aider les autres. « *Depuis 2016, nous, les montagnards du coin, voyons arriver des personnes migrantes, d'abord via le col de l'Échelle puis par le col de Montgenèvre, entre l'Italie et la France. On retrouvait des jeunes, les pieds gelés, et nous nous sommes mis à les aider en leur apportant de la nourriture, des vêtements ou des cartes SIM. Notre paroisse a ouvert une cuisine. Puis le Refuge solidaire est né en 2017 à Briançon. J'y ai tout de suite participé et j'ai intégré son conseil d'administration. Aujourd'hui je suis également missionné par le Secours Catholique en tant que représentant de l'association au sein des Terrasses solidaires, la structure accueillant désormais le Refuge et d'autres associations d'aide aux migrants depuis 2021. Je pense sincèrement que consacrer du temps à l'autre doit faire vivre tout un chacun.* » ■

“ SUZANNA**« VIVRE DES ÉMOTIONS QUE JE N'AVAIS JAMAIS
RESSENTIES. »**

C. HARGOUES / SCSF



Suzanna est membre des Perles, un groupe d'accompagnement vers la culture du Secours Catholique de Montpellier. Une expérience autant cathartique que fédératrice. « Je suis arrivée en France il y a cinq ans d'un petit village en Albanie. J'ai découvert le groupe des Perles quand je vivais encore dans un squat avec mes deux enfants et mon mari. C'était un endroit très violent, j'ai été témoin de plusieurs bagarres au couteau. Des personnes m'ont alors orientée vers le Secours Catholique. Je suis allée au café solidaire de la maison Campredon, et j'y ai rencontré Claire, la fondatrice du groupe Les Perles. On se rencontre tous les mercredis après-midi, soit pour faire des sorties culturelles, soit pour des ateliers créatifs. C'est avec les Perles que je suis allée pour la première fois à l'opéra. Je regardais partout, j'ai mémorisé les moindres détails. Avec la culture, je ressens des émotions que je n'avais jamais ressenties avant et je rencontre de belles personnes qui sont devenues des amies. » ■

“ FRANCKY**« ON M'A ENFIN FAIT SENTIR QUE JE POUVAIS ÊTRE
QUELQU'UN. »**

C. HARGOUES / SCSF



Ancien sans-abri, Franky est engagé au Secours Catholique en Haute-Loire où il vit. Il est à l'initiative de la création d'un jardin partagé. « J'ai décidé de devenir bénévole parce que je suis un ancien SDF et pendant 15 ans, j'ai beaucoup bénéficié de ces associations sans jamais pouvoir y participer. C'était un peu comme ça il y a 10 ou 15 ans, le Secours Catholique était réservé à une "élite", plus ou moins, et si tu étais bénéficiaire, il était hors de question de changer de côté. Aujourd'hui, dans notre équipe, il n'y a plus de bénévoles ni de bénéficiaires. On est le Secours Catholique et c'est tout ; on est des gens. C'est la première association qui m'a fait sentir que je pouvais être quelqu'un. Le fait d'être arrivé à ça, à créer le jardin partagé, ça m'aide et ça m'incite à aller sur mon propre projet. Avant je n'avais aucune confiance en moi. C'est parce que le Secours Catholique m'a fait grandir, sinon je ne l'aurais jamais fait. » ■

“ MARIE-ANNICK JOLY**« JE SUIS FIÈRE DE DÉFENDRE LES
PRÉCAIRES. »**

ÉLODIE PÉRIOT / SCSF



Marie-Annick Joly, 67 ans, a vécu la précarité. Aujourd'hui, elle siège au conseil d'administration du Secours Catholique auquel elle apporte son expérience. « Tout a commencé quand je me suis séparée de mon conjoint et retrouvée avec deux gamins, sans travail, sans droit au chômage. J'ai connu les coupures d'électricité, les coupures d'eau, les expulsions, le plus de voiture pour aller au boulot. J'ai toujours essayé de m'en sortir par des petits boulots, mais qui ne payaient pas beaucoup, ce qui fait qu'un jour, j'ai frappé à la porte du Secours Catholique. On m'a aidée et soutenue moralement. Quand ils m'ont demandé de témoigner de la difficulté, quand on est sans voiture, pour aller travailler, j'ai dit oui. C'est comme ça que j'ai connu Véronique Fayet, alors présidente du Secours Catholique. À l'heure actuelle, je fais partie du conseil d'animation nationale et je suis au conseil d'administration. Je suis fière de défendre les précaires. Mes gamins aussi en sont fiers. » ■

RÉTROSPECTIVE 2023



CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

AVRIL

Un groupe de femmes en situation de précarité, accompagné par le Secours Catholique, assiste à Montpellier aux répétitions d'un orchestre dirigé bénévolement par la cheffe Zahia Ziouani.

24 JUIN

Rencontre des acteurs régionaux du programme agroécologie au Sahel (Paes) pendant six jours à Lomé, au Togo. L'occasion de capitaliser les actions et plaidoyers menés jusque-là.



CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

ET AUSSI...

JANVIER 28. Inauguration de la « Caisse alimentaire commune » de Montpellier qui permet d'acheter des produits en circuit court avec une monnaie locale. Une réalisation du programme « Ensemble, bien vivre, bien manger » du Secours Catholique. **FÉVRIER** 2. Dans le cadre du débat sur la loi immigration, une « bibliothèque vivante » se déploie à l'Assemblée nationale pour faire entendre aux parlementaires l'impact de chaque article de loi sur la vie des personnes concernées. **MARS** 31. La Conférence des évêques de France (CEF) adopte en assemblée plénière un texte précisant la mission du Secours Catholique en tant que service d'Église, renouvelant ainsi la confiance accordée par Mgr Louis-Marie Billé en 1998. **JUIN** 7. Place d'Italie à Paris, le collectif Les Morts de la prison, dont le Secours Catholique est un des piliers, organise un hommage aux personnes décédées en détention, dont 125 par suicide, le taux le plus élevé en Europe. **JUILLET** 7. Parution du 12^e numéro de la revue *L'Apostrophe* dans laquelle les auteurs-experts de la précarité regardent sous un autre angle la société du tout-numérique où les liens se dématérialisent et où les exclusions se creusent. **SEPTEMBRE** 13. Conférence de presse pour la publication du rapport « Un boulot de dingue » qui documente les innombrables contributions fournies par les

MATHIEU GENON / SCCF

**DU 6 AU 11 AOÛT**

Quelque 1 200 personnes issues des groupes du réseau Saint-Laurent et du Secours Catholique effectuent leur traditionnel pèlerinage à Lourdes pour célébrer, partager leur foi, prier, accéder aux sacrements et se retrouver en fraternité.

ÉLODIE PERRIOT / SCCF

**25 OCTOBRE**

Publication du rapport « La compensation carbone au prix des droits humains » sur l'impact du projet d'afforestation de TotalEnergies au Congo-Brazzaville.

© ANTHONY MICALLEF / SCCF

**14 NOVEMBRE**

L'équipe du Secours Catholique de Gardanne inaugure Le Colibri, une épicerie différente, « en mixité » parce qu'ouverte à tous, qui permet de faire du moment des courses une occasion de rencontres, d'échanges et d'écoute.

personnes sans emploi, et fait des propositions pour que celles-ci soient reconnues et valorisées. 20. Sortie sur les écrans, du film *Comme une louve* de Caroline Glorion, une fiction à laquelle le Secours Catholique a contribué dès l'origine en raison de son intérêt pour sensibiliser aux réalités vécues par des mamans précaires élevant seules leurs enfants. **OCTOBRE 16.** Signature d'une convention avec Refashion, permettant au Secours Catholique de bénéficier d'un fonds de réemploi textile pour investir dans des projets innovants de boutiques éco-responsables. Du 26 au 31. Une soixantaine de personnes issues de tout le réseau du Secours Catholique se retrouvent pour explorer la créativité, individuelle et collective, comme levier de développement de leur pouvoir d'agir. **NOVEMBRE** Du 30 au 13 décembre, le Secours Catholique et ses partenaires portent à la COP 28 un plaidoyer sur la régulation des marchés carbone et l'instauration d'un fonds d'indemnisation des populations dont les terres sont d'ores et déjà inhabitables. **DÉCEMBRE 8.** Le Secours Catholique et plusieurs grands réseaux associatifs signent une tribune parue dans *Le Monde* pour alerter sur les articles du projet de loi immigration qui ne respectent pas les droits fondamentaux des personnes concernées.

FAIRE VIVRE LE LIEN SOCIAL, LA FRATERNITÉ ET LA DIMENSION SPIRITUELLE

DANS UN TEXTE DE MISSION adopté en assemblée plénière en 2023, la CEF a renouvelé sa confiance dans le Secours Catholique-Caritas France et l'a invité à poursuivre sa pédagogie d'éveil à la solidarité, à la rencontre, à l'entraide et à la joie de la fraternité. C'est ce à quoi se sont employés cette année encore les quelque 12 000 bénévoles qui animent nos permanences d'accueil et accueils de jour, notre réseau toujours plus étendu de maisons des familles, mais aussi ceux qui s'en vont, à bord des Fraternibus et de nos nouvelles « boutiques itinérantes », à la rencontre des plus isolés d'entre nous, dans une démarche d'aller vers qui se déploie et permet de retisser des liens dans les territoires. Créer du lien, donner du sens, c'est aussi l'enjeu des séjours créatifs ou spirituels qui se sont organisés tout au long de l'année avec les personnes, tout comme des expériences de plaidoyer, de participation collective ou de rencontres interculturelles et interreligieuses par lesquelles nous mettons en œuvre les grands principes qui fondent notre engagement : l'écoute de la parole des personnes, le renforcement de leur pouvoir d'agir et la prise en compte de leur spiritualité, quelle qu'elle soit.



LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT ET RETISSER LE LIEN SOCIAL

DÉPLOIEMENT DES FRATERNIBUS POUR ALLER À LA RENCONTRE DES PERSONNES

En 2023, une dizaine de nouveaux Fraternibus ont été mis en circulation dans les Hauts-de-France, les Bouches-du-Rhône, en Haute-Garonne, dans le Cantal et dans les Yvelines, s'ajoutant aux vingt-deux qui se sont élancés sur les routes en 2022 grâce à la subvention France Relance de fin 2020. Créés dans une volonté d'aller vers les personnes vivant dans des territoires s'étant peu à peu vidés de tout commerce de proximité et lieu de rencontre, les Fraternibus ramènent du lien. On peut venir y bavarder autour d'un thé ou d'un café, se renseigner sur ses droits, faire des démarches administratives sur l'ordinateur installé à bord, mais aussi bénéficier d'activités proposées selon les besoins identifiés par les délégations.

En 2023, les délégations de Gironde et des Hauts-de-France se sont emparées d'un outil de formation en ligne permettant de préparer leurs équipes

bénévoles à cette démarche nouvelle d'aller vers des personnes très isolées, jusque-là sans lien avec nos accueils.

PREMIERS TESTS POUR LES BOUTIQUES ITINÉRANTES

En 2023, le Secours Catholique-Caritas France a souhaité diversifier son activité de boutiques solidaires en multipliant les boutiques itinérantes. Déjà expérimenté dans le Berry avec succès, ce dispositif permet d'aller vers les personnes qui n'ont pas forcément d'offres de vêtements pas chers à proximité, par exemple sur les campus étudiants, dans les Ehpad ou les zones denses des villes. Grâce à un don de la société Elis ainsi qu'au fonds Refashion, deux camions-boutiques ont été proposés pour six mois aux équipes qui souhaitent évaluer la pertinence d'une telle démarche sur leur territoire. Ceux-ci s'élanceront en 2024 dans le Gard et la Haute-Normandie. Toujours grâce au fonds Refashion, d'autres boutiques, avec camions de location, pourront »

HERVÉ PERROT AUMÔNIER GÉNÉRAL DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

« S'IL PART DES PLUS PAUVRES, LE SECOURS CATHOLIQUE NE SE TROMPERA JAMAIS »



XXX / SCOF

Que reprenez-vous de cette année 2023 ?

Ce qui frappe en 2023 et nous inquiète, c'est l'aggravation des replis identitaires au niveau sociétal, politique, parfois même au sein de l'Église et de notre propre réseau. C'est un beau défi à relever, dans ce contexte, de faire un chemin de fraternité, au nom de l'Évangile et d'un Jésus qui accueillait tout le monde, païens et croyants d'autres religions, un chemin de joie et de construction citoyenne mais aussi ecclésiale, en partageant nos différences, sans édulcorer nos notes particulières. L'identité, oui, car elle permet l'ouverture, l'identitaire, non. L'identité du Secours Catholique a été réaffirmée dans la

mission que la CEF nous a confiée en mars 2023. Nous sommes un service d'Église, mais nous sommes aussi une association loi 1901. Donc au carrefour d'une éducation populaire et d'une pédagogie qui consiste à nous laisser enseigner et évangéliser par les plus petits (Luc 10, 21). Or, qui sont les plus fragiles et exclus aujourd'hui ? Ce sont les personnes sans toit sans travail, sans terre, sans droit, avec des familles de plus en plus précarisées, ce sont les exilés, les migrants qui, en plus de subir la précarité, vivent la douleur d'être coupés de leurs racines. Une réalité qui nous préoccupe aussi, c'est l'avenir de notre planète. Nous avons en les liant à lutter tant pour apaiser « la clameur de la terre » que « la clameur des pauvres » (LS 49). Soyons fiers au-delà des peurs d'être courageusement dans toutes ces périphéries.

Votre identité n'évolue-t-elle pas avec cette diversité d'acteurs ?

Il y a quelque chose de la Galilée des nations au sein du Secours Catholique et de ses 60 000 bénévoles à travers ses 72 délégations et ses partenaires internationaux. Nous sommes en train de revoir nos statuts afin que nos instances soient plus représentatives de notre diversité. C'est une transformation historique, qui nous bouscule, mais qui nous permet de retrouver

nos essentiels pour les temps qui sont les nôtres. Vivre ensemble avec nos diversités est un signe d'une fraternité en marche, la « Jésus attitude » nous y aide. Les défis d'éveiller à la charité les nouvelles générations de bénévoles et de nous laisser bousculer par leur engagement nous obligent à nous réinventer. La dimension spirituelle est un levier de lutte contre la misère et de reconnaissance de nos dignités communes et universelles. Je suis optimiste. S'il part des plus pauvres, le Secours Catholique ne se trompera jamais. Ce sont eux qui doivent être à la meilleure place de nos tables et de nos cheminements. Certes, ce n'est

“ LA DIMENSION SPIRITUELLE EST UN LEVIER DE LUTTE CONTRE LA MISÈRE. ”

pas le plus facile, mais c'est ce qui renforcera notre communion. Quelle joie d'être, de génération en génération, actrices et acteurs au service de nos frères et sœurs les plus rejetés. Pour qu'ils soient eux-mêmes protagonistes d'une société plus juste et fraternelle, d'une Église toujours plus diaconale et synodale. ■



SEBASTIEN LE CLEZIO / SCCF

» être testées. Conçues sur le modèle de nos boutiques solidaires, ces boutiques itinérantes disposent d'un espace de convivialité extérieur. Elles pourront également proposer des ateliers de couture ou de *up-cycling* dans des locaux mis à disposition par les communes ou les paroisses les jours de passage de la boutique itinérante.

STRUCTURATION DU RÉSEAU DES MAISONS DES FAMILLES

Le réseau des maisons des familles, que le Secours Catholique-Caritas France a créé en 2009 avec les Apprentis d'Auteuil, s'est enrichi de deux structures en 2023, l'une à Saint-Jacques-de-la-Lande, près de Rennes, et l'autre à Saint-Brieuc. Une réflexion sur le mode de développement et de structuration de ce réseau, que le Secours Catholique cofinance à hauteur de 355 000 euros et qui compte désormais 22 entités, devenait nécessaire. En 2023, le Secours Catholique a commencé par un audit sur le champ de l'accompagnement à la parentalité en France. Cette première exploration a démontré l'intérêt de notre modèle où les parents sont en position d'acteurs, reconnus pour leur expérience. Un audit complet, portant sur les grandes fonctions de la coordination nationale, le format juridique qu'elle peut prendre, sera livré au printemps 2024.

GUIDE PRATIQUE DE L'ACCUEIL, L'ÉCOUTE ET L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES

L'activité des « permanences d'accueil » occupe une place importante au Secours Catholique-Caritas France, tant par le nombre de bénévoles qui y sont engagés que parce qu'elle représente, pour beaucoup de personnes en grande précarité, la porte d'entrée de notre association. En 2022, 15 % des bénévoles de notre réseau France étaient engagés dans cette activité qui n'avait pourtant jamais été clairement ni définie ni encadrée. D'où la volonté de lui consacrer un guide pratique.

Ce guide a pour objectif de définir clairement la posture et le rôle attendus par le Secours Catholique de la part des bénévoles engagés dans ces permanences. Ceux-ci ont en effet un rôle d'écouter, mais sont aussi habilités à accorder des aides financières et sont engagés dans la durée auprès des personnes qu'ils accompagnent vers l'accès aux droits ou pour chercher avec elles des solutions à leur situation. Une mission difficile autant que gratifiante, dont l'impact sur la situation des personnes est très important, qui contribue à créer du lien et à développer le pouvoir d'agir des plus précaires. Le guide a aussi pour objectif de soutenir les bénévoles dans leur pratique en leur donnant des repères et des préconisations en termes de posture, de qualités à déployer, de type de lien à créer, mais aussi de limites.

Sa conception s'est inscrite dans le cadre d'une mission, qui s'est déroulée entre 2022 et 2023 auprès d'une quarantaine d'équipes bénévoles animant ces permanences et à travers des échanges avec plus de 300 acteurs du réseau, dont des personnes ayant l'expérience de la précarité. Un petit groupe d'acteurs du réseau a été chargé de réfléchir à la définition et au cadre de l'activité.

Rebaptisée « Accueil – Écoute – Accompagnement » afin de rendre compte de la pluralité des dispositifs et des appellations déjà en place dans les délégations, cette activité porte les principes de notre action tels que définis dès 1946 dans nos statuts : « Apporter, partout où le besoin s'en fera sentir, à l'exclusion de tout particularisme national ou confessionnel, tout secours ou toute aide, directe ou indirecte, morale ou matérielle, quelles que soient les opinions philosophiques ou religieuses des bénéficiaires. » ■

“ 15 % DES BÉNÉVOLES DE NOTRE RÉSEAU FRANCE SONT ENGAGÉS DANS DES PERMANENCES D'ACCUEIL. ”

PERMETTRE LA PARTICIPATION ET L'EXPRESSION DE LA PAROLE DES PLUS PAUVRES



ELODIE PERRIOT / SCCF

RESTER À L'ÉCOUTE DES PERSONNES

C'est sur la participation de tous et le renforcement du pouvoir d'agir des personnes que le Secours Catholique-Caritas France met en œuvre l'une des ambitions fortes de son projet national, à savoir que

« les savoirs des personnes et des groupes en situation de précarité soient reconnus et partagés pour créer des connaissances et pratiques nouvelles ».

Un peu partout dans les délégations, nos équipes expérimentent depuis 2021 des démarches

valorisant l'expertise des personnes qu'elles accompagnent, par exemple en faisant appel à leur témoignage pour illustrer un plaidoyer, en construisant avec elles une action, un projet local, en les impliquant dans la vie de l'association, tant au niveau local que dépar-

temental, régional et même national, ou encore, en élaborant et vivant tous ensemble des séjours participatifs comme les Voyages de l'espérance.

En 2023, l'analyse de ces expériences a permis d'identifier 14 balises ou points d'attention pour guider l'élaboration d'une démarche « tous acteurs », depuis la préparation du voyage en passant par le départ du quai jusqu'à l'arrivée à destination et le débarquement du bateau commun. Cette pédagogie à l'usage de tous a été testée en septembre, lors d'un séjour à la cité Saint-Pierre à Lourdes, qui réunissait plusieurs groupes ayant vécu de telles démarches, et qui avait lui-même été préparé et mis sur pied en mode « tous acteurs ».

L'APOSTROPHE OU LA LIBRE EXPRESSION DES PERSONNES

Rares sont les lieux où peut s'exprimer librement la parole de celles et ceux qui vivent dans l'exclusion ou la précarité. La revue *L'Apostrophe* est née

**DES DÉMARCHES
DE VALORISATION
DE L'EXPERTISE DES PERSONNES
ACCOMPAGNÉES.**

CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF



du désir du Secours Catholique-Caritas France de recueillir cette expression, de permettre sa mise en mots afin de proposer une lecture différente de notre société. Dans leur n° 12, paru en juillet 2023, les auteurs de *L'Apostrophe* posent justement le regard sur la société du tout-numérique, pour constater comment les liens s'y dématérialisent et les exclusions s'y creusent. Ils donnent également à entendre les propos tenus par Claire Hédon, Défenseuse des droits, lors d'un long entretien sur le tout-numérique et ses fractures.

Ce nouveau numéro de *L'Apostrophe* se fait l'écho d'autres expériences artistiques, comme celles des Alfabètes, un groupe de poètes rassemblés par le Samu social de Paris, et l'exposition « Les Habitées » réalisée par l'atelier La Gribouille de Toulon.

Demeures intimes

En un mot comme en cent,
sent,
sang,
sans.

Misère...

La hausse du prix du loyer,
il ne veut plus en entendre parler
Celui qui a élu domicile dans cet amas
de papier carton.

Son seul luxe.
C'est d'exister malgré lui.
T'inquiète, il gère !

Christophe R.

LA VOIX DES EXILÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quel est le quotidien des étrangers qui attendent une régularisation ? De ceux qui sont intégrés en

France depuis des années et perdent leur titre de séjour et leur travail à cause de problèmes en préfecture ? Quels obstacles administratifs doivent-ils surmonter ? Pour donner corps et vie au plaidoyer mené dans le cadre du projet de loi asile et immigration, le Secours Catholique-Caritas France a proposé à des députés et sénateurs du département des Hauts-de-Seine de rencontrer des personnes migrantes et des bénévoles qui les accompagnent dans leurs démarches. Au cœur de l'Assemblée nationale, là où allait être débattue la loi, les parlementaires et leurs collaborateurs ont ainsi pu parcourir pendant toute la matinée du 2 février 2023 une « bibliothèque vivante » qui leur a donné à entendre, par le témoignage, l'impact très concret de chaque article de loi sur la vie des personnes concernées. Une expérience humaine, bien loin des micros et des caméras, et bien plus parlante qu'un discours.

PREMIÈRE EXPÉRIENCE DES « JOURNÉES LOCALES DU PLAIDOYER »

Le plaidoyer local contribue fortement au développement du pouvoir d'agir des personnes en situation de précarité et permet d'agir sur les causes de la pauvreté. Le Secours Catholique-Caritas France a donc souhaité lancer des modules d'animation de deux jours, intitulés « Journées locales du plaidoyer » et destinés à former les bénévoles et les animateurs à cette pratique, en partant de situations concrètes.

Les premières « Journées locales du plaidoyer » ont eu lieu en février et juin 2023, dans la délégation de Franche-Comté et de Bourgogne, avec la participation de toute la diversité des acteurs de l'association : bénévoles dont certains ont l'expérience de la précarité, membres de bureaux et salariés de la délégation. Pour leur permettre de s'approprier d'emblée la notion de plaidoyer, celle-ci a été rédigée sous forme d'invitation à « transformer vos indignations en actions ».

La première journée permet de comprendre ce qu'est le plaidoyer, à partir d'exemples concrets, de nommer les étapes d'une action de plaidoyer local en définissant bien l'objet visé. La deuxième journée a permis aux équipes locales de travailler sur des situations concrètes de dysfonctionnement ou d'injustice qu'elles ont identifiées et de construire un début de stratégie sur des sujets aussi variés que des problèmes d'accès aux droits, de mobilité en milieu rural ou d'accès à la culture. ■

FAIRE VIVRE LA CRÉATIVITÉ



VINCENT BOISOT / SCCF

DÉVELOPPER LA CRÉATIVITÉ COMME LEVIER DU POUVOIR D'AGIR

Après les deux rencontres créativité « estivales » de 2021 et 2022, le Secours Catholique-Caritas France a organisé une rencontre « automnale », du 26 au 31 octobre 2023 à Lourdes. Pendant ces quelques jours, une soixantaine de participants issus de toute la diversité d'acteurs qui compose notre réseau, accompagnés par des artistes, ont exploré la créativité, individuelle et collective, comme levier pour créer du lien autrement et développer le pouvoir d'agir des personnes.

Chaque groupe a ainsi pu présenter et faire tester ses propres pratiques dans des domaines comme le théâtre, l'expression corporelle, les arts plastiques, les mandalas, les voyages sonores, la mosaïque, la cuisine, ou même la création couture à partir de vieux jeans, à travers 25 ateliers, dont un pour explorer un axe nouveau : devenir animateur d'atelier.

Comme les années précédentes, un « espace incubateurs » était proposé à des acteurs du réseau souhaitant être accompagnés dans leur réflexion autour d'un projet d'action à aborder par le biais de la création. La délégation de Gironde, par exemple, a soumis l'idée

d'un voyage en Terre sainte pour lequel les animateurs désiraient mobiliser le plus de monde possible à travers une création collective lancée en amont du voyage et qui serait ensuite enrichie par ce qui s'y serait vécu. L'incubateur a joué son rôle pour permettre à nos équipes de monter en gamme sur les procédés d'intelligence collective susceptibles de renouveler l'action et même les démarches de plaidoyer.

PRATIQUE DES RÉSIDENCES ARTISTIQUES, AUX NIVEAUX NATIONAL ET LOCAL

Les propositions de résidences d'artiste ont fait leur apparition dans le paysage du Secours Catholique-Caritas France en 2021. Elles ont permis de valider une intuition : se donner du temps pour accompagner la créativité des acteurs du réseau est un levier puissant pour lutter contre l'isolement et la pauvreté. La proposition s'est poursuivie et expérimentée en juin 2023 à Lourdes, où un groupe s'est mis en résidence à la cité Saint-Pierre. Son objectif : apporter une dimension artistique à la rencontre nationale « Célébrons la fraternité » prévue le 11 août, où étaient attendues plus d'un millier de personnes

du Secours Catholique et du réseau Saint-Laurent. Le groupe en résidence était composé de 35 participants à la rencontre nationale et d'artistes de différentes disciplines. Il a travaillé sur plusieurs axes pour faire du pèlerinage une réussite également du point de vue artistique, concrétisant deux projets ambitieux : la création d'une *freeze mob* composée de quelque mille pèlerins de la rencontre nationale, et un geste artistique plus pérenne avec l'ouverture d'un espace de création quasi permanent auquel chacun peut apporter sa propre touche.

DES RÉSIDENCES ARTISTIQUES POUR RESSERRER LES LIENS SUR UN TERRITOIRE

En 2023, l'expérience des résidences artistiques telles que développées depuis 2021 par le Secours Catholique-Caritas France s'est vécue également au niveau local, sur le thème « Parole, musique et sons ». En Isère, par exemple, un groupe de 13 personnes s'est réuni pour quatre journées en immersion, du 1^{er} au 4 décembre, au centre Saint-Hugues

à Biviers. Afin que la résidence, cette expérience du collectif à temps plein, joue son rôle pour briser les barrières entre bénévoles et personnes en situation de précarité et tisser du lien autrement, les participants étaient issus d'un même territoire. En début de résidence, ceux-ci se sont essayés à des ateliers d'écriture qui ont fait émerger des textes destinés à être mixés, remaniés, agencés, mis en musique puis enregistrés, avec la complicité de quatre musiciens. Onze chansons et objets sonores étonnants sont sortis de ces journées riches en émotions. L'objectif, désormais, est de valoriser et de faire connaître ces expériences pour que d'autres équipes s'en emparent. Un projet de fonds de soutien, qui serait alimenté par un mécène, est prévu pour favoriser ce genre d'action hors du quotidien. ■

“UNE EXPÉRIENCE
DU COLLECTIF À TEMPS
PLEIN POUR TISSER DU LIEN
AUTREMENT.”

FAIRE VIVRE LA SPIRITUALITÉ

CONFIANCE RENOUVELÉE DE LA CEF

Depuis 1998 et le texte de Mgr Louis-Marie Billé, la mission donnée au Secours Catholique-Caritas France par la CEF n'avait plus été resituée. Or depuis, le monde a changé et l'Église fait face à de nouvelles questions au sein de la société. Pendant plusieurs mois, une équipe constituée de membres du Secours Catholique et de trois évêques a travaillé un nouveau texte de mission qui a été voté par les évêques lors de leur assemblée plénière du 31 mars 2023.

Ce texte de mission rappelle l'identité du Secours Catholique qui, bien qu'association de loi 1901, est un service d'Église au sens où « il est organiquement lié à la CEF et à chacune des Églises diocésaines ». Il nous conforte dans notre pédagogie en reprenant les trois axes de notre mission : éveiller à la solidarité, à la rencontre, à l'entraide et à la joie de la fraternité ; renforcer les capacités de tous à agir pour que chacun accède à des conditions de vie dignes ; lutter contre les causes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion. Par ce texte enfin, la Conférence des évêques nous invite à poursuivre la mise en œuvre de la doctrine sociale de l'Église à travers notre action et notre organisation,

à continuer notre marche au cœur du mouvement de l'écologie intégrale définie par le pape François et à renforcer notre travail de recherche, particulièrement sur la pédagogie de la charité à partir des plus précaires, pour faire entendre le cri des pauvres et le cri de la terre. Ce texte de mission ainsi que le texte repère sur la dimension spirituelle du Secours Catholique, adopté en 2021 par notre assemblée générale, constituent le socle et l'horizon de notre action.

FESTIVAL SAINT-LAURENT POUR LES 10 ANS DE « DIACONIA 2013 »

Le Secours Catholique-Caritas France coordonne le réseau Saint-Laurent qu'il a contribué à créer, à l'occasion du 50^e anniversaire de la cité Saint-Pierre à Lourdes, pour répondre à la volonté de personnes en situation de très grande précarité de se regrouper, de partager leur foi à partir de l'Évangile et de se retrouver tous les deux ans à Lourdes.

Du 6 au 11 août 2023, ce traditionnel pèlerinage du réseau Saint-Laurent rassemblait quelque 1 200 personnes pour leur permettre, ensemble, de célébrer,



MATHIEU GENON / SCCF

partager leur foi, prier, accomplir les gestes de Lourdes, accéder aux sacrements et se retrouver en fraternité. Au cours de ce pèlerinage, le réseau Saint-Laurent a animé le festival Saint-Laurent, en hommage au 10^e anniversaire de Diaconia 2013. À travers différents ateliers, ce festival avait pour vocation de transmettre la « culture du réseau Saint-Laurent », laquelle se décline principalement par la place et la parole données aux pauvres, par le partage de la Parole de Dieu, par la fraternité, la confiance, le sens de la fête et de la célébration en Église. Mais aussi par l'occasion don-

née à toute personne présente au sanctuaire de faire l'expérience spirituelle de se laisser enseigner par les plus pauvres et d'accueillir la mystérieuse sagesse que Dieu veut nous communiquer à travers eux.

Les trois petits films réalisés à l'occasion de ce festival, et en prévision de la Journée internationale de la fraternité du 4 février 2024, rassemblent les témoignages forts et authentiques de celles et ceux qui, par la souffrance et l'exclusion vécues, font une expérience unique de la foi. ■

EN SAVOIR PLUS



RENFORCER LES LIENS FRATERNELS ET INTERRELIGIEUX

SENSIBILISER À L'URGENCE DE LA FRATERNITÉ

Le 21 décembre 2020, l'assemblée générale de l'Organisation des nations unies (ONU) déclarait le 4 février « Journée internationale de la fraternité humaine », une décision consécutive à la signature par le pape François et le cheikh El Tayeb, imam d'Al Azhar, d'un texte commun de référence sur la fraternité humaine.

Dès 2022, le Secours Catholique-Caritas France a choisi de célébrer cette journée avec des associations partenaires engagées dans le dialogue interconvictionnel comme Coexister, le Groupe d'amitié islamo-chrétienne (Gaic) ou Jesuit Refugee Service (JRS), et de l'institutionnaliser sur les plans national et local. En 2023, la démarche a consisté à inviter les délégations à valoriser ce que leurs équipes vivent et

partagent avec les personnes en termes de fraternité, et, en parallèle, à nous rapprocher de nombreuses autres associations pour une rencontre organisée avec le Service national pour les relations avec les musulmans (SNRM de la CEF), et le Secrétariat général de l'enseignement catholique, afin de réfléchir à la façon de vivre et de faire vivre cette journée. Une seconde rencontre, en juillet, avec un cercle de partenaires beaucoup plus large, a fait aboutir un appel commun « pour que la fraternité soit l'affaire de toutes et tous ». Celui-ci a été diffusé en fin d'année auprès de têtes de réseaux associatifs pour signature dès le début 2024. L'appel souligne notre désir partagé de célébrer « cette journée dans un esprit d'ouverture pour en faire un événement festif et populaire, capable de sensibiliser le plus grand nombre à l'urgence de la fraternité ».

Plusieurs délégations du Secours Catholique ont d'ores et déjà répondu à cette urgence de la fraternité. Dans le Loiret par exemple, à Orléans, plusieurs rendez-vous invitaient à la rencontre interconfessionnelle, interculturelle et interreligieuse en cette journée du 4 février, avec au programme, des temps conviviaux autour d'un café ou d'un thé, un tournoi de football en salle avec des jeunes de toutes confessions de 15 à 20 ans, et une visite de la mosquée Assounnah. Un travail fait en partenariat avec des associations partenaires, notamment d'aide à l'emploi. ■



MATHIEU GENON / SCCF

» EN BREF »

CALVADOS VISITES CONVIVIALES AUX SENIORS

À Troarn, six bénévoles rendent des visites conviviales au domicile de personnes âgées qui souffrent d'isolement. « Il peut s'agir de personnes veuves, ou en couple mais dont le conjoint est affaibli par une maladie », explique Christine, l'une des bénévoles impliquées. « On passe un moment avec elles, on écoute les histoires qu'elles ont à raconter sur la vie de la commune... On est dans le lien. » Les visites s'effectuent en binôme. En amont, les bénévoles ont suivi une formation Monalisa, du nom de la mobilisation nationale qui rassemble les acteurs faisant cause commune contre l'isolement social des seniors. « À terme, conclut Christine, nous espérons mettre en lien les différentes personnes rencontrées et organiser avec elles des sorties et des goûters. »

HAUTS-DE-SEINE S'AMUSER POUR DÉCOMPRESSER

Puzzles, jeux de société, de cartes, lecture de contes... Chaque mercredi et samedi après-midi, un groupe d'une vingtaine de femmes et leurs enfants se retrouve à l'Oasis des familles, un appartement situé à Malakoff, composé d'un séjour avec cuisine, d'une salle de jeux et d'une buanderie équipée de deux lave-linges. « Tout a été conçu à partir des besoins des familles », la plupart logées à l'hôtel, explique Sylvie, la bénévole à l'initiative du projet. Dans cet espace, tandis que les machines à laver tournent, mères et enfants papotent, créent, s'amuse et dansent ensemble. Le vendredi, jour d'école, les mamans se réunissent. Des rendez-vous qui leur font du bien. « On se vide la tête. On se sent moins stressées », confie Lolite, mère célibataire.

VENDÉE UN LIEU MOBILE POUR TISSER DU LIEN

Depuis deux ans, un Fraternibus sillonne les routes de Vendée pour tisser un lien social dans les endroits ruraux isolés. Deux fois par mois, il fait halte à Nesmy, 5 kilomètres au sud de La Roche-sur-Yon, d'abord sur une aire de pique-nique où l'équipe invite les habitants à préparer et à partager un repas, puis sur la place du village, près de la mairie, où le centre communal d'action sociale effectue une distribution alimentaire. Certains bénéficiaires de cette distribution ont pris l'habitude de rejoindre le Fraternibus pour animer ce lieu mobile, prendre une boisson chaude et discuter. Parmi eux, Évelyne, qui a eu l'idée des repas en plein air. « J'adore cuisiner, dit-elle. Avec le Fraternibus, c'est une manière de le faire dans le partage. »

EN SAVOIR PLUS



COMBATTRE LA PRÉCARITÉ PAR L'ACCÈS AUX DROITS POUR TOUS

INFLATION MAXIMUM sur l'alimentation et l'énergie, saturation de l'hébergement d'urgence et de l'aide alimentaire, inondations, chaleur et sécheresse inédites... l'année 2023 a accumulé de douloureux records, surtout pour les ménages les plus fragiles, les premiers à payer le prix des dérèglements de notre société. Plus d'un million d'entre eux ont été accompagnés fraternellement et socialement par les bénévoles du Secours Catholique-Caritas France. La vie que la précarité leur impose, nous la connaissons, ils nous la racontent, nous en témoignons. Parce que des solutions existent pour améliorer durablement les choses, nous les imaginons, et nous les expérimentons. C'est de là que sont venues les bonnes nouvelles en 2023. Nos propositions pour lutter contre le non-recours commencent à se mettre en place. Nos programmes « Bien vivre, bien manger » et « 1DigneToit » font école. D'autres projets se développent, autour du réemploi textile pour nos boutiques solidaires. Autant d'actions qui redonnent de la dignité, du pouvoir d'agir, et participent à articuler lutte contre la pauvreté et préservation de « notre maison commune ».



CHRISTOPHE MACQUET / SGGF

LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ FINANCIÈRE ET POUR L'ACCÈS À UN REVENU DÉCENT

DES AVANCÉES DANS LA LUTTE CONTRE LE NON-RECOURS

Depuis la publication en 2021 du rapport « Non-recours : une dette sociale qui nous oblige », le Secours Catholique-Caritas France n'a eu de cesse de plaider pour que la lutte contre le non-recours (massif) aux prestations sociales devienne une politique publique prioritaire. Avec succès puisque certaines de nos recommandations figurent au nombre des mesures du Pacte des solidarités de 2023.

► Expérimentation de Territoires zéro non-recours aux prestations sociales

Alors que trois premières expérimentations avaient déjà commencé en 2022, cette idée du Secours Catholique avait été reprise dans la loi 3DS (différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification), donnant lieu à 10 autres expérimentations prévues dans la loi. Au vu des nombreuses candidatures (70 territoires) reçues en réponse à l'appel à manifestation d'inté-

rêts (AMI) lancé en début d'année 2023, décision a été prise d'en retenir 39 (sur financement du Pacte des solidarités). Sur ces territoires à taille humaine, les différents acteurs que sont les CAF (caisse d'allocations familiales), le conseil départemental, les mairies, les MSA (mutuelles sociales agricoles), les centres sociaux et les associations de la société civile s'engagent à se mobiliser dans une démarche de repérage et à aller vers les personnes éligibles aux prestations sociales qui n'en font pas la demande ou qui n'arrivent pas à les obtenir. En tant qu'initiateur du dispositif, le Secours Catholique a été invité à siéger au comité scientifique de suivi qui supervise les 39 expérimentations, ainsi qu'au comité de coordination pour l'accès aux droits (Cocoad).

**“ SE MOBILISER POUR
REPÉRER ET ALLER VERS
LES PERSONNES ÉLIGIBLES. ”**

► Versement automatique des prestations sociales aux personnes pouvant y prétendre

Cette recommandation, soutenue par le Secours Catholique avec le collectif Alerte et le Pacte de pouvoir de vivre, a également été en partie reprise par le gouvernement. Bien que le dispositif, appelé « Solidarité à la source », se mette en place par étapes très progressives (par exemple, l'ajout dans les fiches de paie du « montant net social » à déclarer chaque mois à la CAF) et présente des risques, il dénote une réelle volonté de lutter contre le non-recours. Le principe d'un formulaire prérempli que les allocataires n'auront qu'à vérifier et signer sera testé à partir de 2024.

► Accompagnement humain face au tout-numérique

Autre sujet de satisfaction : dans sa convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 (COG), la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) prévoit pour la première fois depuis longtemps le recrutement de 600 salariés pour accompagner les personnes face au tout-numérique.

Ces succès nous encouragent à continuer à défendre d'autres mesures : arrêt des suspensions de droits en cas de doute et étalement des remboursements d'indus en s'inspirant du « minimum insaisissable » prévu dans le Code bancaire en cas de surendettement.

SUIVI DU PROJET DE LOI PLEIN-EMPLOI

Le Secours Catholique-Caritas France et ses partenaires se sont engagés, hélas sans être entendus, dans le débat sur la nouvelle loi plein-emploi. Un des volets de la loi nous inquiète tout particuliè-

rement : la reprise par France Travail, l'entité qui remplace Pôle emploi, de la gestion du RSA sous des modalités nouvelles. Désormais, le versement de ce *minima* social sera conditionné, d'une part à l'inscription des allocataires comme demandeurs d'emploi,

alors que nombre d'entre eux ont à régler des problèmes d'ordre social ou de santé avant d'envisager de reprendre un travail, et, d'autre part, à une obligation de quinze heures d'activité par semaine : forma-

tion, insertion en entreprise, bénévolat. Le Secours Catholique s'alarme de ce dévoiement du principe d'inconditionnalité du RSA, pensé à l'origine pour réparer les inégalités sociales qui mettent tant de personnes en très grandes difficultés. La mesure va en outre à contresens des politiques engagées par ailleurs pour lutter contre le non-recours, et risque d'entraîner une invisibilisation des personnes qui vont perdre le RSA ou y renoncer.

RAPPORT « UN BOULOT DE DINGUE »



Dans le contexte inquiétant de la nouvelle loi plein-emploi qui entend forcer à l'emploi les personnes au chômage ou en situation de précarité, le rapport « Un boulot de dingue », publié en 2023 par le Secours Catholique-Caritas France et Aequitaz, propose d'inverser le regard sur ces prétendus

« inactifs ». Comme nos équipes de terrain en sont témoins au quotidien, ces personnes sont au contraire pour la plupart extrêmement « actives ». Les unes aident un proche, un parent âgé ou un enfant en situation de handicap, quand les autres règlent de multiples problèmes administratifs, pour elles ou pour des proches, ou s'engagent dans la vie du quartier, dans le voisinage, dans des associations. Ces contributions hors emploi, qui ne sont pas rémunérées et n'entrent pas dans le calcul des cotisations et des protections, n'en sont pas moins essentielles à notre société.

C'est ce que démontre ce rapport, fruit de deux années d'enquête et d'ateliers associant des chercheurs, des professionnels associatifs, mais aussi des personnes concernées, dont une partie touchent le RSA. Loin d'être marginales, ces activités s'évaluent en milliards d'heures de travail domestique : 40 milliards par an, soit plus que le temps de travail rémunéré, selon l'Insee. Le nombre d'aidants familiaux s'élève à 9 millions pour 15 millions d'enfants et 5 millions d'adultes malades, en situation de handicap ou âgés. Quant au bénévolat, il concerne près de 13 millions de Français et représente environ 680 000 équivalents temps plein.

Fort de ces constats, le rapport propose des recommandations pour transformer notre système de protection sociale afin qu'il reconnaisse et sécurise, sans pour autant créer d'obligation, les

“ LES CONTRIBUTIONS HORS EMPLOI SONT ESSENTIELLES À NOTRE SOCIÉTÉ. ”

personnes qui s'investissent auprès des autres, de la société et du vivant. En fait, des solutions existent déjà et n'auraient qu'à être étendues. Ce sont ces dispositifs qui permettent d'offrir une forme de reconnaissance à des activités non rémunérées : les indemnités ou remboursements de frais auxquels peuvent prétendre les sapeurs-pompiers volontaires, les proches aidants salariés, les jurés d'assises, les élus locaux et certains responsables associatifs ; les trimestres de retraite supplémentaires dont bénéficient les mères ; la possibilité pour des bénévoles de valider leurs acquis de l'expérience ; le système de troc de compétences imaginé par les accorderies. Présenté en conférence de presse le 13 septembre 2023, ce rapport a été largement repris par les médias qui en ont salué la démarche : inviter à débattre, à imaginer de nouveaux droits, et à consolider ceux, comme le revenu minimal garanti, remis en cause par le gouvernement.

DÉFENSE DES TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

L'association Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD), dont le Secours Catholique-Caritas France est membre fondateur, a vécu une année 2023 difficile. Ce dispositif, dont on sait qu'il contribue efficacement à l'objectif de plein-emploi du gouvernement, a en effet été mis en péril par deux décisions : la réduction des aides (de 102 % à 95 %) pour chaque poste créé, ce qui fragilise le modèle économique reposant sur des activités non rentables en elles-mêmes, mais aussi la volonté de figer la subvention accordée à TZCLD, ce qui empêche toute nouvelle expérimentation sur d'autres territoires. Notre plaidoyer collectif, largement relayé par les élus locaux, a permis d'obtenir finalement 11 millions supplémentaires, certes en deçà des 20 millions espérés. ■

PROGRAMME « ENSEMBLE, BIEN VIVRE, BIEN MANGER »

DES EXPÉRIMENTATIONS INNOVANTES DE DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE

C'est en 2021 que commençait à Lyon, Aix-Marseille, Toulouse et Montpellier l'expérimentation Territoires à vivreS dont l'objectif était de créer des coopérations nouvelles afin d'inventer des systèmes alimentaires durables et inclusifs. Portée par le programme Ensemble, bien vivre, bien manger du Secours Catholique-Caritas France, avec ses partenaires : Vrac, Ugess, Civam, Cocagne, elle s'est clôturée

de façon plus que satisfaisante en juin 2023. Les Territoires à vivreS ont en effet été riches en enseignements et en réalisations innovantes de démocratie alimentaire. Parmi elles, la « Caisse alimentaire commune » de Montpellier, inaugurée le 28 janvier 2023, qui permet d'acheter des produits en circuit court avec une monnaie locale alimentée par des fonds municipaux et privés, ainsi que des contributions citoyennes. Le modèle intéresse la ville de Lyon où Territoires à vivreS s'est constitué en association chargée de le mettre en œuvre. De son côté, le Secours Catholique travaille à la création d'un réseau national « Droit à l'alimentation », inspiré par la dynamique des Territoires à vivreS.

PLAIDOYER FACE À L'IMPASSE DES PALLIATIFS À LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

Le Secours Catholique-Caritas France siège au sein du Cocolupa (Comité national de coordination de lutte contre la précarité alimentaire). En 2023, celui-ci a suivi l'une des recommandations que nous soutenions avec ATD Quart-Monde : que la



CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

participation des personnes en situation de précarité alimentaire soit un des objectifs et critères d'évaluation des projets financés par le Fonds « Mieux manger pour tous », abondé de 60 millions d'euros cette même année.

Ces résultats, bien qu'allant dans le bon sens, restent décevants au regard de la réalité mise en lumière en fin d'année 2023 par les Restos du Cœur et nombre d'autres associations lors de leur interpellation des pouvoirs publics. La précarité alimentaire a pris des proportions si graves que la distribution alimentaire, telle qu'elle est pratiquée depuis des années, est à bout de souffle : elle n'est plus en mesure de répondre aux demandes. Cette analyse a été portée dans le cadre de la réunion du Cocolupa de décembre. L'occasion d'insister à nouveau sur la nécessité de politiques structurelles de lutte contre la pauvreté.

ÉTUDE SUR LES « COÛTS RÉELS » DE L'ALIMENTATION

Depuis le début de son plaidoyer pour un accès digne à une alimentation durable et de qualité, le Secours Catholique-Caritas France a vu émerger dans son réseau de nombreux projets de jardins partagés, paniers solidaires, épiceries sociales et solidaires, aides financières, chèques-services, etc. En vue d'aller toujours plus loin, nous avons lancé en 2023 une étude de fond sur les « coûts réels » de l'alimentation en termes de santé, de protection de l'environnement, de développement des territoires, etc. Menée avec le laboratoire d'analyse économique Basic, elle nous permettra de mettre en lumière ce qui se cache derrière le prix de l'alimentation et de faire des propositions pour préserver tout à la fois l'accès de toutes et tous à une alimentation de qualité, le revenu des producteurs, eux-mêmes en grande précarité, et la qualité de notre environnement. Elle servira de base à la mobilisation du réseau « Accès digne à l'alimentation » entre 2024 et 2027.

L'ALIMENTATION DIGNE ET DURABLE, UNE THÉMATIQUE MOBILISATRICE

Paniers frais solidaires, épiceries solidaires en mixité... ces nouveaux types d'actions dont s'emparent de plus en plus les délégations du Secours Catholique-Caritas France impliquent d'importants changements de pratiques et de modes d'engagement. C'est ce qui ressort de l'état des lieux de

2023 ainsi que de l'étude conduite en 2022 sur les représentations liées aux pratiques d'aide alimentaire de plus de 1 000 bénévoles.

Suite à cette étude, des outils ont été développés en 2023 à l'intention des animateurs pour leur permettre d'accompagner les personnes prêtes à se mobiliser pour ce type de projets à dimension sociale et écologique.

Du 10 au 13 octobre, des représentants de 38 délégations porteuses de telles démarches se sont retrouvés à Montagnac, dans l'Hérault, pour faire connaissance, définir une vision commune et avancer sur leurs projets. Les 140 personnes présentes ont pu participer à des ateliers sur le thème des changements à apporter pour répondre aux défis d'aujourd'hui, à des visites inspirantes autour du monde agricole, des solidarités paysannes et du développement du pouvoir d'agir, à des « halles ouvertes » pour avancer sur nos projets et s'interroger sur les questions à débattre avec d'autres, à des temps de fraternité et d'éveil collectif, et aussi à des rencontres plénières pour s'accueillir, partager une vision de l'accès digne à l'alimentation, également dans sa dimension local-global.

LE COLIBRI, MODÈLE INSPIRANT D'« ÉPICERIES EN MIXITÉ »

Le 14 novembre 2023, l'équipe du Secours Catholique de Gardanne inaugurait Le Colibri dans ses locaux du centre-ville. Animée par des bénévoles, cette épicerie différente, « en mixité » parce qu'ouverte à tous, permet de faire du moment des courses une occasion de rencontres, d'échanges et d'écoute. Son concept est simple : tout le monde peut y faire ses achats mais pas au même tarif : prix normal pour ceux qui peuvent se le permettre et 30 % de ce même prix pour les personnes dont le dossier a été accepté par les bénévoles. La distinction se fait en toute discrétion. Il suffit en effet d'indiquer son nom à la caisse pour que le logiciel applique le bon tarif. Moyennant trois clients de soutien pour un client bénéficiaire d'un tarif réduit, Le Colibri atteindra son équilibre financier.

Les épiceries en mixité comme Le Colibri font partie des modèles d'actions de lutte contre la précarité alimentaire que souhaite développer le Secours Catholique. Une mission sur leur utilité sociale a été menée en 2023. Ses conclusions enrichiront nos réflexions pour définir une stratégie nationale en 2024. ■



Gael Kerbaol / SCOF

ENTRETIEN

JEAN MERCKAERT, DIRECTEUR ACTION PLAIDOYER FRANCE EUROPE

« LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ EST L'INVESTISSEMENT LE PLUS PAYANT QUE POURRAIT FAIRE NOTRE PAYS »

En 2023, alors que l'inflation appauvrisse les ménages et que les associations alertaient sur la saturation des dispositifs d'aide alimentaire et d'hébergement, l'exécutif adoptait des lois qui produisent de la pauvreté, du non-recours, de l'errance. C'est l'analyse du Secours Catholique, qui rappelle qu'une société saine est une société qui prend soin des plus précaires.

Le Secours Catholique a été présent dans le débat politique en 2023. Est-ce sa vocation ?

Le Secours Catholique a plusieurs leviers d'action face aux situations de pauvreté qu'il rencontre : les aides matérielles, l'accompagnement fraternel vers l'accès aux droits, l'action collective et, quand la réponse ne peut pas être qu'associative, le plaidoyer. La pensée sociale de l'Église nous y encourage en affirmant que l'engagement dans le champ politique est la forme la plus noble de la charité. Nous sommes donc au rendez-vous de notre mission quand nous intervenons dans le débat politique, et nous y sommes légitimes et attendus du fait de notre action de terrain. Les réalités dont nous sommes témoins nous ont amenés à définir cinq enjeux prioritaires : l'accès digne à un toit, à une alimentation saine et durable, à des revenus décents, par l'emploi ou par les prestations sociales, l'accueil digne des personnes migrantes et la recherche d'une transition écologique juste.

Quel regard portez-vous sur l'année 2023 en matière de politiques de lutte contre la pauvreté ?

Il y a eu quelques sujets de satisfaction : les expérimentations que le Secours Catholique a menées dans les Hauts-de-France ont inspiré les dispositifs publics qui permettent de mieux lutter contre la précarité énergétique. De même, les 39 « Territoires zéro non-recours » lancés en 2023 sont la traduction directe d'une idée que le Secours Catholique a impulsée pour favoriser l'accès aux prestations sociales ! D'autres avancées sont à noter, comme le renforcement du soutien public à la domiciliation, l'augmentation de l'aide versée en l'absence de pension alimentaires, ou le développement du Service public de la petite enfance.

Mais dans l'ensemble, l'année a été marquée par des lois préoccupantes et par le lancement d'un Pacte des solidarités décevant. Alors que la Stratégie de lutte contre la pauvreté de 2018 affichait une réelle ambition, les quelques dispositifs que contient le Pacte ne masquent pas à quel point la situation des plus pauvres est loin des préoccupations du gouvernement. Face au choc de l'inflation, notamment sur l'alimentation et l'énergie, on pouvait s'attendre à une réponse forte. Mais le gouvernement s'en tient à des mesures palliatives. À peine quelques millions en plus après le cri d'alarme des Restos du Cœur. Est-ce vraiment digne de notre pays de faire porter sur nos associations la réponse à l'insécurité alimentaire quand elle touche des millions de personnes ?

“QUAND LA PLUPART DES SIGNAUX SONT AU ROUGE SUR LE SOIN APPORTÉ AUX PLUS PAUVRES, AUX ÉTRANGERS, AUX PERSONNES EN PRISON, EN SITUATION DE DÉPENDANCE OU AYANT BESOIN D'UNE PRISE EN CHARGE PSYCHIATRIQUE, C'EST LA COHÉSION SOCIALE QUI EST MENACÉE.”

La logique palliative l'emporte aussi sur le volet de l'hébergement d'urgence. Le Pacte des solidarités en maintient tout juste le budget, alors que le sans-abrisme, qui a atteint des niveaux record en 2023, appelle des réponses structurelles. Les leviers d'action face à la saturation du parc d'hébergement sont connus : régulariser les personnes étrangères, dont beaucoup ne demandent qu'à travailler et à se loger par leurs propres moyens, et développer des passerelles vers le logement social. Or en 2023, la construction de logements sociaux est tombée au plus bas. En 2017, Emmanuel Macron promettait qu'il n'y aurait plus personne à la rue à la fin de l'année. Aujourd'hui, le SIAO (Service intégré d'accueil et d'orientation, qui gère le 115) se voit obligé de considérer comme non prioritaires les femmes à la rue avec des enfants de plus de 3 ans.

Vous vous êtes opposé à certaines mesures du nouveau dispositif France Travail.

Nous nous retrouvons sur les objectifs de plein-emploi et d'un meilleur accompagnement des allocataires du RSA (revenu de solidarité active), car la chute des budgets insertion et le manque de travailleurs sociaux sont pour beaucoup dans le maintien au RSA de nombreux allocataires pendant trop longtemps. Nous rencontrons chaque jour des allocataires des *minima* sociaux et savons combien il serait faux de penser qu'ils sont inactifs – notre rapport « Un boulot de dingue » le démontre bien –, et qu'il faudrait les contraindre à reprendre une activité, sous peine de sanctions. Le sous-entendu de fainéantise est violent et nie la réalité de l'emploi : 3 millions de personnes au chômage pour 300 000 offres non pourvues. Il ignore aussi que pour un certain nombre d'allocataires, les conditions d'un retour à l'emploi ne sont pas réunies. Prétendre que les personnes « méritent » leur situation sociale relève de l'idéologie : en France, la réussite dépend en grande par-

tie du milieu social, des établissements scolaires fréquentés, des réseaux amicaux et professionnels des parents. Or c'est cette idéologie qui justifie le maintien des *minima* sociaux à des niveaux indignes, et la culpabilisation des personnes.

Mais a-t-on les moyens d'une politique sociale plus généreuse ?

Lutter contre la pauvreté serait un investissement payant pour notre pays. Pour le Secours Catholique, l'ensemble des politiques devrait être évalué en fonction de leur impact sur les plus précaires. Au contraire, en 2023, alors même que l'exécutif lançait le Pacte des solidarités, il soutenait aussi l'adoption de la loi Kasbarian-Bergé, qui durcit la répression contre les sans-abri, la loi asile et immigration qui fragilise une population déjà en grande difficulté, et la loi plein-emploi qui stigmatise et risque de produire du non-recours.

Pour le Secours Catholique, qui mesure la santé de notre société au sort réservé aux plus fragiles, cette tendance est inquiétante. Quand la plupart des signaux sont au rouge sur le soin apporté aux plus pauvres, aux étrangers, aux personnes en prison, en situation de dépendance ou ayant besoin d'une prise en charge psychiatrique, c'est la cohésion sociale qui est menacée.

D'autant plus que l'exécutif a trop souvent décrédibilisé, et donc fragilisé, les corps intermédiaires. Ainsi, en 2023, le gouvernement est resté sourd à des mouvements sociaux d'ampleur, et des associations comme la Ligue des droits de l'homme ont vu leur financement menacé en raison de positions critiques. Une société qui n'a plus d'espaces collectifs, syndicaux, associatifs par lesquels faire entendre des aspirations et des intérêts différents est une société promise à plus de violence.

Quelle direction faudrait-il prendre ?

Partons d'un exemple vertueux : les Territoires zéro chômeurs de longue durée, où on dit aux personnes : « *On a des besoins non satisfaits, on croit que vous avez des choses à nous apporter* » font tous l'expérience que cela redonne de la dignité, que cela apporte du dynamisme, de la cohésion, en plus de rendre des services très concrets, par exemple dans le service aux personnes ou pour la transition écologique. Il faut recommencer à croire que nous avons besoin les uns des autres et que c'est collectivement que nous pouvons nous en sortir, et non au détriment les uns des autres. ■

S'ENGAGER POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE POUR UN MONDE PLUS JUSTE ET FRATERNEL

Cela fait de nombreuses années que le Secours Catholique-Caritas France, à l'appel notamment de ses partenaires internationaux et de ses délégations, s'est emparé de la question environnementale. Cette préoccupation s'incarne déjà dans des programmes comme celui mené sur cinq continents pour mettre en œuvre une transition écologique juste (voir p. 42), dans des projets conduits au niveau national pour lutter contre la précarité énergétique, favoriser la mobilité et garantir le droit pour tous à une alimentation saine et de qualité, mais aussi dans des actions comme les écolieux et le réemploi textile, et à travers certains plaidoyers et projets de changement social local initiés par nos délégations. L'accélération du dérèglement climatique, dont les impacts affectent en premier lieu les plus pauvres, nous obligeait à aller encore plus loin. Ainsi en 2023, le conseil d'administration du Secours Catholique a souhaité inviter l'ensemble du réseau à entamer un chemin

de conversion écologique et de transformation sous trois angles : personnel, collectif, politique, et selon une méthode ascendante et apprenante, c'est-à-dire en partant des expériences et réflexions déjà menées, tant en France qu'à l'international.

“ LE DÉFI URGENT DE PROTÉGER NOTRE MAISON COMMUNE INCLUT LA PRÉOCCUPATION D'UNIR TOUTE LA FAMILLE HUMAINE DANS LA RECHERCHE D'UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INTÉGRAL, CAR NOUS SAVONS QUE LES CHOSSES PEUVENT CHANGER. ” LAUDATO SI'

Sous le mot d'ordre RevE, comme révolution écologique pour un monde juste et fraternel, cinq axes de travail ont été identifiés.

- 1. Accompagnement, sensibilisation et mobilisation** des délégations et des équipes. Avec la mise à disposition d'une mallette d'outils pédagogiques, la mise en place d'un réseau national et l'accompagnement à l'organisation d'événements pour mettre en valeur des projets phares : les écolieux, les paniers solidaires, le dispositif 1DigneToit...
- 2. Recherche d'exemplarité dans nos pratiques internes** au quotidien sur la base de notre bilan carbone réalisé en 2021.
- 3. Prise en compte de l'articulation lutte contre la pauvreté et écologie** comme levier pour revitaliser l'activité bénévole et l'engagement.
- 4. Plaidoyer en faveur d'une transition écologique juste** en vue de faire advenir des changements structurels avec la création d'un espace de réflexion transverse global-local sur ces questions.
- 5. Élaboration d'un texte repère** en s'appuyant sur ce que disent les expériences faites en délégation, la réflexion menée avec nos partenaires internationaux et celle qu'engage actuellement le conseil d'animation national, qui associe largement des personnes ayant l'expérience de la précarité, sur cette question. ■



CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF





TERRITOIRE

LA CASÈLA, UN REFUGE POUR LES FEMMES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ À TOULOUSE

À Toulouse, La Casèla ouvre ses portes depuis près de deux ans à des femmes en situation de grande précarité. Hakima et Fatima se rendent presque chaque matin dans cet espace du Secours Catholique aux allures de loft, situé en plein centre-ville. C'est là que les deux femmes, arrivées au printemps dernier d'Algérie, ont fait connaissance et se sont liées d'amitié. La Casèla leur sert de lieu de répit, de ressource et d'entraide comme à la quarantaine d'autres femmes hébergées en foyer ou à la rue qui passent une grande partie de leur journée dehors. À La Casèla, les fauteuils invitent à la discussion, à l'écoute et au repos. « On a remarqué que les femmes fréquentaient peu les accueils de jour de la ville, explique Pascale, la bénévole responsable du lieu. On a alors mené une étude auprès de ces accueils et a émergé le besoin de créer un lieu spécifique pour les femmes. » Ici, elles peuvent prendre un petit déjeuner copieux, se doucher, laver leur linge, récupérer des vêtements ou des produits d'hygiène. Elles peuvent aussi se refaire une beauté, comme Nathalie, les cheveux enroulés dans une serviette, qui attend son tour pour passer entre les mains d'Anahite, la coiffeuse bénévole. « Ça fait du bien de prendre soin de soi », confie cette mère isolée de deux enfants.

« En ce moment, c'est très tendu, poursuit Pascale. On rencontre de plus en plus de familles avec de jeunes enfants remises à la rue. » C'est ce qui attend Julienne, assise sur un canapé, qui vient d'apprendre qu'elle doit quitter le foyer où elle dort avec sa fille de 19 ans depuis 14 jours. « Je profite un peu de la chaleur car, ce soir, on retourne à la rue. On est reparties pour appeler le 115 toute la journée. » ■



FLASHER CE CODE POUR LIRE LE REPORTAGE
COMPLÈT SUR LE SITE INTERNET
DU SECOURS CATHOLIQUE.

FAVORISER UNE MOBILITÉ DURABLE ET INCLUSIVE



CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

ACTION ET PLAIDOYER POUR L'ACCESSIBILITÉ AUX ZONES À FAIBLES ÉMISSIONS

Le Secours Catholique-Caritas France se réjouit des bénéfices, en termes d'environnement et de santé, que pourrait apporter l'instauration des zones à faibles émissions (ZFE), tout en rappelant que dans une logique de transition écologique juste, il convient de se saisir de l'opportunité ainsi offerte de développer des solutions de mobilité accessibles à tous et, en particulier, des alternatives à la voiture. L'étude que nous avons publiée en 2022, notamment en collaboration avec Emmaüs France et le réseau Action Climat, mettait en lumière les problèmes de mobilité que pouvaient poser les ZFE aux plus pauvres et proposait une série de recommandations pour améliorer la concertation et avancer des solutions. Ce plaidoyer s'est poursuivi en 2023, dans la continuité des actions des délégations comme le microcrédit ou les coups de pouce, autour de l'accessibilité des aides à l'achat et des prêts, pour

permettre l'accès à un véhicule propre aux personnes accompagnées qui n'ont pas d'alternative pour se déplacer.

SÉMINAIRE SUR LA MOBILITÉ EN MILIEU RURAL

La mobilité a aussi ses zones blanches, notamment dans les milieux ruraux et hyper-ruraux où les personnes les plus précaires se retrouvent isolées, quasiment sans moyens d'accès à leurs droits, à l'emploi, à la santé et à tous les actes de la vie quotidienne. Cette situation s'est encore exacerbée en 2023 du fait de la hausse du prix du carburant. Désormais, la majorité des demandes d'aides financières faites aux équipes du Secours Catholique dans ces territoires sont liées à des dépenses de mobilité. Leurs bénévoles dépannent en mettant en place des actions de transport solidaire ou d'autopartage, et interpellent les pouvoirs publics. Mais pour faire changer les choses d'un point de vue systémique, il devenait urgent de mener un plaidoyer au niveau national. En 2023, un groupe de travail a été mis en place

et des études et actions de terrain ont été lancées dans plusieurs départements (Aveyron, Pyrénées, Gascogne, Allier, Tarn, Saône-et-Loire, Côte roannaise), afin d'établir un diagnostic précis des besoins en déplacement et des moyens de transport existants. En parallèle, un séminaire s'est tenu les 5 et 6 décembre. Il réunissait une cinquantaine de personnes de notre réseau. Son objectif : réaliser à l'horizon 2024 un rapport proposant des pistes d'actions pour permettre de se déplacer en milieu rural tout en respectant les limites de la planète.

DES DONS DE VÉHICULES AU PROFIT DES GARAGES SOLIDAIRES

La Fédération des garages solidaires Solidarauto, dont le Secours Caritas-Caritas France a assuré la présidence en 2023, accompagne depuis plus de 10 ans

quelque 5 000 personnes par an ayant des problèmes de mobilité. En 2023, un nouveau garage à Betton, près de Rennes, a rejoint la fédération et un autre est à l'étude près d'Orléans. Mais l'événement marquant de l'année est le lancement d'une plateforme nationale de dons de véhicules : donnezvotrevoiture.org. Créée pour fournir les garages en véhicules à remettre en état et à proposer à prix avantageux, cette plateforme permet aux particuliers ou aux entreprises de lutter contre l'exclusion professionnelle par la mobilité tout en bénéficiant de déductions fiscales. Les véhicules ainsi obtenus sont ensuite répartis dans les garages labellisés. En novembre 2023, une opération de communication ciblée dans le Maine-et-Loire a permis de tester et de vérifier l'appétence du grand public pour une telle démarche solidaire. Cette même année, la plateforme a été nominée pour le grand prix de la Marque engagée. ■

DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE ET DURABLE

UN NOUVEL ÉLAN ÉCORESPONSABLE POUR LES BOUTIQUES SOLITAIRES

Dans le domaine du textile, la loi Agéc (anti-gaspillage pour une économie circulaire) permet de soutenir le secteur de l'économie sociale et solidaire à hauteur de 5 % des taxes prélevées sur les vêtements neufs mis sur le marché. Depuis 2023, le Secours Catholique-Caritas France fait partie des six associations qui bénéficient de ce fonds réemploi. La convention signée le 16 octobre 2023 avec l'éco-organisme Refashion, gestionnaire du fonds, porte sur des montants établis en fonction du tonnage de vêtements reçus à notre association. Ils s'élèvent à 542 000 euros pour 2023 et devraient atteindre 620 000 euros en 2024 de même qu'en 2025. Selon la convention, ces fonds sont destinés pour partie au travail de traçabilité des volumes textiles entrants et sortants. Ils serviront également à financer les projets imaginés par nos délégations et nos 810 boutiques et vestiaires, sur appel à manifestation d'intérêt (AMI) dans quatre grandes catégories : pédagogie et formation, remise en état ou transformation des vêtements, amélioration de la qualité de vente solidaire et convivialité des boutiques, création de nouvelles structures.

Le premier AMI a été lancé en novembre 2023. Il a démontré l'intérêt de la démarche pour dynamiser notre activité textile : labellisation éco-solidaire des boutiques, création de boutiques itinérantes ou éphémères, dans une démarche d'aller vers les personnes en situation de précarité, financement d'ateliers de couture pour valoriser les talents et développer le pouvoir d'agir. Autant d'actions qui vont dans le sens de la dynamique engagée par le Secours Catholique pour allier lutte contre la précarité et écologie, un thème par ailleurs porteur pour mobiliser l'engagement bénévole. ■



SEBASTIEN LE CLEZIO / SCCF

LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

SUCCÈS DE PLAIDOYER POUR LA RÉNOVATION DES PASSOIRES THERMIQUES

En lançant en 2019 le programme expérimental 1DigneToit, le Secours Catholique-Caritas France et le Réseau écohabitat (REH) faisaient le pari que la rénovation énergétique des habitations pouvait être accessible aux plus modestes, moyennant un dispositif d'aides financières adapté et un accompagnement non seulement technique mais aussi social et fraternel des personnes. Notre objectif était d'accompagner 200 ménages, dans le cadre d'un contrat à impact social (CIS)¹ conclu avec l'Agence nationale de l'habitat (Anah), mais aussi de modéliser un nouveau mode d'action contre la précarité énergétique qui puisse être repris par les pouvoirs publics.

Fin 2023, à l'issue de cinq années d'expérimentation, la démonstration s'avère concluante. Le programme a inspiré la création d'autres structures associatives comme Stop à l'exclusion énergétique qui se fixe pour objectif d'accompagner 3 000 ménages sur trois ans. Il a surtout fait avancer le gouvernement sur ce sujet puisqu'une réforme du barème des

aides à la rénovation énergétique était annoncée le 11 octobre 2023. À compter du 1^{er} janvier 2024 en effet, le taux de subvention par l'Anah, dans le cas de ménages très modestes qui optent pour une rénovation performante de leur logement, passe de 50 % à 90 % des travaux pour un montant plafonné à 70 000 euros, contre 35 000 précédemment.

Notre plaidoyer a également débouché sur la revalorisation du dispositif Mon accompagnateur Rénov', dont le financement passe de 850 à 2 000 euros par dossier, mais également sur l'instauration progressive de Mon accompagnateur Rénov' renforcé : des opérateurs agréés disposant de compétences sociales et dont les prestations seront financées à hauteur de 4 000 euros par dossier.

Le Secours Catholique et ses partenaires vont bien sûr rester attentifs à la mise en place effective de ces annonces, dont les moyens ont été fortement amputés par les coupes budgétaires décidées par le gouvernement début 2024. Ils insistent également sur la nécessaire montée en charge des accompagnateurs agréés. Ces maillons indispensables pour les ménages fragiles restent trop peu nombreux aujourd'hui sur le territoire. ■

LUTTER CONTRE LE SANS-ABRISME

DES MOYENS SUPPLÉMENTAIRES POUR LA DOMICILIATION ADMINISTRATIVE

Membre du collectif national domiciliation, le Secours Catholique-Caritas France mène depuis plusieurs années un plaidoyer sur le sujet de la domiciliation administrative, dispositif insuffisamment financé alors qu'il est indispensable pour garantir aux personnes sans domicile fixe l'accès à leurs droits civiques, civils et sociaux. En principe, les centres communaux d'action sociale (CCAS) ou les centres intercommunaux d'action sociale (CIAS) ont l'obligation légale de domicilier les personnes en grande exclusion rattachées à leur territoire. Mais faute de ressources, cette mission est trop souvent déléguée à des organismes agréés tels que le Secours Catholique, supposés uniquement compléter ce dispositif de droit commun pour les

personnes sans attache réelle avec le territoire d'une commune ou des publics particulièrement fragiles ayant besoin d'une étape domiciliaire avant le droit commun.

Le Secours Catholique et ses partenaires ont été entendus. En effet, le Pacte des solidarités présenté par le gouvernement à la fin du mois de septembre 2023 comprend non seulement la reconduction des crédits dédiés aux organismes de domiciliation agréés, à hauteur de 10 millions d'euros en 2024, mais aussi la création d'un financement expérimental de 1,5 million d'euros à destination des CCAS/CIAS. Ce montant permettra de financer un poste dédié dans une quarantaine de CCAS/CIAS dans 10 départements

¹ Le CIS est un mécanisme de financement de l'économie sociale et solidaire permettant à une innovation sociale d'être préfinancée par un investisseur privé et finalement d'être prise en charge sur fonds publics et généralisée, si elle parvient à démontrer son efficacité après évaluation.



VINCENT BOISOT / SCCF

volontaires. L'objectif est de garantir le droit à la domiciliation à 127 000 personnes supplémentaires par an, en plus des 180 000 déjà domiciliées au niveau national.

Même s'il reste favorable à un rééquilibrage en faveur des CCAS/CIAS par rapport aux organismes agréés, le Secours Catholique se félicite de cette première étape, bien qu'il ne s'agisse pas encore d'un renforcement généralisé des moyens des collectivités. À condition que les orientations définies soient compatibles avec les exigences de respect et d'inconditionnalité de l'accueil des personnes domiciliées, ces nouveaux financements offrent aux délégations du réseau une opportunité pour améliorer leur accueil : aménagement des locaux pour plus de convivialité et une meilleure confidentialité des échanges, développement de l'interprétariat, formation des équipes, etc.

LANCEMENT D'UN SECOND PLAN QUINQUENNAL « LOGEMENT D'ABORD »

La politique du Logement d'abord vise à permettre l'accès direct à un logement digne et pérenne pour les personnes sans domicile ou hébergées. Expérimentée depuis une quinzaine d'années en Europe, elle a prouvé son efficacité pour éradiquer

le sans-abrisme. Le Secours Catholique-Caritas France plaide depuis une dizaine d'années pour que cette politique devienne la norme en France. Plus qualitative et humaine pour les personnes, elle est également plus économique que les prises en charge par les structures d'hébergement d'urgence. Ce plaidoyer a porté puisqu'un premier plan quinquennal pour le Logement d'abord a été adopté lors du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, un plan qui a permis à 440 000 personnes supplémentaires d'accéder au logement sur une période de cinq ans, mais aussi à la création de 40 000 places supplémentaires en intermédiation locative et de 7 200 places en pensions de famille. Après plus d'un an de négociations avec le gouvernement, le Secours Catholique et ses partenaires ont obtenu le 20 juin 2023 le lancement d'un second Plan quinquennal pour le Logement d'abord comme réponse structurelle au sans-abrisme. Doté de 44 millions d'euros en 2023, ce nouveau plan sera abondé de 29 millions par an pendant cinq ans, jusqu'à atteindre 510 millions. Le plan comprend toutefois de nombreux angles morts. Nous déplorons notamment

“UNE RÉPONSE STRUCTURELLE
AU SANS-ABRISME.”

l'insuffisance des moyens accordés au secteur HLM pour produire de nouveaux logements sociaux accessibles aux ménages à très faibles ressources, alors que la production a atteint en 2023 les niveaux les plus bas jamais constatés, laissant 2,6 millions de personnes en attente de logement. D'autres avancées importantes ont en revanche été sécurisées : le soutien aux structures de la veille sociale

(maraudes, accueils de jour, 115/SIAO, etc.), la création d'un Observatoire national du sans-abrisme, la poursuite du développement du logement adapté (pensions de famille, résidences sociales, foyers de jeunes travailleurs et intermédiation locative), ainsi que la mise en œuvre accélérée de la politique du Logement d'abord dans 44 territoires qui se sont portés volontaires. ■

DÉFENDRE LES DROITS DES PERSONNES ÉTRANGÈRES



ELEONORE HENRY DE FRAHAN / SCCF

ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES POUR L'ACTIVITÉ « APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS »

L'apprentissage du français est la deuxième activité menée dans le cadre de l'accueil des étrangers au Secours Catholique-Caritas France. Sur l'ensemble de notre réseau, elle implique 300 équipes accompagnant 20 000 apprenants grâce à l'engagement de 3 000 bénévoles. Constatant le fort développement de cette activité, mais avec une or-

ganisation, des pratiques et des moyens très divers d'une délégation à l'autre, en 2023, nous avons lancé un questionnaire national afin de mieux cerner les besoins de nos bénévoles comme des personnes accompagnées et de mieux y répondre. Cette enquête, à laquelle les équipes ont été très nombreuses à répondre, a été riche d'enseignements. Dans l'ensemble, les délégations font état d'une bonne compréhension du sens de cette action pour le Secours Catholique et de son intérêt pour les per-

sonnes étrangères (l'apprentissage du français s'inscrit dans un accompagnement global et fraternel), tout comme elles adhèrent à notre positionnement : agir en complémentarité des dispositifs publics et d'abord à destination des personnes qui en sont exclues. S'il apparaît que nos équipes d'apprentissage du français ont su tisser des alliances avec des associations locales, elles restent très éloignées des réseaux nationaux, comme le collectif Le Français pour tous, et témoignent d'un manque d'interactions avec les autres équipes, salariés et membres de bureau de leur délégation.

Ces résultats ont permis d'identifier plusieurs axes de travail, parmi lesquels la généralisation d'un parcours de formations aux techniques d'animation d'ateliers de français, la nécessité de créer des espaces d'échanges de pratiques et de réflexions localement, en délégation, en région et sur le plan national. Ainsi, après la région Île-de-France, les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur ont mis en place de tels espaces. Ceux-ci permettent l'émergence de nouveaux projets comme, en Île-de-France, le lancement d'une formation-action sur le numérique et l'apprentissage du français.

MOBILISATION LOCALE ET NATIONALE CONTRE LE PROJET DE « LOI IMMIGRATION »

L'année 2023 a été marquée par les débats autour de la loi immigration, annoncée à l'été 2022 et adoptée un an et demi plus tard dans une version considérablement durcie. Le Secours Catholique-Caritas France s'est engagé, tout au long du processus, à faire entendre la voix des personnes concernées.

Au niveau local, des dizaines d'événements ont été organisés à l'initiative de nos délégations afin de permettre à des parlementaires de rencontrer directement des personnes migrantes, et de mieux comprendre l'impact du projet sur leur situation. Certaines délégations se sont mobilisées avec d'autres associations en signant des communiqués ou en coorganisant des manifestations.

Notre mobilisation a été continue également au niveau national, avec l'implication personnelle de notre présidente, Véronique Devise. Nous avons participé à des consultations au ministère de l'Intérieur et au ministère du Travail et interpellé directement de nombreux élus *via* notre « groupe d'amitié parlementaire », notamment autour de l'accès à l'apprentissage du français et à des titres de séjour. Une « bibliothèque vivante » déployée à l'Assemblée

nationale a donné corps aux réalités vécues par les migrants. Le 8 décembre, nous avons cosigné, avec des grands réseaux associatifs, une tribune parue dans *Le Monde* et le 18 décembre, une autre dans *La Croix* avec plusieurs organisations chrétiennes.

Ni nos voix, ni nos arguments n'ont pourtant été entendus puisque le texte de loi adopté le 19 décembre par les sénateurs puis par les députés ne respecte pas de nombreux

droits fondamentaux des personnes concernées.

Dans l'espoir que ce sujet, qui met en jeu le sort de milliers de personnes, puisse être traité de façon rationnelle et apaisée, le Secours Catholique s'est engagé en 2023 pour la tenue d'une convention citoyenne sur les migrations où ces questions seraient débattues dans une assemblée représentative de la diversité de la population française, plutôt que dans des enceintes parlementaires dont les membres peuvent être pris dans des postures politiques.

Nous avons prévu de mettre en 2024 à la disposition de nos délégations un webinaire national d'information et des formations pour armer nos équipes face aux conséquences concrètes de la loi sur la vie des personnes que nous accueillons et donc sur nos accompagnements.

“ 20 000 APPRENANTS GRÂCE
À L'ENGAGEMENT DE 3 000
BÉNÉVOLES. ”

SITUATION DES MIGRANTS AUX FRONTIÈRES

Cofondateur et membre de la Coordination des actions aux frontières intérieures (Cafi), le Secours Catholique-Caritas France suit de près, et s'en fait l'écho au niveau national, le traitement réservé aux personnes exilées à la frontière franco-italienne, franco-espagnole et sur le littoral franco-britannique. En 2023, la situation à Calais a, une nouvelle fois, été au cœur de nos préoccupations. Cette année a été marquée par le maintien de la politique zéro point de fixation mise en œuvre depuis 2017, qui entraîne des évacuations quotidiennes et une forte présence policière. Par ailleurs, un nombre record de décès a fortement impacté le moral des personnes exilées et des soutiens associatifs, dont le Secours Catholique qui, au sein d'un espace interassociatif appelé Groupe décès, pallie les carences des pouvoirs publics en faisant le lien avec les familles et les connaissances des personnes décédées,

organisant les enterrements ou les rapatriements. L'accueil de jour du Secours Catholique, animé par une équipe de sept salariés et une soixantaine de bénévoles et ouvert tous les après-midi, reste un des rares dispositifs encore présents sur les lieux. Dans un contexte particulièrement difficile, il reste un havre de paix, permettant aux personnes exilées de se poser, se reposer, recharger leur portable et obtenir des informations sur les services accessibles et sur leurs droits. Comme les années précédentes, il a connu

une fréquentation très importante (entre 400 et 800 personnes par jour), laquelle a fortement augmenté à la fin de l'été et pendant tout l'automne, particulièrement pendant les graves inondations ayant frappé le territoire en novembre et janvier.

Les appels lancés à cette période aux pouvoirs publics pour que les personnes migrantes bénéficient d'une mise à l'abri, au même titre que le reste de la population impactée, sont restés lettre morte. Une épreuve pour les équipes des maraudes, démunies face au spectacle des tentes gagnées par les flaques et de personnes essorant leurs affaires le matin. Dans ce contexte, nous n'avons eu de cesse, avec nos partenaires associatifs locaux, d'attirer l'attention sur les conditions de vie imposées aux personnes exilées et de demander que leurs droits fondamentaux soient enfin respectés. De nombreux courriers, communiqués de presse et rencontres avec les pouvoirs publics ont eu peu de résultats, mais ont été utiles pour continuer de manière incessante de mettre en lumière la dureté des politiques publiques à l'encontre des personnes exilées bloquées à la frontière franco-britannique.

APPEL À UNE VISION D'AVENIR POUR MAYOTTE

Fin avril 2023, face à l'insécurité régnant sur l'île de Mayotte, le gouvernement déployait une opération de grande ampleur baptisée « Wuambushu » (« reprise en main » en mahorais), dont l'objectif affiché était la destruction des bidonvilles, l'expulsion de milliers de personnes en situation irrégulière et le démantèlement de bandes délinquantes.

Lors de ce déploiement policier, dont le résultat a été une aggravation des tensions et des appels à la haine, les équipes du Secours Catholique-Caritas France ont tout de même réussi à maintenir leur activité d'accueil.

Au niveau national, le 24 juin, alors que le ministre de l'Intérieur était en visite sur l'île, le Secours Catholique et d'autres associations et ONG, parmi lesquelles la Cimade, Médecins du monde et la fondation Abbé-Pierre, faisaient paraître dans *Le Monde* une tribune proposant une autre lecture de la situation sur l'île. Au choix du gouvernement d'une option purement sécuritaire, les signataires opposaient une véritable vision pour l'avenir de l'île et de l'archipel des Comores en rappelant les problèmes de fond auxquels il conviendrait de s'attaquer : la grande précarité de la population, les profondes inégalités sociales, le fort taux de déscolarisation, le mal-logement, le manque d'accès à la santé et à l'eau potable, les services publics sous-dimensionnés... Les signataires s'engageaient à continuer à contribuer à Mayotte, comme sur l'ensemble des territoires, à la mise en œuvre de réponses concertées dans l'intérêt des personnes les plus vulnérables.

STOP AUX VIOLATIONS DES DROITS DES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS

L'accueil des mineurs non accompagnés (MNA) est un des points d'attention majeurs du Secours Catholique-Caritas France. En 2020, nous avons défini un positionnement national de plaidoyer face aux graves enfreintes aux principes qui doivent guider la prise en charge de ces enfants compte tenu de leur extrême vulnérabilité.

En 2023, le Comité des droits de l'enfant nous confortait dans notre analyse en condamnant la France pour son non-respect des garanties attachées à l'intérêt supérieur de l'enfant dans ses pratiques vis-à-vis de ces jeunes isolés de nationalité étrangère. Le Secours Catholique, et plusieurs autres associations comme la Cimade, le Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti) ou l'Unicef, apportait des éléments de réponse dans son rapport « Mettre fin aux violations des droits des mineur-e-s isolé-e-s ». Celui-ci compte en effet 90 propositions pour accueillir dignement les MNA (mineurs non accompagnés), de leur entrée en France à leur sortie du dispositif de l'aide à l'enfance, en passant par leur santé, leur scolarisation ou leur protection au titre de l'asile. Ces propositions valent revendication pour l'arrêt des pratiques à l'origine des violations de droits les plus graves, à savoir : le refoulement aux frontières, la remise en cause généralisée des documents d'état civil, l'enfermement administratif, l'usage des tests osseux et les retours forcés. ■

“ALERTE SUR LES CONDITIONS DE VIE IMPOSÉES AUX PERSONNES EXILÉES.”

ACCOMPAGNER LES FAMILLES

ENGAGEMENT POUR LE DROIT AUX VACANCES

Porteur d'un plaidoyer de longue date sur le droit aux vacances, le Secours Catholique-Caritas France s'engage chaque année, pour un montant de 1,22 million d'euros en 2023, à permettre à des enfants, des familles et des personnes seules de partir en vacances.

Alors que les personnes elles-mêmes, surtout quand elles n'ont pas de travail, pensent ne pas y avoir droit, les vacances s'avèrent indispensables pour s'extraire un temps des difficultés du quotidien, créer des liens et reprendre confiance en soi.

En 2023, le Secours Catholique a tout à la fois poursuivi une de ses activités historiques, l'Accueil familial de vacances (AFV), organisé des séjours pour des familles et personnes isolées, avec un reste à charge minimum pour elles, grâce à la dotation de 423 155 euros de l'ANCV (Agence nationale pour les chèques-vacances), et permis à environ 400 jeunes de partir en camp dans

le cadre de notre partenariat avec l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA).

SUCCÈS DE PLAIDOYER POUR LES FAMILLES

En 2023, nous avons craint que dans sa nouvelle Convention d'objectifs et de gestion (COG), la Cnaf ne flèche l'ensemble du budget de la branche famille vers le service public de la petite enfance. Nous l'avons indiqué à nos interlocuteurs et avons pu constater que la COG 2023-2027 comprend une enveloppe consacrée à l'accompagnement des parents et à la reconduction du Fonds national de soutien à la parentalité.

Les maisons des familles, animées au niveau national par le Secours Catholique-Caritas France et la fondation des Apprentis d'Auteuil, sont citées dans le document comme exemples de structures pouvant être financées par ce fonds, ce qui confirme le soutien de nos interlocuteurs à la Cnaf à ces espaces singuliers qui permettent aux familles de développer leur pouvoir d'agir, et qui s'avèrent complémentaires des autres structures ou dispositifs de droit commun avec lesquels elles travaillent en partenariat.

Depuis plusieurs années, le Secours Catholique participe au Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge. En 2023, nous avons collaboré au rapport « Le pouvoir d'achat des familles », paru en décembre, et soutenu plusieurs des propositions qui y sont proposées. ■

ATILIO, À PROPOS DE SON CAMP UCPA

“ MON SÉJOUR M'A APPORTÉ DU BONHEUR ET DE LA JOIE. J'AI FAIT BEAUCOUP D'ACTIVITÉS : DU KAYAK, DE LA PLANCHE À VOILE ET DU CATAMARAN. JE ME SUIS FAIT BEAUCOUP D'AMIS. EN PLUS, ÇA M'A PERMIS DE FAIRE DES PROGRÈS EN FRANÇAIS. ”



ELEONORE HENRY DE FRAHAN / SCCF

LUTTER CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

CONTRIBUTION AU TROISIÈME PLAN NATIONAL CONTRE L'EXPLOITATION ET LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Le 11 décembre 2023, la ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, la secrétaire d'État chargée de l'enfance et le ministre du Travail, du Plein-emploi et de l'Insertion présentaient le troisième Plan national de lutte contre l'exploitation et la traite des êtres humains, une des priorités du gouvernement en matière de protection et de promotion des droits humains et de lutte contre la criminalité organisée. Le Secours Catholique-Caritas France, avec le collectif Ensemble contre la traite des êtres humains qu'il coordonne, a très largement contribué à la réflexion menée en amont de ce plan, dans le cadre d'une large concertation de la société civile. Le texte reprend plusieurs de nos préconisations, mais sans donner les moyens nécessaires à leur réalisation, ni les indicateurs qui permettraient de l'évaluer. Nous nous félicitons cependant qu'il tienne

compte des différentes formes d'exploitation, alors que le précédent faisait surtout mention de l'exploitation sexuelle, en occultant l'exploitation à des fins économiques et par le travail, la contrainte à commettre des délits ou l'obligation

à mendier. Une meilleure place est également réservée à la question des enfants, en particulier de ceux sous emprise chimique, sans aborder les risques encourus par les enfants migrants qui peuvent être renvoyés à la rue à leur majorité.

Il aura fallu deux ans pour que ce troisième plan voie le jour, et surtout la forte mobilisation de la société civile dans son ensemble : des associations comme la nôtre, des syndicats et le rapporteur indépendant sur la traite des êtres humains auprès de la Commission nationale consultative des droits humains (CNCDH). Nous allons suivre sa mise en œuvre et demander à être associés à la mesure la plus urgente du plan, le mécanisme national d'identification, d'orientation et

de protection des victimes. Nous veillerons également à ce que des moyens suffisants soient alloués à la communication et à la formation de tous les acteurs, sans quoi ce mécanisme n'aura pas d'efficacité.

TRAITE DES ÊTRES AU FORUM GLOBAL SUR LES MIGRATIONS

En parallèle du Forum global sur les migrations qui s'est tenu à Genève en décembre 2023, le Secours Catholique a coorganisé un événement sur la prévention et la lutte contre l'exploitation des personnes réfugiées. Intervenant au nom du réseau mondial Coatnet, abrité par Caritas Internationalis, nous avons montré comment notre recherche-action sur la traite des êtres humains dans les situations de conflit et post-conflit a permis à nos équipes de réagir dès les premiers jours de la guerre en Ukraine, pour prévenir les risques des personnes fuyant les combats. Notre plaidoyer portait également sur la nécessité que les bonnes pratiques mises en place dans le cadre du conflit ukrainien bénéficient aux personnes fuyant la guerre ou des événements climatiques, quels que soient leur nationalité et leur pays d'origine.

PRÉVENIR LES RISQUES ACCRUS D'EXPLOITATION EN MARGE DES JEUX OLYMPIQUES 2024

En prévision des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, le Secours Catholique-Caritas France, dans le cadre du collectif Ensemble contre la traite des êtres humains qu'il coordonne, a conçu une campagne de sensibilisation aux risques d'exploitation amplifiés en marge des grands événements sportifs. Déclinée en huit affiches, sous le slogan « On voudrait toutes et tous que ce soit une fête », et un document pédagogique, la campagne illustre, à travers des récits de vie réunis en 2023, toutes les formes que peut prendre la traite. Lancée au début de l'année 2024, elle a pour objectif d'alerter les particuliers, mais aussi de mobiliser les institutions et de responsabiliser les organisateurs des jeux, les entreprises et partenaires privés, en particulier les plateformes numériques. ■

“ UN TROISIÈME PLAN GRÂCE À LA FORTE MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE. ”

DÉFENDRE LES DROITS ET FAVORISER L'AUTONOMISATION DES PERSONNES DÉTENUES



GAËL KERBAOL / SCCF

AUGMENTATION DU « PÉCULE » ACCORDÉ AUX PERSONNES DÉTENUES LES PLUS PAUVRES

En octobre 2021, le Secours Catholique-Caritas France et Emmaüs France publiaient une étude inédite sur la pauvreté en prison. Celle-ci confirmait notre intuition que la prison est le dernier barreau de l'échelle sociale, un quart des personnes incarcérées n'ayant en effet aucune ressource et ne percevant aucune aide de l'extérieur. Aux plus pauvres d'entre eux, l'administration pénitentiaire allouait une aide numéraire mensuelle de 20 euros qui faisait l'objet d'une des 25 propositions formulées par les personnes incarcérées elles-mêmes dans le cadre de l'enquête. La demande était double : indexation de l'aide sur le coût des cantines et augmentation du seuil de ressources permettant d'y accéder. Elle a été en partie entendue. En mars 2022, par la publication de la circulaire de lutte contre la pauvreté, l'administration pénitentiaire a fait passer cette aide à 30 euros.

Certes décevante par rapport aux 50 euros demandés, cette augmentation dénote une prise de

conscience de l'extrême précarité des personnes détenues. Lors de la signature du renouvellement de la convention nationale en novembre 2023, le directeur de l'administration pénitentiaire nous a confirmé avoir confié à l'automne 2021 notre rapport à ses équipes pour appuyer la majoration de cette aide contribuant à la lutte contre la grande pauvreté en prison.

L'enquête continue à être présentée, récemment à l'École nationale de l'administration pénitentiaire (Enap), et sert de support à nos autres plaidoyers en faveur d'un accès effectif et digne au travail, d'un droit à une juste cotisation retraite et de solutions au surendettement en prison.

POURSUITE DU PLAIDOYER POUR UN ACCÈS À INTERNET ENCADRÉ EN PRISON

En 2022, le collectif #InternetEnPrison, dont le Secours Catholique-Caritas France est membre depuis la création, publiait dans le journal *Le Monde* une lettre ouverte à la Première ministre. La démarche

ayant permis quelques avancées, le collectif a souhaité les consolider en 2023 par une campagne en trois temps forts. Le 16 février, il tenait une conférence en ligne, organisée par l'OIP (Observatoire international des prisons) avec plusieurs intervenants, dont les membres du collectif. Le 13 mars, il publiait une tribune dans le quotidien *Ouest-France* pour sensibiliser le grand public sur les conséquences, à l'heure du tout-numérique, de l'impossibilité d'accès à Internet pour les personnes détenues. Enfin le 27 septembre, un dossier de presse était diffusé auprès de différents organismes et ministères. Trois occasions de rappeler que l'Internet encadré en prison est un moyen aujourd'hui indispensable aux personnes détenues pour accéder à leurs droits, garder les liens familiaux et amicaux, profiter de formations en ligne, autant de leviers qui favorisent l'autodétermination au lieu de l'assistanat, permettent de prévenir l'exclusion sociale et la récidive, et de sortir ainsi les personnes détenues du cercle vicieux prison-pauvreté

RÉFLEXION EUROPÉENNE SUR LE SENS DE LA PEINE

Le Secours Catholique-Caritas France est l'un des initiateurs de la Communauté européenne de pratiques (COP) prison-justice qui mène depuis huit ans avec plusieurs Caritas d'Europe un plaidoyer et des actions autour du concept d'autodétermination en prison. Nos différents réseaux font tous le

vaux du colloque de la fondation Jean-Rodhain de 2022. En octobre 2023, un premier projet de texte sur le sens de la peine a été envoyé aux Caritas Europa afin qu'elles l'amendent. Le texte finalisé a vocation à être transmis au Dicastère pour le développement humain intégral. Notre objectif est d'obtenir un texte au plus haut niveau de l'Église catholique, qui puisse affirmer avec force qu'il est dans l'intérêt de la société, en France comme ailleurs dans le monde, d'appliquer des peines qui relèvent les personnes : « Pour une sanction qui renoue plutôt qu'une peine qui casse. »

HOMMAGE AUX MORTS DE LA PRISON

Le 7 juin 2023, place d'Italie à Paris, le collectif Les Morts de la prison, dont le Secours Catholique est un des piliers, organisait pour la 15^e année consécutive un hommage aux personnes décédées en détention pendant l'année.

Réalité largement méconnue, tous les deux jours en moyenne dans les prisons françaises une personne décède, en se donnant la mort dans la grande majorité des cas (125 suicides recensés par l'administration pénitentiaire en 2023, soit le taux le plus élevé en Europe). Par ces hommages, le collectif cherche à sensibiliser l'opinion publique à la question de la souffrance, de la maladie et de la mort en prison, et à rappeler que toute personne reste une personne jusqu'au terme de son existence, quoi qu'elle ait pu commettre.

Des élus, des artistes, des anonymes, des bénévoles engagés auprès des détenus ont pris part à cet hommage... À tour de rôle, ils ont lu les noms des personnes décédées, en précisant leur âge et la date de leur décès, et déposé une rose en mémoire de chacun. ■

**“TOUT MORT EN PRISON EST UN ÉCHEC
POUR L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE ET NOTRE
SOCIÉTÉ TOUT ENTIÈRE.”**

ROBERT BADINTER, ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL
ET ANCIEN GARDE DES SCEAUX, LORS DE L'HOMMAGE PUBLIC DE 2022

même constat : les peines de prison, telles qu'elles sont exécutées en Europe, aboutissent souvent au résultat inverse de celui visé.

Elles provoquent des souffrances, portent atteinte à la dignité des personnes qu'elles « brisent », ce qui produit la récidive et l'exclusion, en particulier pour les plus pauvres. La COP a donc lancé une réflexion sur le sens des sanctions pénales, relayant les tra-

FAIRE FACE AUX URGENCES



GÂEL KERBAOL / SCCF

SOUTIEN AUX HABITANTS TOUCHÉS PAR LE SÉISME EN CHARENTE-MARITIME

Le 16 juin 2023, les communes de l'est d'Aunis Atlantique, dans le département de la Charente-Maritime, ont senti la terre trembler. Ce séisme, dont l'épicentre se trouvait sur la commune de La Laigne, a causé de gros dégâts sur la structure des bâtiments dont les habitants ont dû le plus souvent être évacués pour une durée indéterminée. Le dispositif mis en place par l'Équipe nationale urgences France (Enuf) du Secours Catholique-Caritas France, à la demande de la délégation des Charentes, est le plus important déployé en 2023. Pendant six semaines, de début novembre à mi-décembre, nos volontaires ont visité 500 foyers sur les trois communes les plus touchées (La Laigne, Cram-Chaban et La Grève-sur-Mignon), répondant à une très forte demande d'écoute et de réconfort de la part de personnes encore en état de choc et n'ayant pour beaucoup pas pu rentrer chez elles. Le séisme ayant surtout eu un impact sur la structure des bâtiments, la com-

mission des aides de l'Enuf n'a eu à traiter qu'une dizaine de dossiers pour le rachat de matériel. Elle a également répondu à une demande collective pour l'achat de sapins de Noël destinés à égayer les camps de mobile-homes où sont encore logées les personnes qui ne peuvent réintégrer leur domicile.

INONDATIONS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Fin 2023, au moment où plusieurs communes du Pas-de-Calais connaissaient des inondations sans précédent, l'Équipe nationale urgences du Secours Catholique-Caritas France était contactée par la délégation du Pas-de-Calais pour réfléchir à un dispositif de post-urgences alors appelé à se mettre en place début 2024. Dans le cadre de l'agrément national du dispositif Orsec du ministère de l'Intérieur (soutien aux populations sinistrées et encadrement des bénévoles), dont le département Urgences France a bénéficié jusqu'en septembre 2023, l'Équipe nationale urgences est compétente pour intervenir après les urgentistes (pompiers, sécurité civile, etc.) à pied

>>> EN BREF

RHÔNE : UN ATELIER DE CUISINE ET D'EXPÉRIMENTATION

« À vos tabliers, on va commencer ! » Une dizaine de femmes se réunissent une fois par mois à l'atelier Cuisinons ensemble organisé par le Secours Catholique dans un quartier de Vénissieux. Au menu : une salade portugaise proposée par Joaquina, et pour le dessert, un napoléon, gâteau arménien préparé par Anahit. Pendant que les légumes cuisent, les participantes réfléchissent à la mise en place d'un atelier de bocalerie. « *Nous décidons des produits de saison que nous achèterons afin de les mettre en conserve*, indique Violaine Martin, chargée de mission pour l'accès à une alimentation digne. *L'idée est de permettre aux personnes qui dépendent des banques alimentaires d'avoir des aliments sains et de qualité dans leurs placards. Une manière concrète de reprendre la main sur leur alimentation.* »

VAUCLUSE : FAIRE RIMER ÉTUDIER ET BIEN MANGER

En Avignon, le Secours Catholique organise une distribution de paniers solidaires pour les étudiants en situation de précarité. Chaque mardi, ils sont une vingtaine à venir chercher leurs légumes bios et locaux à moindre coût : 3 euros au lieu de 10 euros grâce à la prise en charge de l'association. « *Cette initiative me permet de bien manger et de faire des économies* », explique Coralie, 18 ans. En parallèle, un atelier de cuisine est organisé une fois par mois pour apprendre aux étudiants des recettes simples avec le contenu de leur panier. « *Le but*, indique Estelle, bénévole, *est d'inciter les jeunes à cuisiner et de passer un bon moment ensemble.* »

INDRE-ET-LOIRE : RETROUVER CONFIANCE POUR REVENIR VERS L'EMPLOI

À Tours, l'accueil emploi du Secours Catholique accompagne vers l'insertion ou la réinsertion professionnelle. Chaque semaine, l'équipe composée de cinq bénévoles reçoit une dizaine de personnes avec ou sans autorisation de travail pour des rendez-vous individuels. « *Celles et ceux que nous accueillons font souvent face à des accidents de la vie comme un licenciement, une peine de prison, un divorce*, indique Claudine Burguet, bénévole. *Ces personnes cumulent des difficultés et se laissent couler.* » Afin de les réorienter vers le travail, le lieu propose des ateliers de rédaction de CV et de lettres de motivation, des simulations d'entretien d'embauche ainsi qu'un suivi personnalisé dans la recherche d'emploi. « *Nous faisons en sorte qu'elles se réapproprient leurs compétences. Ainsi, elles retrouvent confiance en elles et l'envie de revenir vers l'emploi.* »

EN SAVOIR PLUS



d'œuvre les premières semaines pour sécuriser les populations. Nos volontaires se positionnent, une fois tous ces services retirés, pour rendre visite aux personnes sinistrées, aussi longtemps qu'elles auront besoin d'écoute et de réconfort.

ANIMATION DES VOLONTAIRES DE L'ÉQUIPE URGENCES FRANCE

Sur l'ensemble du territoire, l'Équipe nationale urgences France du Secours Catholique-Caritas France compte une quarantaine d'encadrants, salariés ou bénévoles, chargés de prendre des responsabilités dans les dispositifs et d'y accueillir les volontaires le moment venu.

En 2023, ceux-ci se sont réunis à deux reprises, hors interventions, pour travailler sur les outils opérationnels nécessaires à la mise en place de ces dispositifs. Des temps d'échange et de prise de contact importants, non seulement pour s'entraîner et faire le point sur les besoins en formation, mais aussi pour créer du lien entre les volontaires et leur apprendre à travailler ensemble, toutes choses indispensables pour être le plus efficaces possible et dans une bonne énergie le jour J. Face à la réalité déjà très perceptible des changements climatiques, aucune région n'est plus à l'abri d'événements souvent plus courts mais plus nombreux, et qui occasionnent d'importants dégâts. Il est donc capital que notre équipe se tienne prête. ■

DANS LE MONDE, POURSUIVRE UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPOSSIBLE de revenir sur l'année 2023 sans évoquer les graves événements politiques bien sûr, mais aussi environnementaux, et leur impact inédit sur les communautés les plus exposées, les plus pauvres, les plus fragiles. Cette actualité conforte la pertinence des options stratégiques prises depuis plusieurs années par le Secours Catholique-Caritas France dans son action et son plaidoyer international pour favoriser la transformation sociale. Partir des communautés elles-mêmes qui détiennent des savoirs, en termes de gestion de l'eau, de la terre et des forêts, qui développent des modes d'agriculture résilients, les faire dialoguer avec les chercheurs pour trouver tous ensemble la voie d'une transition écologique qui soit juste, c'est tout l'enjeu et la réussite de notre programme Communautés résilientes dont la première phase s'est terminée fin 2023. Documenter des réalités comme les migrations environnementales, l'impact humain de certains projets de compensation carbone, les violences faites aux femmes, c'est l'ambition des rapports publiés cette année qui nourrissent notre plaidoyer. Renforcer les sociétés civiles, développer leur pouvoir de défendre leurs droits, c'est tout le sens de projets comme en Palestine ou en Colombie auprès de femmes dont les terres sont spoliées. Et soutenir nos partenaires au plus près des populations fragilisées par la guerre, en Ukraine et au Moyen-Orient.

AGIR EN FAVEUR D'UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE



CHRISTOPHE HARGOUES / SCOF

PROGRAMME PLURIANNUEL COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES

Sécheresse, inondations, incendies, événements climatiques extrêmes... les effets du changement climatique sont là. Ils touchent en premier lieu les populations les plus vulnérables, lesquelles se mobilisent et détiennent déjà des solutions. Depuis plusieurs années, le Secours Catholique-Caritas France et ses partenaires les aident à défendre leurs territoires à travers des projets d'agroécologie, de défenses des droits fonciers, de résilience face aux changements climatiques. Depuis 2022, nous donnons une nouvelle dimension à ces projets dans le cadre de la CPP que nous avons signée avec l'AFD pour définir une vision commune de la transition écologique juste.

« Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale. » Cette notion d'écologie intégrale telle que définie dans l'encyclique *Laudato Si'* du pape François résume bien les objectifs de ce

programme multi-acteurs dont la première phase de deux ans s'est clôturée fin 2023.

Ces deux premières années ont apporté la preuve qu'il est possible de réfléchir, collaborer et avancer à 23 partenaires de 18 pays (dont la France) afin de répondre de manière intégrée aux défis sociaux, économiques, politiques, écologiques, culturels et spirituels que pose l'instauration d'un modèle de développement qui soit juste et durable.

À l'échelle des pays, en 2023, le programme a permis de mener 23 projets et expérimentations de terrain qui vont nourrir la réflexion commune sur notre vision d'une transition écologique juste. Il s'agit de projets de promotion de l'agroécologie, de formation des paysans à des nouvelles manières de produire, de recherches-actions pour définir un mode de développement plus résilient, ou encore de formations pour aider nos partenaires et les communautés qu'ils accompagnent à structurer leur plaidoyer sur ces thématiques comme à défendre leurs droits fonciers et la mise en place de systèmes de gouvernance autonome.

À l'échelle régionale, les partenaires ont participé en 2023 à des dynamiques autour d'une thématique particulière et à des échanges interrégionaux visant à partager leurs bonnes pratiques.

- ▶ En Amérique latine, huit partenaires de défense des peuples autochtones ont mené des projets de réflexion sur la défense des biens communs que sont l'eau, la forêt et les semences (*voir p. 44*).
- ▶ En Afrique, la dynamique régionale regroupait six pays du Sahel autour du thème de l'agro-écologie afin de réfléchir ensemble à des thématiques comme les filières ou les changements de comportement des consommateurs (*voir ci-contre*).
- ▶ En Asie, deux dynamiques régionales ont été menées de front. La première sur la transition écologique juste en milieu rural, en partant des droits fonciers des peuples autochtones mis à mal par l'agro-industrie ou le tourisme intensif. La deuxième, sur le développement de villes durables et inclusives et le renforcement du pouvoir d'agir des populations pauvres pour accéder aux services essentiels (*voir p. 47*).
- ▶ En Palestine, le programme contribue à aider des femmes vivant du maraîchage, à évoluer vers des pratiques plus vertueuses et résilientes, à accéder à la terre et à documenter les violations territoriales dont elles sont victimes de la part de colons israéliens.
- ▶ En France, les délégations qui s'investissent dans des projets de changement social local ont participé à une rencontre, le 27 septembre, avec des partenaires internationaux ayant travaillé sur les questions de migrations internationales (*voir p. 62*). Une autre rencontre a eu lieu du 10 au 13 octobre dans le cadre du programme « Ensemble, bien vivre, bien manger » (*voir p. 21*).

À l'échelle interrégionale, trois partenaires du Sénégal, du Bangladesh et du Honduras ont mené une étude sur les migrations environnementales qui documente la réalité des déplacements de populations affectées par les changements climatiques. Publiée le 27 septembre 2023, elle vise à nourrir notre plaidoyer commun avec des situations concrètes (*voir p. 47*).

À l'échelon mondial, plusieurs activités de recherche ont été menées pendant les deux premières années du programme en vue de confronter les savoirs empiriques avec des savoirs plus théoriques.

- ▶ Avec notre partenaire Ciedel, quatre ateliers de capitalisation des expériences ont été réalisés en 2023. Leur objectif : renforcer le pouvoir d'agir des partenaires et des communautés en transformant des expériences vécues en pratiques partageables.

- ▶ Le Gemdev (Groupement d'étude sur la mondialisation et le développement) a accueilli en septembre, sur le campus Condorcet d'Aubervilliers, deux journées de travail destinées à faire avancer la recherche structurante menée dans le cadre du programme.

Une première journée réunissait les chercheurs membres du comité scientifique chargés de valider la démarche scientifique du programme. Une deuxième journée réunissait les membres de l'assemblée des parties prenantes, composée de représentants de tous les partenaires internationaux impliqués dans le programme, des acteurs de la recherche et du plaidoyer, et d'un acteur extérieur, le CCFD Terre solidaire. Au programme : des ateliers « Controverses et débat » sur la thématique de l'agroécologie, des restitutions d'études croisées sur la Bolivie, le Sénégal, le Bangladesh et le Brésil menées ces deux premières années du programme et des présentations de chercheurs.

**“ RÉFLÉCHIR, COLLABORER
ET AVANCER À 23 PARTENAIRES
DE 18 PAYS. ”**

AGROÉCOLOGIE AU SAHEL

Pour répondre aux enjeux d'appauvrissement des terres cultivables au Sahel, le Secours Catholique-Caritas France et ses partenaires locaux promeuvent le développement de l'agroécologie au Sénégal, au Bénin, en Mauritanie, au Niger, au Mali, au Burkina Faso et au Togo. Lancé en 2022, ce programme agroécologie au Sahel (Paes) a connu plusieurs temps forts en 2023.

En février, des représentants du Secours Catholique et des partenaires du Togo et du Niger se sont rendus à une rencontre organisée dans le cadre de la Dynamique pour une transition agroécologique au Sénégal¹. Ces échanges en présentiel très riches ont permis de mieux connaître l'organisation des différentes collectivités territoriales et ONG, leur positionnement commun, mais aussi de partager les observations des populations concernées sur des sujets parfois très pointus comme l'implication nécessaire

1 Réseau qui regroupe des organisations de producteurs, de consommateurs, de femmes rurales, des ONG, des institutions de recherche, des réseaux de la société civile, un réseau d'élus locaux, des entreprises...



CHRISTOPHE HARGOUES / SCOF

des élus locaux pour la transition agroécologique. Un cycle de trois visioconférences sur les semences paysannes a eu lieu au printemps, dont une session avec la participation de nos partenaires du programme plus large sur la transition écologique juste en Asie et en Amérique latine afin de croiser plus largement les expériences.

En mai, les acteurs du programme au Togo ont rejoint ceux du Bénin pour participer à la foire aux semences qui se tenait dans le pays. Et enfin, en juin, une rencontre régionale du programme Paes s'est tenue pendant six jours à Lomé, au Togo. L'occasion de capitaliser les actions et plaidoyers menés jusque-là. Un article paru dans *Résolutions*, le magazine du Secours Catholique, rend compte de la richesse des temps d'échange lors des visites de terrain.

Tout au long de cette deuxième année du programme, nos différents partenaires ont été accompagnés par un consultant basé dans la région sur les questions administratives et financières, en vue de renforcer leurs compétences sur ces aspects.

RECHERCHE-ACTION SUR LES BIENS COMMUNS EN AMÉRIQUE LATINE

Les biens communs constituent une thématique im-

portante de la réflexion que le Secours Catholique-Caritas France mène dans le cadre de son programme pluriannuel. La recherche-action participative lancée en 2022, et terminée en 2023, est une des réalisations du programme. Elle a impliqué huit organisations de quatre pays d'Amérique latine : la Bolivie, le Brésil, le Pérou et la Colombie, qui ont choisi chacun une communauté et un bien commun (l'eau, les semences, la forêt...) sur lesquels travailler. L'objectif était d'analyser la manière dont la gestion de ces biens communs a évolué entre les années 1950 et aujourd'hui, et comment les communautés prennent conscience de ces biens communs et les protègent.

La recherche-action s'est déroulée en trois étapes. Une première partie comprenait des formations à destination des personnes chargées d'enquêter sur le terrain auprès des communautés, et des ateliers avec ces mêmes communautés. Une deuxième partie était consacrée à l'étude plus précise d'une unité de production familiale retenue au sein des communautés par chacun des enquêteurs, notamment pour analyser son degré d'autonomie dans sa mobilisation pour la défense du bien commun choisi. Enfin, une partie était consacrée à la restitution des résultats de la recherche auprès des communautés pour qu'elles puissent se réapproprier leur histoire et définir des pistes d'actions pour l'avenir. Cette dernière »



D.R.

ENTRETIEN

EMMANUELLE D'ACHON VICE-PRÉSIDENTE DU SECOURS
CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

« LES PROBLÈMES INTERNATIONAUX SONT NÔTRES »

En cette année 2023 où l'actualité internationale a été très préoccupante, avec un recul sur d'importants acquis du passé et une avancée irréversible des changements climatiques, le Secours Catholique-Caritas France rappelle ses valeurs, ses positions et l'interdépendance des crises, en France et à l'international.

Quel regard portez-vous sur l'année écoulée ?

Le monde a connu en 2023 une actualité politique et environnementale que je qualifierais presque de dramatique. À la réactivation violente de conflits qu'on croyait assoupis comme au Moyen-Orient, aux guerres qui s'enlisent ou s'intensifient comme en Ukraine et aux manœuvres déstabilisatrices de toutes sortes, s'est ajoutée une remise en cause d'un certain nombre d'acquis du passé comme le multilatéralisme. On assiste à un retour de la compétition entre des puissances qui sont aujourd'hui plus nombreuses, sur le terrain économique et parfois militaire. Le conseil de sécurité des Nations unies est empêché de jouer son rôle par le fait de veto de la Chine, de la Russie, ou encore des États-Unis, comme sur la question palestinienne. Alors que les crises qui menacent sont plus que jamais globales, les nationalismes refont surface, compromettant la paix garantie par la solidarité entre pays acquise

après guerre. Nous assistons à des rivalités entre grandes puissances auxquelles nous n'étions plus habitués. Les antagonismes entre la Chine et les États-Unis s'exacerbent. La Russie et l'Occident se qualifient mutuellement d'ennemis et non plus de partenaires comme il y a encore quelques années. La menace d'une guerre nucléaire, que nous pensions définitivement enterrée depuis la fin de la guerre froide, est brandie à nouveau. Ce monde incertain et troublé voit son environnement naturel fortement dégradé en cette année 2023, la plus chaude jamais enregistrée.

Quels moyens d'action a le Secours Catholique dans un tel contexte ?

Notre présence dans l'ensemble du monde, à travers notre réseau historique de partenaires, en particulier les Caritas locales, nous met en capacité et en devoir d'agir. Nous l'avons fait en 2023 avec toute l'attention que nous accordons aux plus vulnérables. Je pense aux projets menés en Ukraine auprès des enfants, des familles pauvres, des personnes âgées, en situation de handicap ou isolées par le conflit, dans les régions rurales souvent oubliées de l'aide humanitaire. Et bien sûr au Moyen Orient, où nous sommes présents depuis près de 60 ans. Depuis le 7 octobre, nous assistons à une guerre fratricide, entamée dans l'horreur de massacres et qui se poursuit sous les bombardements, dans l'exode,

le dénuement et désormais la famine. Le Secours Catholique a fermement condamné les massacres et la prise d'otages israéliens perpétrés par le Hamas. Il a également rappelé le caractère sacré de toute vie humaine et appelé au cessez-le-feu en réclamant la mise en place d'un corridor humanitaire pour que le bilan humain ne s'alourdisse pas encore. Nous avons continué à apporter un soutien financier aux projets d'une dizaine d'ONG israéliennes et palestiniennes qui œuvrent à établir un dialogue, à combattre les inégalités et les injustices, en tissant des liens entre communautés et en favorisant la solidarité. La maison d'Abraham, instaurée à Jérusalem-Est par Mgr Jean Rodhain à la demande du pape Paul VI, est restée ouverte et a continué à jouer son rôle d'intégration sociale auprès des populations palestiniennes pauvres du quartier.

Sans oublier les autres drames, comme au Liban, où les inondations s'ajoutent à la grave crise politique et financière, en Colombie, où en dépit des accords de paix, les violences et les appropriations de terres se poursuivent, en Afrique, dans le Sahel miné par la sécheresse ou en Mauritanie. Nous agissons aussi au Bangladesh, régulièrement frappé par les inondations et les cyclones, au Vietnam et même en Russie auprès des prisonniers. Ce sont au total 350 projets qui ont été menés en 2023 dans 52 pays. Nous les mettons en œuvre grâce à la générosité de nos donateurs, qui nous permettent d'agir en France comme à l'international et auxquels j'adresse ma plus vive reconnaissance. De plus en plus, grâce à des subventions que nous allons chercher pour déployer des programmes multipays et multicontinents, comme celui que nous réalisons avec 23 partenaires dans 18 pays, dans le cadre de la CPP (convention de partenariat pluriannuel) signée avec l'AFD (Agence française de développement) en 2022.

Quelle est la vision du Secours Catholique à l'international ?

Nous restons fidèles aux fondements de notre mission et à l'inspiration donnée par notre fondateur, Mgr Jean Rodhain. Notre action, disait-il, repose sur deux piliers : le national et l'international. Aujourd'hui, ceux-ci se rejoignent sur bien des points, du fait d'une réalité nouvelle : la crise socio-environnementale sur laquelle nous alertait le pape François en 2015 dans son encyclique *Laudato Si'*, et dont il nous rappelle l'urgence dans son exhortation apostolique *Laudate Deum* d'octobre dernier sur la crise clima-

tique globale. « *Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale* », c'est ainsi qu'il définit la notion d'écologie globale qui a inspiré notre programme Communautés résilientes : définir une vision de la transition écologique juste dans laquelle les communautés les plus pauvres du monde entier, premières impactées par les dérèglements climatiques, puissent se reconnaître. Chaque jour, notre action et nos partenaires nous rappellent que les problèmes internationaux ne sont pas éloignés de nous, qu'au contraire ils sont nôtres. Les migrations environnementales subies par les populations dont les terres sont devenues inhabitables, ou du fait des violences, des guerres, désormais également à notre porte, nous concernent et nous obligent puisque la moitié des personnes accueillies en France par le Secours Catholique sont d'origine étrangère. Le local et le global se mêlent. La sécheresse à l'œuvre dans de nombreuses régions touche désormais l'Espagne et tout le bassin méditerranéen, les inondations n'épargnent plus personne, et ici, dans le nord de la France comme là-bas au Bangladesh, elles aggravent les inégalités et créent de la misère. Moins que jamais, nous ne pouvons fermer les yeux, nous désolidariser de ceux qui souffrent, leur sort nous concerne et nous devons les aider, que nous soyons à Paris ou en province, sur nos frontières ou à l'intérieur du pays. Par notre action, nous tentons d'apporter des réponses aux problèmes qui touchent notre société, qui affectent les communautés ici et ailleurs, et nous le faisons en fidélité à nos valeurs, à notre message de fraternité universelle que je suis fier de contribuer à porter. ■

“ MOINS QUE JAMAIS, NOUS NE POUVONS FERMER LES YEUX, NOUS DÉSOLIDARISER DE CEUX QUI SOUFFRENT. ”

» s'est déroulée en septembre 2023 au Pérou, lors de l'assemblée régionale du programme avec la participation de tous les acteurs de l'étude qui sera publiée en 2024.

DÉVELOPPEMENT DE VILLES INCLUSIVES ET DURABLES EN ASIE

Aujourd'hui en Inde, au Bangladesh et au Cambodge, les villes explosent littéralement, en raison de l'afflux des habitants des zones rurales dont les terres ont été rendues inexploitable par les inondations ou les sécheresses. Cette situation, qui aggrave encore les vulnérabilités des populations des bidonvilles, a incité certains des partenaires du Secours Catholique-Caritas France en Asie à s'impliquer dans des projets urbains. Ils luttent pour garantir l'accès aux services de base, défendent les droits des communautés urbaines vulnérables en soutenant des actions de plaidoyer menées pour et par elles et en documentant leur situation.

Face à ces enjeux, nous avons décidé en 2022 de lancer un chantier thématique régional, Villes durables et inclusives, dans lequel sont impliqués nos partenaires d'Inde, du Bangladesh et du Cambodge. Son ambition : contribuer, via l'action de nos partenaires sur le terrain, à la création d'une dynamique communautaire dans les quartiers informels pour inciter les populations qui y vivent à s'impliquer dans la gouvernance urbaine sur des thématiques comme l'assainissement et la gestion des déchets, le développement de pratiques de prévention des risques liés au changement climatique comme les inondations. Nous avons proposé à nos partenaires de donner une dimension régionale à ce chantier afin de favoriser les échanges de bonnes pratiques sur ces enjeux urbains. Grâce à leur mise en lien, les partenaires vont pouvoir élaborer ensemble une stratégie pour les villes dont la surpopulation à dix ans va devenir insurmontable.

UN RAPPORT POUR MIEUX COMPRENDRE LES MIGRATIONS ENVIRONNEMENTALES

S'il est difficile d'estimer combien des quelque 281 millions de migrants internationaux recensés en 2020 par l'Organisation internationale pour les migrations ont quitté leur pays pour des raisons environnementales, on sait en revanche qu'il s'agit pour l'essentiel de personnes particulièrement défavorisées, contraintes de vivre dans les zones

les plus exposées aux événements climatiques extrêmes. On sait aussi que si rien n'est fait pour traiter les causes du changement climatique, les mobilités environnementales concerneront 216 millions de personnes d'ici 2050². Le Secours Catholique-Caritas France est engagé de longue date en faveur des personnes migrantes et de leur accès aux droits fondamentaux. Nous avons donc souhaité mieux comprendre ces nouvelles migrations en enquêtant sur des situations concrètes dont nous informaient nos partenaires : Ovibashi Karmi Unnayan Program (Okup) au Bangladesh, Investigación y Comunicación (Eric) au Honduras et Caritas Sénégal au Sénégal. Le rapport « Libres de rester, libres de partir : protéger les droits humains dans le contexte des mobilités environnementales » est le fruit de cette enquête. Il documente, à travers des témoignages, des expériences et des analyses, la complexité de la crise socio-environnementale que nous traversons et met en lumière à quel point les personnes touchées ne bénéficient d'aucune protection adaptée, tant dans leur propre pays qu'au-delà des frontières.

Face à ces réalités, nos quatre associations préconisent une approche des mobilités environnementales basée sur les droits humains. Celle-ci consiste à mettre en œuvre les cadres juridiques et les accords permettant de garantir

des voies de migration sûres aux personnes qui veulent partir, et en parallèle à agir contre les causes des changements qui rendent les terres invivables, pour que ceux qui souhaitent rester puissent le faire. Un plaidoyer que le Secours Catholique soutient au niveau international et que chacun des trois partenaires porte dans son pays respectif.

Au moment de sa publication, le 25 septembre, le rapport a bénéficié d'une belle couverture médias et fait l'objet d'événements, comme celui organisé à l'Académie du climat, le 26 septembre à Paris, avec la participation des trois partenaires.

Les constats et recommandations du rapport ont nourri le plaidoyer porté au cours du sommet du Forum mondial sur la migration et le développement en 2024, présidé par la France.

“ 281 MILLIONS DE MIGRANTS INTERNATIONAUX ONT QUITTÉ LEUR PAYS POUR DES RAISONS ENVIRONNEMENTALES EN 2020. ”

2 Source : rapport Groundswell de la Banque mondiale (2021).

RISQUES DE LA COMPENSATION CARBONE, L'ÉTUDE DU CAS BACASI



ÉLODIE PÉRIOT / SCCF

En 2021, la commission diocésaine Justice et Paix (CDJP) alertait le Secours Catholique-Caritas France et le CCFD-Terre solidaire sur l'impact du plan d'afforestation Bacasi (Batéké Carbon Sink) mené par TotalEnergies au Congo-Brazzaville. D'après l'entreprise, ce projet a pour objectif le « développement durable d'une zone de 55 000 hectares comprenant la conservation des forêts encore présentes, la plantation d'arbres sur 38 000 hectares en dix ans ainsi que 2 000 hectares d'agroforesterie gérés avec les populations locales ». Selon l'entreprise, ce projet permettrait de « séquestrer sur vingt ans plus de 10 millions de tonnes de CO₂ ». Mais, à l'heure de l'urgence climatique, cette pratique est controversée non seulement du fait de son inefficacité, mais aussi car elle détourne des efforts nécessaires pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Un dialogue a été engagé dès 2022 avec les responsables du projet chez TotalEnergies et des missions de terrain ont été réalisées par le partenaire local, la CDJP. En mars 2023, le Secours Catholique et le CCFD-Terre solidaire ont pris part à une mission pour interroger les personnes affectées par le projet. Les témoignages récoltés et les échanges avec les porteurs de projet ont alors mis en lumière le non-respect de plusieurs étapes du séquençage imposées par les principes directeurs des Nations unies : le Clip (consentement libre et informé préalable des populations) et l'étude d'impact environnemental.

Présenté en conférence de presse en octobre 2023, le rapport intitulé « La compensation carbone au prix des droits humains » avait un double objectif. D'une part, soutenir les populations impactées en essayant de faire évoluer le projet, et d'autre part, do-

cumenter un cas concret pour nourrir notre plaidoyer international visant à alerter sur ces fausses solutions qui permettent aux entreprises de compenser leurs émissions de CO₂ au lieu de mettre en œuvre une réduction effective de leurs émissions de gaz à effet de serre. Ces projets de compensation carbone *via* l'afforestation ne doivent pas se faire au détriment des droits humains et environnementaux, et leur efficacité est à très long terme (10 à 20 ans) incertaine compte tenu de l'extrême vulnérabilité des forêts artificielles.

DES AVANCÉES À LA COP 28

En 2023, le Secours Catholique-Caritas France a participé à la COP 28 qui s'est tenue du 30 novembre au 13 décembre à Dubaï, aux Émirats arabes unis. Avec nos partenaires, nous y rappelions l'urgence qu'il y a à réduire sur le plan mondial les émissions de gaz à effet de serre et plaidions pour une régulation du marché carbone et des projets de compensation qui en résultent, tels que l'afforestation. Nous soutenions aussi les associations actives de longue date pour la mise en place d'un fonds spécial pour indemniser les pertes et dommages, tant matériels qu'immatériels, sur des terres déjà perdues ou qui le seront à l'avenir.

Ces propositions ont été défendues par le réseau Action climat (collectif d'associations françaises dont le SCCF est membre) lors d'une conférence de presse pour l'ouverture de la COP 28, à laquelle le Secours Catholique a participé. Le Secours Catholique, avec d'autres experts, a également participé à une émission d'une heure sur la radio RCF enregistrée en direct de Dubaï.

Si les engagements pris en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre ont été très décevants, il faut tout de même reconnaître l'avancée majeure en matière de financement climat, à travers l'opérationnalisation du fonds pour financer les pertes et dommages liés aux effets du changement climatique. La création de ce fonds, immédiatement abondé de 770 millions, marque l'aboutissement de 30 ans de lutte acharnée par les pays en développement.

Cependant, le montant des premières contributions ponctuelles reste dérisoire au regard des besoins des pays vulnérables pour faire face aux impacts les plus sévères du changement climatique. Le Secours Catholique et ses partenaires internationaux continueront à suivre sa mise en place et sa gestion, provisoirement confiée à la Banque mondiale. ■

DÉFENSE DES DROITS ET DES LIBERTÉS



ÉLODIE PERRIOT / SCCF

DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU AFRIQUE-EUROPE POUR LA MOBILITÉ HUMAINE

Constitué en 2021, le réseau Afrique-Europe pour la mobilité humaine (RAEMH) s'inscrit dans la continuité d'un réseau plus ancien, le Programme régional pour la mobilité humaine, dont le Secours Catholique-Caritas France est membre depuis les débuts.

Ce réseau regroupe 10 pays d'Europe méridionale, d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest, soit l'essentiel des pays de départ, de transit et d'arrivée des personnes en mobilité. Son objectif est de permettre à tous les acteurs de terrain de travailler de manière coordonnée, de développer des synergies d'action, de mieux connaître les contextes politiques et économiques à l'échelle régionale, nationale et locale, et cela afin d'améliorer toujours la qualité de l'accueil et du suivi des personnes aux différentes étapes de leur parcours migratoire.

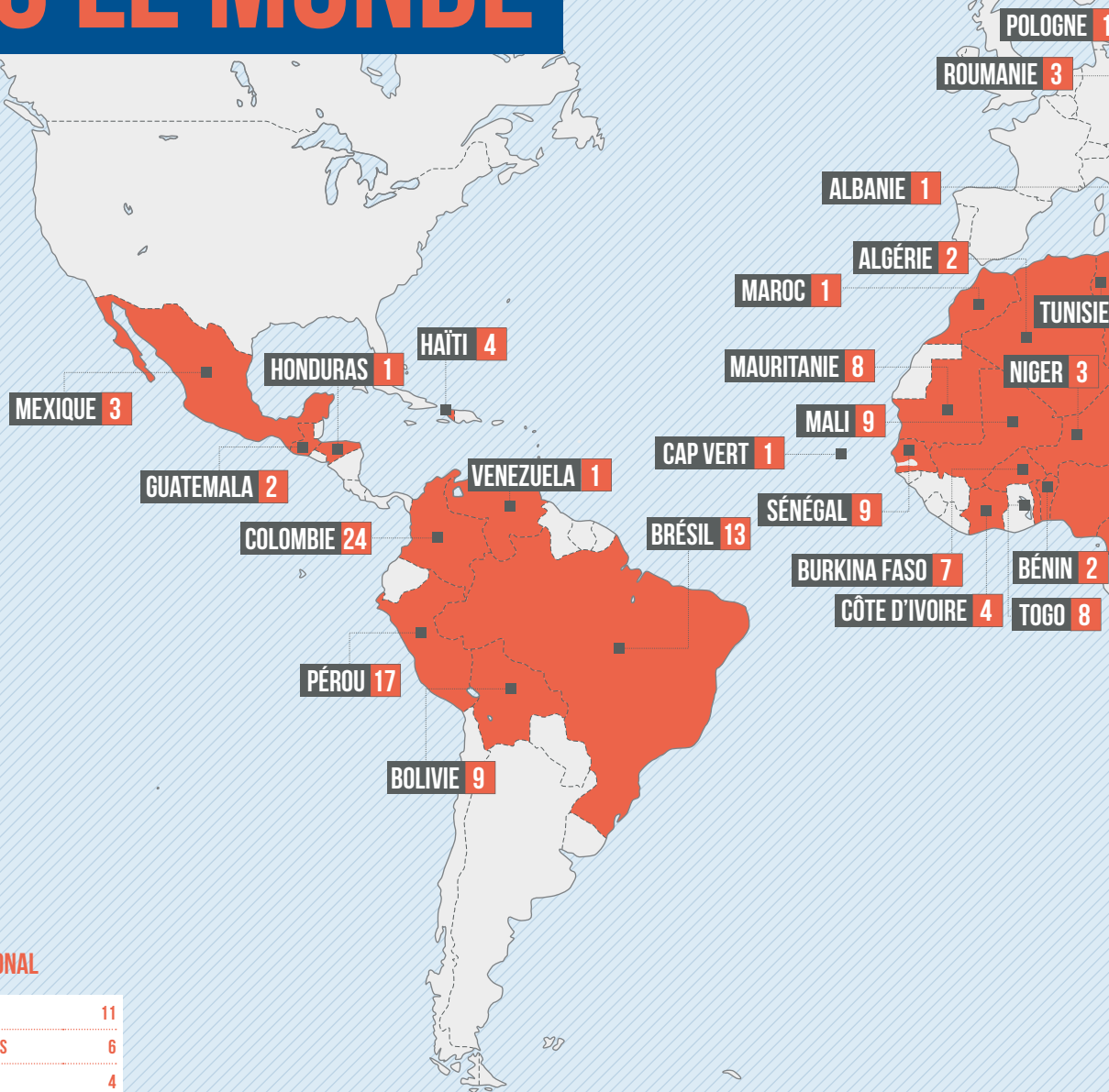
Au printemps 2023, une première rencontre de toutes les organisations membres s'est tenue au Sénégal. Celle-ci réunissait une quarantaine de personnes, parmi lesquelles Véronique Devise, présidente du Secours Catholique. Différentes thématiques ont été abordées, de la confidentialité et protection des données à la

question du retour au pays d'origine, en passant par les disparitions et le deuil dans le contexte migratoire. La rencontre avait également vocation à construire une « nouvelle narration » autour des mobilités humaines, plus respectueuse de la dignité des personnes.

Cette même année a vu la création d'une page internet dynamique, alimentée régulièrement par des podcasts, des vidéos, des articles divers et une newsletter mensuelle. Un projet de plateforme de collecte de données s'est lancé dans plusieurs pays membres : le Maroc, le Sénégal, la Guinée et la Côte d'Ivoire. Inspiré du système mis en place avec succès par Caritas Italie, il permettra aux équipes des points et centres d'accueil de consigner les données individuelles des personnes (identité, suivi proposé par l'organisation, besoins identifiés, etc.), afin d'améliorer le suivi et d'en garder la trace, le tout de façon sécurisée. Un autre projet multi-pays est en préparation ; il concerne les enjeux d'état civil et d'enregistrement des naissances aux différentes étapes du parcours migratoire.

Différentes missions professionnelles ont été réalisées au cours de l'année, celle de Caritas Mauritanie au Sénégal, de Caritas Côte d'Ivoire en France et de Caritas Guinée chez le partenaire du nord du Maroc. »

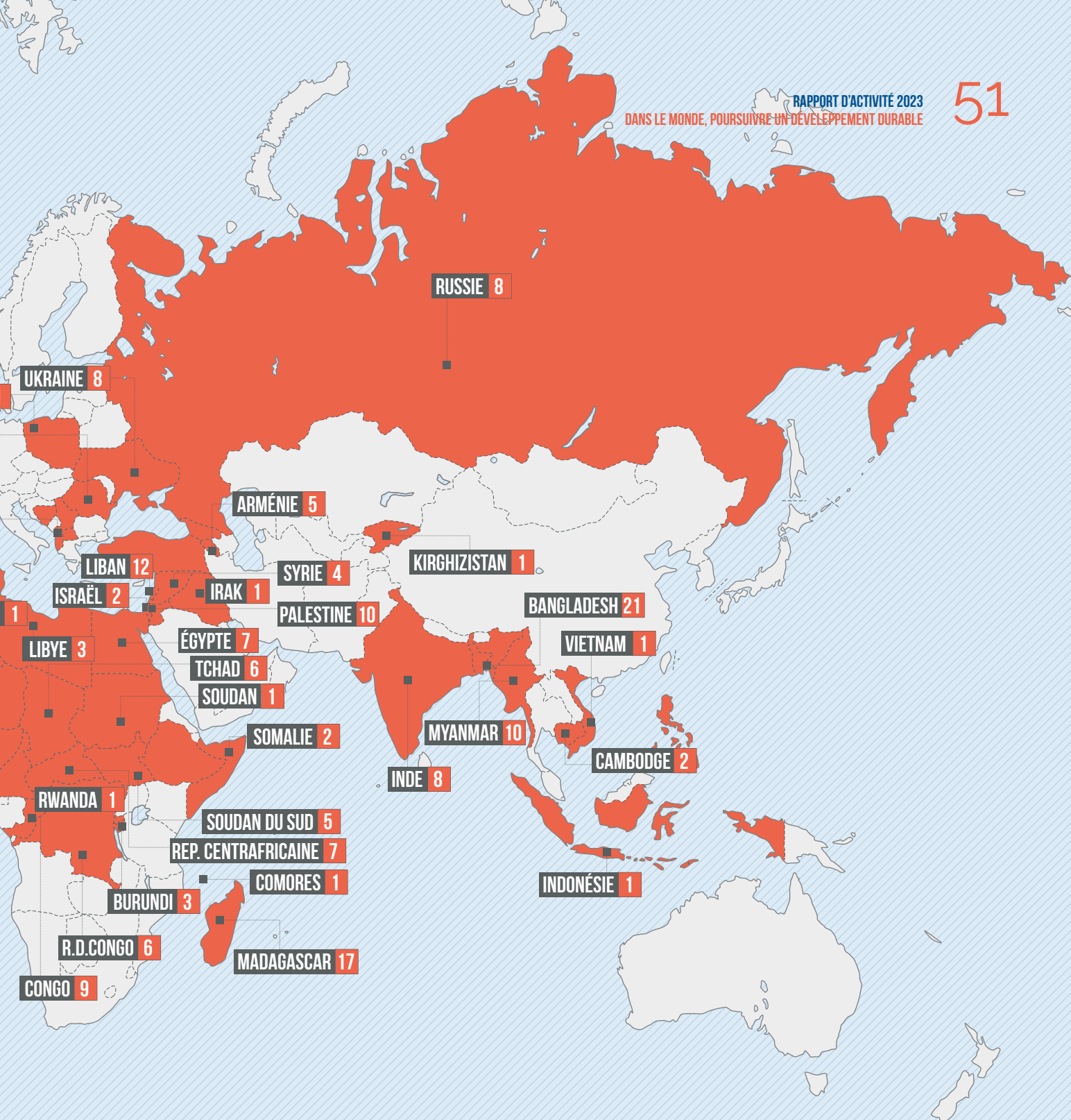
349 PROJETS SOUTENUS DANS LE MONDE



PROJETS SOUTENUS PAR RÉGION / INTERNATIONAL

RÉGION AFRIQUE	11
REGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	6
REGION ASIE	4
REGION EUROPE	8
REGION MOYEN-ORIENT NORD-AFRIQUE	5
INTERNATIONAL	19

PAYS NOMBRE DE PROJETS



LUTTER CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE EN AFRIQUE DES GRANDS LACS

» Dans le cadre d'un programme de lutte contre les violences faites aux femmes, le Secours Catholique-Caritas France publiait en 2020 une enquête menée auprès de 1 800 femmes au Rwanda et en République démocratique du Congo (RDC). En 2023, une enquête similaire a été conduite au Burundi par notre nouveau partenaire sur place. Ces publications servent de base au programme de lutte contre les violences faites aux femmes dont l'objectif est de travailler sur les causes profondes des violences et de transformer les comportements à tous les niveaux de la société, en développant une vraie communauté de pratiques dans les régions frontalières du Rwanda, de la RDC et du Burundi.

En cette année de recherche de fonds pour la poursuite du programme, une coordinatrice régionale a été recrutée. Installée à Kigali, elle a pour mission d'assurer la coordination entre les trois pays, d'assurer le suivi des activités de renforcement des capacités des acteurs, et de soutenir les partenaires dans leur recherche de fonds sur leur territoire.

Fin septembre 2023, le Secours Catholique a réalisé une mission de formation d'une semaine sur place. Celle-ci était destinée aux comptables et coordinateurs des trois partenaires afin d'harmoniser leurs pratiques sur toutes les questions administratives et financières et de favoriser les échanges à cet échelon également au sein des organisations partenaires. L'enjeu de cette formation était également de pérenniser la suite du financement du programme. En effet les partenaires sont encouragés à diversifier leurs sources de financement et à se tourner vers les bailleurs de fonds locaux, ou vers des organisations comme l'Union européenne ou même l'ONU Femmes, en répondant à des appels à projets sur les thématiques relatives aux

violences liées au genre. La coordinatrice les y aidera, tout comme elle favorisera la mise en réseau avec des ONG qui travaillent sur ce même sujet.

LA PAROLE AUX FEMMES VICTIMES DES CONFLITS EN COLOMBIE

Depuis 50 ans, la région du Bajo Atrato (départements du Chocó et d'Antioquia), en Colombie, est en proie à des conflits armés qui opposent des groupes de guérilleros, de paramilitaires et de narco-trafiquants pour le contrôle du territoire. L'accord de paix signé en 2016 avec les Farc (Forces armées révolutionnaires colombiennes) n'a pas mis fin à ces violences. En effet, ce territoire très fertile et stratégique avec son accès à la mer des Caraïbes est convoité par de gros propriétaires qui s'allient aux milices armées pour s'appropriier les terres des populations locales.

En 2022, dans le cadre du programme « Ensemble pour la paix », mené par un consortium de 23 organisations dont le Secours Catholique-Caritas France est leader, nos partenaires sur place, le Cinep/PPP (Centre de recherche et d'éducation populaire/Programme pour la paix) et la CDJP, ont permis à un groupe de femmes de produire un rapport sur les violences subies pendant le conflit et la dépossession des terres. Celui-ci a été remis fin 2022 à la Juridiction spéciale pour la paix (JEP), une des instances de justice transitionnelle créées dans le cadre de l'accord de paix. Durant toute l'année 2023, des temps de sensibilisation ont permis de faire connaître et de diffuser ce rapport. Carmen Maryinys Berbel Martinez, une des contributrices du rapport, est ainsi venue en février en France pour y faire entendre la voix des femmes colombiennes. En novembre, la présentation du rapport a donné lieu à des échanges sur le terrain entre l'ambassade de France, la déléguée générale du Secours Catholique et les femmes qui y témoignent.

ACCOMPAGNER LES TRAVAILLEURS MIGRANTS EN RUSSIE DANS UN CONTEXTE CONTRAINT

Le Secours Catholique-Caritas France soutient depuis plusieurs années déjà un programme de coordination de six ONG de défense des droits des migrants dans les pays de départ que sont l'Arménie, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, mais aussi en Russie, pays d'arrivée. Leur mise en réseau permet d'accompagner ces per-



ÉLODIE PÉRIOT / SCDF



VINCENT BOISOT / SCOF

sonnes sur le plan juridique, de les informer de leurs droits et obligations en matière de migration afin de faciliter leur intégration en Russie. Les mouvements de retour vers les pays d'origine observés au début de la guerre en Ukraine se sont ralentis ou inversés en 2023, malgré les risques d'enrôlement forcé ou obtenu de façon abusive au moment de l'enregistrement administratif des nouveaux arrivants. Mais cette recrudescence des départs pour la Russie intervient dans un contexte de pressions toujours plus fortes sur les organisations d'aide aux migrants.

Au Kirghizistan, l'année 2023 a été en effet marquée par les débats sur une nouvelle loi, votée début 2024, qui oblige les ONG percevant des fonds de l'étranger à s'inscrire sur les registres des « agents de l'étranger ». Cette mesure s'inspire d'une loi qui existe depuis 2012 en Russie et s'est encore durcie en 2023. Aujourd'hui, cette loi « agent de l'étranger » ne concerne plus uniquement les personnes morales mais aussi les personnes physiques. Celles qui sont enregistrées en tant qu'« agent de l'étranger » doivent en faire mention sur toutes leurs communications, notamment sur les réseaux sociaux. Quant aux organisations elles-mêmes, nombre d'entre elles n'ont plus droit à un compte bancaire en devises étrangères (euros et dollars). Ce rétrécissement de la société civile porte évidemment atteinte au bon fonctionnement du programme, lequel se maintient néanmoins. Car plus que jamais, les personnes migrantes, qui sont officiellement les bienvenues sur le sol russe, y sont en fait confrontées à des obligations juridiques (visite médicale, enregistrement, etc.) qui, si elles ne sont pas accomplies correctement, peuvent les mettre dans l'illégalité. ■

FAIRE ÉMERGER UNE SOCIÉTÉ CIVILE FORTE

TOURNONS LA PAGE AU TCHAD

Cocréée par le Secours Catholique-Caritas France, l'association citoyenne en faveur de l'alternance démocratique Tournons la page est devenue la tête de pont d'un mouvement continental composé de 15 coalitions en Afrique francophone et anglophone. C'est au Tchad que l'activité du mouvement a été la plus marquante en 2023. Face au désintérêt des jeunes pour les questions de politiques publiques, la coalition s'est attachée à leur faire prendre conscience du risque d'instrumentalisation qu'entraîne leur désengagement, avec un point d'attention particulier sur la question du genre, notamment de l'intégration de la jeune fille et de la femme dans la participation aux questions de politique publique. Trois types d'activité ont été menés en ce sens. Une émission de radio pour débattre de la conservation de l'espace civique au Tchad avec l'intervention de leaders d'associations de la société civile. Malgré l'absence des responsables du gouvernement invités, le débat a été intense et a touché 500 000 per-

sonnes. Une caravane pour la promotion de la paix et de la stabilité dans la bande sahélienne et au Tchad est partie de N'Djamena pour parcourir le sud puis le centre du pays. Elle a permis d'ouvrir un dialogue entre les autorités, les militaires et les communautés afin de développer de la confiance entre les citoyens et les forces armées en vue d'une meilleure cohésion sociale.

Enfin, des causeries éducatives ont été menées en milieu scolaire, afin de discuter avec les jeunes, les potentiels acteurs de changements socio-économiques et culturels de demain, de réfléchir aux questions liées au vivre-ensemble.

RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR DES PERSONNES DÉPLACÉES EN ÉGYPTÉ

La volonté de contribuer à la transformation sociale et au renforcement du pouvoir d'agir des communautés est la porte d'entrée de tous les projets soutenus par le Secours Catholique-Caritas France au



PAFA

Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Celui mené en Égypte en 2023 s'inscrit dans cette démarche sur une thématique d'amélioration des conditions de vie des migrants.

Association composée à 85 % d'anciens bénéficiaires, Stars accompagne une trentaine d'organisations locales du Caire et de sa banlieue, de petites communautés de réfugiés d'un même pays d'origine, dont l'action et le plaidoyer contribuent à des changements au niveau d'un quartier. Un des volets du projet d'accompagnement organisationnel consiste à soutenir une vraie gouvernance participative chez notre partenaire historique

afin que celui-ci garde sa singularité d'organisation par et pour les personnes déplacées. Celle-ci est en effet un gage d'efficacité pour répondre aux besoins des personnes déplacées, les membres du personnel et les bénévoles de Stars étant ou ayant été eux-mêmes confrontés à ces mêmes défis. Le projet vise également l'amélioration des actions et plaidoyers de l'association pour qu'elle réponde de manière holistique aux besoins de protection des personnes déplacées et contribue à développer le

pouvoir d'agir des organisations communautaires qu'elle soutient. Enfin, en écho aux objectifs stratégiques du Secours Catholique de dépasser le paradigme Nord-Sud dans le domaine du développement, le projet vise à la diffusion des bonnes pratiques de Stars à travers sa mise en réseau avec les délégations françaises et les partenaires internationaux du Secours Catholique.

“ LE SPORT EST VECTEUR D'ÉMANCIPATION. ”

afin que celui-ci garde sa singularité d'organisation par et pour les personnes déplacées. Celle-ci est en effet un gage d'efficacité pour répondre aux besoins des personnes déplacées, les membres du personnel et les bénévoles de Stars étant ou ayant été eux-mêmes confrontés à ces mêmes défis. Le projet vise également l'amélioration des actions et plaidoyers de l'association pour qu'elle réponde de manière holistique aux besoins de protection des personnes déplacées et contribue à développer le

DÉVELOPPEMENT DU POUVOIR D'AGIR PAR LE SPORT AU MOYEN-ORIENT

C'est à des personnes très vulnérables, du fait de leur handicap, de leur genre, ou parce qu'elles sont réfugiées, que s'adresse ce nouveau projet élaboré en 2023 par le Secours Catholique-Caritas France et son partenaire FSGT (Fédération sportive et gymnique du travail). Intitulé Sport pour tous et toutes, le projet a été lancé en 2023 et pour trois ans en Égypte, en Palestine, au Liban et en Jordanie. Il s'appuie sur l'approche originale du sport que développe la FSGT depuis 40 ans en Palestine et sur la volonté du Secours Catholique de favoriser la transformation sociale au Moyen-Orient en mettant l'accent sur l'émancipation des personnes et la mobilisation communautaire. Le sport est vecteur d'émancipa-

tion, car en revendiquant leur droit à faire du sport les personnes prennent conscience qu'elles peuvent se mobiliser pour faire valoir d'autres droits dans d'autres sphères de leur vie.

Le projet donnera aux cinq acteurs associatifs participants des outils pour les aider à accompagner les communautés locales les plus vulnérables à développer leur pouvoir d'agir. Plusieurs actions sont prévues : des formations théoriques, des expérimen-

tations pratiques d'activités sportives émancipatrices pour toutes et tous, et un travail de capitalisation du changement social observé. L'objectif à terme est d'harmoniser les stratégies d'intervention de tous les partenaires, de définir un socle commun pour des actions régionales et de faciliter les échanges de pratiques et de formation Sud-Sud, mais aussi avec les réseaux français des deux leaders du projet : le Secours Catholique et la FSGT. ■

MAINTENIR UN LIEN DE FRATERNITÉ

TÉMOIGNAGE D'OUVERTURE DE LA MAISON D'ABRAHAM

C'est à la demande du pape Paul VI que Mgr Jean Rodhain, fondateur du Secours Catholique-Caritas France, créa en 1964 sur le mont des Oliviers à Jérusalem-Est, un lieu d'accueil et d'hébergement pour pèlerins modestes de toutes religions. Baptisée maison d'Abraham, du nom du père des croyants juifs, chrétiens et musulmans, cette maison a pour vocation d'être un espace de rencontre fraternelle entre tous. Le Secours Catholique y assure également une mission sociale de soutien envers les communautés du quartier vivant des situations de précarité. La maison est animée par une équipe multiculturelle composée d'un aumônier, de religieuses dominicaines colombiennes et africaines, de bénévoles francophones et de salariés palestiniens. Jusqu'au 7 octobre 2023, les activités de la maison d'Abraham s'accroissaient régulièrement, notamment avec les pèlerinages de personnes en situation de précarité issues du réseau Saint-Laurent, les sessions bibliques pour les bénévoles et salariés du Secours Catholique, et le développement d'actions de soutien

auprès des femmes palestiniennes du quartier. Fin septembre se tenait un séminaire de deux jours, organisé par Yisca Harani, universitaire israélienne spécialiste du christianisme, qui accueillait une trentaine de personnes juives israéliennes. Grâce à l'ouverture d'esprit des participants comme des salariés palestiniens de la maison d'Abraham, cet événement a été une réussite. Quelques jours plus tard, son souvenir heureux était heurté de plein fouet par une guerre d'un niveau de violence sans précédent.

La maison d'Abraham a tenu à rester ouverte, en signe de soutien à ses voisins et partenaires. Sa raison d'être, dans cet environnement de tensions extrêmes entre communautés et d'instrumentalisation des religions à des fins politiques, apparaît plus que jamais évidente. Si tant de rencontres interreligieuses peuvent s'y vivre, c'est le témoignage que quelque chose est possible à l'échelle locale. Ainsi, la véranda et la cuisine extérieures, créées en 2022 à l'usage des associations locales, jouent pleinement leur rôle. Plusieurs activités y sont organisées chaque semaine, des ateliers pédagogiques pour les enfants, des formations professionnelles pour les femmes et des événements culturels pour les familles du quartier.

La guerre a par ailleurs confirmé les liens étroits entre la maison d'Abraham et le consulat général de France *via* de nombreux échanges, le soutien financier aux activités de promotion féminine de la maison, et la mise en place récente d'un partenariat en vue d'établir la maison d'Abraham comme centre de regroupement des Français en cas d'extrême urgence.

Le Secours Catholique estime qu'Israël ne sera jamais en sécurité tant que les Palestiniens ne vivront pas dignement, en paix et en sécurité, dans un État à part entière, reconnu et viable. ■



FRITS MEYST / MEYSTPHOTO.COM





TERRITOIRE

À PHNOM PENH, DÉFENDRE LES DROITS DES HABITANTS DES BIDONVILLES

À Phnom Penh, la capitale cambodgienne, les maisons en tôle des quartiers les plus pauvres souffrent de la saison des pluies et de la mauvaise gestion des déchets. STT (Sahmakum Teang Thaut), partenaire du Secours Catholique-Caritas France, travaille à améliorer les conditions de vie des habitants, en rénovant les maisons avec des matériaux de meilleure qualité ou, comme à Prek Takong 3, en construisant un pont de bois pour permettre aux habitants des bidonvilles de ne pas marcher dans des eaux usées qui descendent des grands immeubles les surplombant. « *Le développement des grandes villes comme Phnom Penh se fait au seul bénéfice des riches, constate Saran Soeung, directeur de STT. Les entreprises qui ont de l'argent deviennent propriétaires de terres où vivaient auparavant les plus pauvres.* » STT se bat pour que les communautés les plus pauvres ne soient pas exclues des politiques de développement qui les repoussent en dehors de la ville, parfois à 40 kilomètres de leurs maisons, dans des secteurs où les infrastructures et les services publics comme les écoles, l'accès à l'eau, à l'électricité, à la santé manquent cruellement. « *L'insécurité foncière des plus pauvres est un défi, au Cambodge, de même que leurs conditions de vie, poursuit Saran Soeung. Les plus pauvres vivent près des routes, ils souffrent de problèmes de santé dus à un environnement sale et pollué.* » Afin que les communautés puissent améliorer elles-mêmes leurs conditions de vie, STT forme une quarantaine d'entre elles à la gestion de leur environnement de même qu'à la défense de leurs droits fonciers en vue d'obtenir des titres de propriété. Ensemble, ils plaident auprès des autorités publiques pour que le développement prenne en compte les plus pauvres. ■



FLASHER CE CODE POUR LIRE LE REPORTAGE
COMPLET SUR LE SITE INTERNET
DU SECOURS CATHOLIQUE.

FAIRE FACE AUX URGENCES

SOUTIEN HUMANITAIRE ET ACCÈS À LA JUSTICE EN PALESTINE

Depuis le 7 octobre 2023, date de l'attaque meurtrière de la branche armée du Hamas contre Israël, l'armée israélienne mène une riposte sans précédent sur Gaza. Fin 2023, on déplorait des dizaines de milliers de morts et de blessés, et près de 2 millions de déplacés dans le sud de la bande de Gaza, alors que de son côté, la population palestinienne de Cisjordanie faisait elle aussi face à des violences et à des attaques de la part de l'armée israélienne et des colons. Dans ce contexte d'une gravité inouïe, le Secours Catholique-Caritas France a choisi d'apporter une réponse diversifiée en agissant sur trois aspects.

Un aspect humanitaire, via le soutien à un projet en deux volets mené avec Physicians for Human Rights Israel (Phri), une ONG médicale israélienne visant à garantir à tous un accès aux soins de santé, en Israël et dans les territoires palestiniens. Le

premier volet consiste à apporter une réponse médicale de six mois, sous forme d'achat de médicaments et de matériel médical pour des hôpitaux situés à Jénine, à Hébron et à Tulkarem, pour un montant total d'environ 80 000 euros. Le second consiste

à prendre en charge les personnes isolées à bord d'une des cliniques mobiles de Phri en Cisjordanie, un dispositif qui n'a pu se poursuivre à Gaza depuis le 7 octobre, en raison de la limitation drastique de l'entrée de l'aide humanitaire imposée par l'autorité israélienne, et qui s'est donc reporté sur la Cisjordanie.

Un aspect accès à la justice via le soutien à l'ONG palestinienne Al Haq (qui signifie « droit » en arabe) dans son travail d'enquêtes de terrain sur les crimes, tels que définis par le droit international et le droit international humanitaire, commis côté israélien et palestinien depuis octobre 2023. Les documents produits seront utilisés pour des recherches juridiques, mais aussi pour des actions de plaidoyer et de sensibilisation auprès des parties prenantes et des responsables internationaux, y compris l'ONU et d'autres institutions comme la Cour pénale internationale.

Enfin, un aspect de sensibilisation de l'opinion française avec la présentation publique des cahiers *Résistances palestiniennes*. Coréalisés et financés par le réseau Euromed France et le Secours Catholique, ces cahiers contiennent 21 articles, rédigés en 2022 et édités en trois langues (arabe, français et anglais), qui évoquent la réalité quotidienne et les mobilisations des Palestiniens en Cisjordanie, à Gaza et en Israël. Le Secours Catholique a par ailleurs choisi de maintenir les salaires des équipes de son partenaire à Gaza, Near East Council of Churches (NECC), jusqu'à la fin 2023 et même si elles n'avaient plus d'activité.

SOUTIEN HUMANITAIRE AUX GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES EN L'UKRAINE

Aux premiers mois de la guerre en Ukraine, la stratégie du Secours Catholique-Caritas France a consisté à répondre aux besoins humanitaires d'urgence et à ceux de ses partenaires en première ligne pour gérer les afflux de réfugiés ou pour venir en aide aux populations restées sur place. Mais la guerre se prolonge, affectant de plus en plus gravement l'accès aux soins de santé et autres services de base, et exacerbant les inégalités préexistantes. Le risque d'exclusion s'accroît en effet pour les enfants, y compris déplacés, dont les pères sont au front, pour les personnes âgées, ou seules sans ressources, ou en situation de handicap, spécialement dans les régions proches de la frontière russe, qui ont été soumises à l'occupation. La situation psychologique des enfants devient particulièrement préoccupante, les blessures émotionnelles entraînant traumatismes, anxiété, pertes de repères, alors que les écoles restent fermées ou ont été détruites.

Au-delà de l'aide d'urgence, le Secours Catholique a choisi en 2023 de concentrer son soutien à des projets des Caritas nationales et de nos autres partenaires destinés à ces groupes particulièrement éprouvés. Ainsi, des enfants de milieux très défavorisés, dont certains en situation de handicap ou orphelins, ont pu partir en camp de vacances. Des personnes âgées, isolées et vivant dans les zones rurales, ont pu passer l'hiver dans des conditions convenables. Enfin, grâce à la construction d'abris souterrains, des écoles ont accueilli à nouveau des élèves, et 16 centres « amis des enfants » ont été soutenus dans tout le pays.

“DES PERSONNES ÂGÉES,
ISOLÉES ONT PU PASSER L'HIVER
DANS DES CONDITIONS
CONVENABLES.”



CARITAS UKRAINE

D'autres projets, prévus pour 2024, ont été élaborés pendant l'année écoulée. Un soutien psychosocial multiforme pour des enfants traumatisés, une assistance aux personnes âgées isolées et la mise en place d'un centre de réhabilitation pour personnes handicapées proposant orthophonie, aide à la mobilité, etc. En 2023, nous avons également accompagné la structuration de certaines de nos associations partenaires afin qu'elles aient la capacité d'approcher d'autres bailleurs et d'assurer la pérennisation de leurs actions.

AIDE D'URGENCE AUX POPULATIONS ARMÉNIENNES FUYANT LE HAUT-KARABAGH

Depuis la guerre de 2020 dans le Haut-Karabagh, le Secours Catholique-Caritas France soutient Caritas Arménie dans son accompagnement des personnes réfugiées dans la province de Lori. Ce travail est mené dans le cadre d'un projet Nexus qui allie aide humanitaire pour répondre aux besoins de première nécessité des personnes et actions de développement pour favoriser leur insertion économique et sociale. À la suite de la guerre éclair qui a éclaté le 19 septembre 2023 dans le Haut-Karabagh et fait près de 100 000 réfugiés, nous avons réévalué le projet afin de répondre aux besoins supplémentaires, notamment pour 2024.

Ce projet réadapté a été mis en œuvre par le réseau d'acteurs locaux et régionaux de Caritas Arménie dès novembre 2023. Il vise à rétablir l'autonomie sociale et économique de 190 ménages réfugiés dans la province de Lori. L'État arménien a mis en place des aides financières pour permettre aux familles de se loger et de se nourrir pendant trois mois. Mais les réfugiés du Haut-Karabagh ne sont pas forcément au courant de ces aides ou connaissent mal les critères pour en bénéficier. Caritas Arménie les accompagne dans leur accès aux droits sociaux, en les orientant vers des acteurs étatiques ou non étatiques, et en formant des groupes d'auto-assistance. Cette démarche est très importante quand on sait que beaucoup de réfugiés de 2020 ne bénéficient toujours pas de ces aides.

Pour permettre aux personnes de s'intégrer de façon plus pérenne, notre partenaire les accompagne par ailleurs vers l'emploi ou le développement de moyens de subsistance en leur versant les micro-subventions nécessaires au démarrage d'une activité indépendante.

Enfin, le projet intègre des actions de sensibilisation de la société arménienne à la situation des populations touchées par le conflit, et de plaidoyer auprès d'acteurs étatiques et non étatiques afin d'améliorer l'accès aux services des personnes déplacées.

UNE SOCIÉTÉ CIVILE EMPÊCHÉE AU MYANMAR

En 2023, la situation humanitaire au Myanmar s'est considérablement aggravée. À l'intensification des combats entre les groupes ethniques armés et les forces militaires du pays se sont ajoutées des pluies incessantes qui ont causé de graves pertes économiques et agricoles, aggravant une crise humanitaire déjà très critique. En fin d'année, les Nations unies faisaient état de 2 millions de personnes déplacées à

l'intérieur du pays et de difficultés à leur venir en aide du fait de communications téléphoniques et internet perturbées, et des check-points exploités par les deux camps dans les zones de conflit.

Le Secours Catholique-Caritas France soutient depuis des années plusieurs projets d'organisations locales : des projets pour faire face à l'urgence humanitaire, mais aussi des projets d'agro-économie et d'accès au droit foncier. En parallèle, nous accompagnons les capacités des organisations elles-mêmes à se développer et à travailler en réseau. C'est un enjeu important compte tenu des contraintes qui pèsent sur nos partenaires depuis la loi d'enregistrement des ONG votée en octobre 2022 et mise en application en 2023. Les associations, une fois enregistrées, subissent une surveillance bureaucratique très intrusive qui restreint leurs activités légitimes et leur impose des sanctions pénales en cas de violation des dispositions. Du fait de ces contraintes sur la société civile, beaucoup d'ONG internationales ont fait le choix de se baser en Thaïlande où elles peuvent obtenir des visas pour leurs équipes d'intervention. Caritas Myanmar et les autres partenaires du Secours Catholique continuent quant à eux d'agir sur place face à la crise humanitaire, en prenant souvent de très gros risques, notamment dans les zones de conflit où l'accès aux populations est difficile.

AUTRES AIDES D'URGENCE ET DE DÉVELOPPEMENT

En 2023, le Secours Catholique-Caritas France a maintenu son aide aux victimes de crises reléguées au second plan par l'actualité en Ukraine et au Moyen-Orient.

“ MAINTIEN DE L'AIDE AUX VICTIMES DE CRISES RELÉGUÉES AU SECOND PLAN. ”

Ainsi en **Syrie**, nous avons poursuivi un projet d'amélioration de l'accès à l'eau pour les populations du nord-est du pays. Suite au tremblement de terre, en début d'année, qui a frappé les régions d'Alep et d'Idlib, nous avons travaillé à l'élaboration de réponses d'urgence aux besoins fondamentaux des populations impactées, comme la mise à disposition de places d'hébergement, de rations alimentaires et de médicaments.

En **Somalie**, dans une zone frontalière avec l'Éthiopie et le Kenya soumise aux violences et aux aléas climatiques, nous avons soutenu un projet d'éducation qui consiste à réhabiliter des classes dans des écoles, à former des professeurs, à faire de l'éducation aux pratiques d'hygiène et de la sensibilisation à l'accès à l'éducation des filles. Dans cette région où la présence des groupes armés est forte et celle des acteurs humanitaires, très faible, ce projet d'éducation permet d'offrir aux enfants un lieu protégé où filles et garçons peuvent changer de regard les uns sur les autres. Grâce au soutien du Programme alimentaire mondial, les enfants comme leurs enseignants bénéficient d'un repas par jour.

Au **Soudan du Sud**, après un projet d'aide aux communautés déplacées dans nos zones traditionnelles d'intervention, nous avons mené en 2023 un projet de renforcement de la résilience des communautés, projet qui comprend plusieurs volets : accès à l'eau, sensibilisation aux questions de violence basées sur le genre, activités de consolidation de la paix dans un contexte de violences intercommunautaires et d'afflux de déplacés venant du Soudan.

En **Colombie**, dans la zone frontière avec le Venezuela, nous avons poursuivi un projet pour le soutien et l'intégration socioculturelle et économique tout à la fois des réfugiés vénézuéliens, des retournés colombiens et des populations colombiennes en situation de précarité.

CRÉATION D'UN FONDS D'AIDE EN CAS DE CATASTROPHES NATURELLES

En vue d'apporter la réponse humanitaire la plus réactive et efficace possible aux populations sinistrées, le Secours Catholique-Caritas France a mis en place en 2023 un fonds dédié aux urgences catastrophes naturelles internationales, comme celles qui se sont succédé en fin d'année, au Maroc, puis en Libye, où des inondations dévastatrices

ont fait 5 000 morts, plusieurs milliers de disparus et des sinistrés survivants encore plus nombreux : des familles se retrouvant sans rien, ni habitation, ni papiers, ni affaires personnelles, sans nourriture, sans électricité, sans abri et souvent sans espoir. Dans le contexte de cette crise moins médiatisée, les besoins se sont vite avérés colossaux. En Libye, nous sommes intervenus *via* l'organisation Première urgence internationale, déjà établie dans le pays, et avons soutenu un projet d'un an dont l'objectif est de restaurer les services liés à la santé, à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, une priorité vitale compte tenu des importants déplacements

de populations et des risques d'épidémies liés à la destruction des systèmes d'assainissement. Hormis de telles catastrophes dues à la violence des éléments, le Secours Catholique gère également d'autres situations d'urgences, moins connues mais tout aussi terribles comme la sécheresse ou le manque d'accès à une eau potable, qui font des milliers de victimes en Somalie ou en Syrie, les cyclones qui menacent régulièrement Madagascar, ou encore les inondations récentes au Soudan du Sud, et récurrentes au Bangladesh. Autant d'exemples d'urgences pour lesquels ce nouveau fonds contribuera à nous rendre plus efficaces. ■

CONVERGENCE FRANCE ET INTERNATIONAL



XAVIER SCHWEBEL / SCCF

APPROCHES ORIENTÉES CHANGEMENT EN COLOMBIE

Le Secours Catholique-Caritas France a fait du renforcement du pouvoir d'agir des personnes et des groupes une de ses priorités. Les AOC (approches orientées changement) sont un des outils d'animation utilisés pour cheminer vers les changements souhaités par toutes et tous dans une communauté ou un territoire donné. Elles sont expérimentées à

l'international depuis 2021 et croisées avec les expériences d'ACSL (accompagnement au changement social local) menées par les équipes du réseau en France.

Après le Togo en 2021, la Palestine en 2022, c'est en Colombie, dans la communauté de Las Pavas, que nous avons accompagné une dynamique AOC en 2023. Les quelque 1 000 personnes qui com-

posent la communauté avaient été expulsées de leur territoire par des acteurs de l'industrie de l'agro-business d'huile de palme avec l'aide des paramilitaires. Aujourd'hui, dans le cadre juridique de la réparation aux victimes des conflits, ces communautés parviennent à récupérer leurs terres et espèrent y vivre (et en vivre) de façon pérenne.

La démarche AOC accompagnée par notre partenaire sur place a permis aux membres de la communauté d'établir un diagnostic partagé de leurs forces (la foi, la résistance et la résistance pacifique) et des risques (inégalités au sein de la communauté, actions non concertées...). À partir de là, ils se sont interrogés sur leur vision commune d'un futur idéal et ont défini les changements que chacun d'eux peut réaliser pour qu'il advienne.

En juin et en octobre, cette démarche AOC inspirante a été présentée aux nouveaux acteurs clés de notre réseau par des membres de l'équipe Amérique latine et du département Territoires et développement social, dans une démarche local-global voulue par le Secours Catholique également au niveau des méthodologies.

RENCONTRE GLOBAL-LOCAL AUTOUR DES MOBILITÉS ENVIRONNEMENTALES

En 2023, le Secours Catholique-Caritas France a souhaité redynamiser l'animation internationale au sein de son réseau France, afin de sensibiliser aux enjeux locaux-globaux de la pauvreté, conformément à l'une des ambitions votées par le conseil d'administration en 2021. La

publication de l'étude « Libres de partir, libres de rester : protéger les droits humains dans le contexte des mobilités environnementales » (voir p. X) a fourni l'occasion d'une première action en ce sens, le 27 septembre 2023 : une

rencontre entre des membres du réseau France et les partenaires internationaux impliqués dans l'étude au Honduras, au Bangladesh et au Sénégal. Ces derniers y ont témoigné de façon très concrète des impacts du changement climatique et de la dégradation environnementale sur leur vie quotidienne. Lors d'échanges avec les participants, ils ont abordé la thématique du cercle de la vulnérabilité climatique,

un terme qui désigne le processus par lequel les populations les plus vulnérables sont aussi les plus exposées aux effets du changement climatique, lesquels aggravent encore leurs vulnérabilité et pauvreté. Plusieurs initiatives mises en place par les partenaires pour sortir de ce cercle vicieux ont été présentées, notamment celle développée au Honduras où, à deux semaines d'intervalle, les ouragans Eta et Lota ont impacté principalement les populations pauvres obligées de vivre dans les zones à haut risque d'inondation.

BIEN VIVRE, BIEN MANGER, ICI ET LÀ-BAS

Huit millions de personnes en France sont en insécurité alimentaire, de même que 30 % de la population mondiale¹. Ces chiffres vertigineux obligent à s'interroger sur la viabilité d'un système alimentaire qui n'est par ailleurs ni juste ni durable, à toutes les étapes, de la fourche à la fourchette. Comment changer les choses ? En luttant pour un accès digne et durable pour tous à une alimentation de qualité, comme le Secours Catholique-Caritas France en a fait une de ses priorités, en France et à l'international jusqu'en 2027. En 2023, afin de sensibiliser le plus grand nombre à la dimension locale-globale de notre système alimentaire, nous avons mis à disposition de nos délégations un kit en trois parties : « Découvrir », « Mieux comprendre » et « S'engager ». La navigation interactive entre les parties permet de découvrir comment les politiques publiques peuvent contribuer à la nécessaire transformation du système alimentaire, quel est l'impact environnemental des choix alimentaires, comment sensibiliser et agir localement et par quelles actions concrètes nos partenaires internationaux et nombre de nos délégations en France contribuent à faire advenir des changements structurels.

Le deuxième point fort de l'année sur ce sujet a été la participation d'une bénévole et d'une salariée de Caritas Brésil à la session nationale du programme « Ensemble, bien vivre, bien manger », qui s'est tenue à Montagnac, du 10 au 13 octobre. Les deux invitées ont apporté leur regard sur les enjeux de souveraineté alimentaire et des luttes paysannes – la dimension politique de l'alimentation –, et aussi sur le lien entre écosystème, alimentation et spiritualité. Au cours de cette semaine d'échanges de pratiques et de découvertes mutuelles, elles ont pu

¹ Source : « Organisation pour l'alimentation et l'agriculture » (FAO).

“**DIAGNOSTIC PARTAGÉ
ET VISION COMMUNE D'UN FUTUR
IDÉAL.**”

rencontrer les équipes et bénévoles des délégations du Gard et de l'Hérault qui mettent en œuvre des actions emblématiques du programme « Ensemble, bien vivre, bien manger » comme les paniers ou les épiceries solidaires.

SENSIBILISATION AUX ENJEUX ÉCOLOGIQUES ET À LEUR IMPACT SUR LES PLUS PAUVRES

Les enjeux climatiques et de transition écologique juste sont au cœur de la démarche local-global du Secours Catholique-Caritas France. C'est pourquoi les partenaires internationaux participent au programme « RevE », développé au sein du réseau en France. Les départements Action France et international travaillent ensemble sur deux des axes de « RevE » : le plaidoyer en faveur d'une transition écologique juste en vue de faire advenir des changements structurels dans le cadre d'un espace de réflexion transverse local-global créé en 2023, et l'élaboration d'un texte repère qui s'appuie, entre autres, sur les réflexions menées avec nos partenaires internationaux.

Pour sensibiliser sur ces questions, une animation intitulée « La vie d'un jean » a été organisée à l'occasion des journées départementales de Vendée, avec une démonstration très parlante des impacts environnementaux et sociaux de l'industrie textile à travers les différentes phases de la fabrication et de la vie du vêtement, illustrées par le partenaire tunisien FTDES. Même chose pour la rencontre apprenante de Caritas Cap-Vert en Champagne-Ardenne, qui a donné lieu à un ciné-débat autour du film *Les Algues vertes* de Pierre Jolivet. Ce fut l'occasion pour notre partenaire Caritas Cap-Vert d'aborder la question très préoccupante aujourd'hui de l'accès à l'eau potable.

ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE « APPROCHE GENRE » POUR L'ACTION INTERNATIONALE

En 2022, la direction de l'Action et du plaidoyer international (Dapi) du Secours Catholique-Caritas France entreprenait une démarche de prise en compte du genre dans les projets qu'elle soutient comme au sein de ses propres équipes. Cette démarche visait dans un premier temps à dessiner une compréhension commune des concepts clés de l'« approche genre » et de son importance pour les acteurs de transformation sociale, mais aussi à identifier les bonnes

pratiques de nos partenaires, à repérer celles qui sont déjà à l'œuvre au Secours Catholique et à définir les besoins et perspectives pour l'avenir.

Plusieurs projets inspirants ont pu ainsi être identifiés chez nos partenaires internationaux : le programme de lutte contre les violences basées sur le genre dans la région des Grands Lacs ; l'association TAM en Palestine, qui met en œuvre des programmes d'émancipation des femmes et de lutte contre les violences subies ; le programme « Ensemble pour la paix » que le Secours Catholique coordonne en Colombie et qui porte une attention particulière à l'équité de genre et aux droits des femmes, et enfin les projets de notre partenaire en Indonésie qui œuvre à la protection des femmes travailleuses migrantes. En 2023, le groupe de travail Approche genre de la Dapi a également mené des échanges avec d'autres organisations pour connaître leurs pratiques sur ces sujets et constitué un classeur ressources. Cette première année a révélé une détermination partagée pour aller de l'avant avec nos autres directions et notre réseau en France. En 2024, nous serons accompagnés par le réseau apprenant F3E pour élaborer une stratégie d'intégration de l'approche genre dans nos projets et notre fonctionnement interne à la Dapi, en dialogue avec les autres entités de l'association.

L'enjeu à terme est que le Secours Catholique soit identifié comme une organisation légitime sur ces questions de genre et que cette dimension vienne nourrir son travail de transformation sociale.

En 2023 également, un travail a été fait au sein du pôle Amérique latine pour voir comment intégrer la question du genre dans des projets menés par nos partenaires auprès des communautés autochtones, tout en respectant les croyances ancestrales et en étant attentif à ne pas nuire en bouleversant des équilibres communautaires. Ce travail a été fait à partir de projets menés au Pérou auprès des populations awajun, ainsi qu'au Mexique et au Guatemala avec des populations mayas. ■

“ ÊTRE IDENTIFIÉ COMME
UNE ORGANISATION LÉGITIME SUR
LES QUESTIONS DE GENRE. ”

UNE ORGANISATION POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX

LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE A ENTAMÉ EN 2022 une profonde transformation de ses modes de fonctionnement, pour être toujours plus en phase avec les réalités de terrain et ses modes de gouvernance, pour mieux intégrer, conformément à son projet national, la diversité des acteurs qui font sa richesse. Cette véritable petite révolution, qui s'achèvera par l'adoption de nouveaux statuts à l'horizon 2025, a d'ores et déjà porté ses fruits. Nos délégations ont pour la deuxième fois livré leurs « bilans-perspectives », montrant un vrai intérêt pour ce dispositif du nouveau cadre de pilotage qui nous permet de broser un panorama complet de ce qui se vit dans les équipes et des besoins qui y émergent. En 2022, ce dispositif a permis de faire ressortir une priorité unique pour les deux années à venir : le développement du bénévolat. Ce vaste chantier est en cours. Nous avons défini une vision : permettre à tous les acteurs qui y aspirent d'avoir un impact sur les transformations spirituelles, sociales et écologiques du monde qu'ils habitent. Grâce à un nouvel outil numérique déployé en 2023, nous avons désormais une cartographie des forces et des attentes de notre réseau pour mobiliser et fidéliser ces énergies nouvelles.



CHRISTOPHE HARGOUES / SCSF

LES DÉFIS DU BÉNÉVOLAT ET DE L'ENGAGEMENT

PRIORITÉ NATIONALE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ENGAGEMENT ET DU BÉNÉVOLAT

Le Secours Catholique-Caritas France a lancé en 2022 un nouveau cadre de pilotage afin de mieux ajuster les orientations prises par les directions du siège à la réalité de ce qui se vit dans le réseau. Chacune des délégations et directions était ainsi invitée à réaliser un « bilan-perspective » : bilan de l'année et perspectives pour la suivante, en termes d'actions, de besoins et d'ambitions. De l'analyse de ces bilans-perspectives, une priorité a clairement émergé, à laquelle notre conseil d'administration de février 2023 a décidé de faire le grand chantier de 2023-2024 : le développement de l'engagement et du bénévolat. Depuis 2017, le nombre de bénévoles dans l'ensemble du réseau du Secours Catholique est passé de 68 000 à 59 000, un chiffre stable depuis 2022. Or l'éveil à la solidarité est une des missions du Secours Catholique telle que définies dans ses statuts : « Fondée sur l'Évangile, la mission du Secours Catholique-Caritas France est une mission

d'amour et d'éveil à la solidarité, en France et dans le monde. Le Secours Catholique appelle toute personne à s'engager pour vivre la rencontre, l'entraide et la joie de la fraternité. Ses acteurs travaillent à renforcer les capacités de tous à agir pour que chacun accède à des conditions de vie dignes. » En donnant la priorité au développement du bénévolat ces deux années à venir, nous rééquilibrons le poids de cette mission.

Définir une vision : notre action se construit par la rencontre d'une volonté politique et des énergies d'engagement de ceux qui nous rejoignent. Il s'agit donc désormais de faire appel à ces énergies d'engagement afin de « permettre à tous les acteurs qui y aspirent d'avoir un impact sur les transformations spirituelles, sociales et écologiques du monde qu'ils habitent ». C'est ainsi que se définit notre vision. Avec un objectif, inviter à l'engagement des personnes de tous les âges, de toutes les origines sociales, étudiants, actifs ou non, retraités, de toutes les régions et tous les territoires de France.

Définir une méthode : pour répondre aux questions qui se posent sur la façon d'appeler et de fi-

déliser ces nouveaux bénévoles, nous avons choisi d'aller chercher les compétences là où elles se trouvent : dans nos délégations. De mai à septembre 2023, nous avons bâti un outil en ligne, baptisé GPS, qui a permis à chaque délégation d'identifier, sur une soixantaine de questions liées au recrutement, à l'accueil, à la formation, à la motivation... des bénévoles, là où elles pensaient avoir de bonnes pratiques à partager, et là où, au contraire, elles avaient besoin d'aide. En fin d'année, l'immense majorité des délégations avaient joué le jeu du GPS, et une véritable cartographie des savoir-faire du réseau a pu ainsi être établie. Elle nous permet, d'une part, sur les questions les

plus simples, de renvoyer les délégations ayant besoin d'aide vers celles ayant des compétences, dans une sorte de bourse d'échange, et, d'autre part, d'identifier les chantiers ayant besoin d'être développés au niveau national. Certains de ces chantiers préexistaient et sont déjà en cours, comme le logiciel « Tous acteurs », destiné à dessiner les parcours des bénévoles. D'autres vont être lancés en 2024 : communication externe, parcours de formation des salariés encadrant les bénévoles et définition de nouvelles actions liées à l'écologie, véritable levier, non seulement pour lutter contre la précarité, mais aussi pour favoriser l'engagement bénévole des plus jeunes. ■

UNE GOUVERNANCE ET DES MODES D'ACTION REVISITÉS

RÉFORME DES STATUTS ASSOCIATIFS : DE L'ENGAGEMENT À L'ADHÉSION

La réforme des statuts du Secours Catholique-Caritas France est une autre orientation que l'association s'est donnée en 2022 afin d'adapter son mode de gouvernance à deux des grands principes du projet national que sont : la promotion de la participation de tous et le développement du pouvoir d'agir. Nombre de nos délégations mènent déjà depuis 2021 des expériences de partage de gouvernance qui ont donné lieu à un texte repère. La réforme de

nos statuts, qui datent de 1962, est indispensable pour mettre en place ce principe de gouvernance participative au niveau national également. Elle prévoit donc un élargissement de notre base d'adhérents et la constitution d'un conseil d'adminis-

tration plus représentatif de la diversité des acteurs qui font le Secours Catholique. Cette réforme est également indispensable pour nous mettre en conformité avec les attendus juridiques pour les associations reconnues d'intérêt public.

Depuis 2022, nous avons consulté très largement nos délégations sur leur vision de ces nouveaux statuts, notamment en termes de prérequis pour adhérer à l'association (signature ou non d'un pacte d'engagement, droit de veto ou non des bureaux de délégation...) et faire partie du conseil d'administration. La trame qui en est ressortie sera étudiée et adoptée lors de l'assemblée générale de 2024. La possibilité qui sera ainsi donnée aux bénévoles, quel que soit leur profil, d'adhérer à l'association devrait favoriser le développement de l'engagement, notre priorité jusqu'à fin 2024.

RAPPORT DE CONSOLIDATION DES BILANS- PERSPECTIVES DES DÉLÉGATIONS

Pour la deuxième fois en 2023, 68 délégations et directions du Secours Catholique-Caritas France ont joué le jeu des « bilans-perspectives » demandés dans le cadre de pilotage de l'activité lancé en 2022. Cette deuxième édition a confirmé l'appétence des délégations pour cette démarche. Celle-ci les aide en effet à relire ce qui s'est vécu dans l'année dans chacune de leurs équipes locales, à évaluer leur action au regard des ambitions de notre mission et à dégager des priorités pour l'année suivante. Au niveau national, ces retours très précieux sur la

“VERS UN CONSEIL
D'ADMINISTRATION PLUS
REPRÉSENTATIF DE LA DIVERSITÉ
DES ACTEURS.”



MATHIEU GÉNON / SCOF

réalité terrain et les priorités qui s'y dégagent permettent d'identifier, de quantifier et de qualifier les besoins de soutien exprimés et de mettre en œuvre les démarches d'accompagnement pour y répondre. L'édition 2023 ne s'est pas conclue par un dialogue national comme en 2022, mais a donné lieu à un rapport de consolidation de l'ensemble des bilans-perspectives. Paru en décembre 2023 et diffusé dans tout le réseau, ce rapport très rédigé raconte ce dont les délégations témoignent, ce qui les habite, ce qu'elles cherchent à mettre en œuvre. Le choix de produire un tel document a été inspiré par la conscience d'avoir accès à un véritable trésor : la richesse de notre réseau. En seulement deux ans, le processus de notre nouveau cadre de pilotage de l'activité s'est donc ancré dans le réseau, instaurant également un dialogue productif entre les équipes locales et les délégations qui définissent ensemble, à travers une démarche participative, leur plan d'action pour l'année à venir.

SUITE DES EXPÉRIMENTATIONS DE PARTAGE DE GOUVERNANCE EN DÉLÉGATION

En mars 2023, le conseil d'administration du Secours Catholique-Caritas France a choisi de ne retenir qu'une priorité pour les deux années à venir : le bé-

névolat. Quatre sujets majeurs issus du dialogue national ont aussi retenu l'attention du conseil d'administration, parmi lesquels la gouvernance en délégation. Ce chantier a été entamé dès 2019, lorsque nous avons souhaité mettre nos modes de gouvernance plus en cohérence avec un de nos principes forts : la prise en compte de la parole des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et le développement de leur pouvoir d'agir. La capitalisation des expériences de partage de gouvernance menées dans plusieurs délégations a donné lieu à un texte – repère validé par notre conseil d'administration en janvier 2022. En 2023, nous avons poursuivi ces expérimentations dans les délégations qui le souhaitent en nous référant à ce cadre commun définissant nos grands principes de partage de la gouvernance. Une équipe dédiée au soutien des délégations dans cette démarche s'est mise en place fin 2023. Elle va nous permettre de continuer à observer ce qui se vit dans les délégations et à capitaliser les bonnes pratiques à l'attention du réseau.

La transformation de la gouvernance nationale du Secours Catholique, prévue à l'horizon 2026, questionnera sans doute à nouveau le mode de gouvernance en délégation, l'élargissement de notre base d'adhérents étant forcément amené à avoir un impact sur la vie associative au niveau local.

UN NOUVEAU MANDAT POUR LE CONSEIL ANIMATION NATIONAL (CAN)

Instance consultative du Secours Catholique-Caritas France, le CAN est composé à parts égales de personnes ayant l'expérience soit de la précarité, soit de l'animation ou de l'administratif, soit de la responsabilité. En 2022, celui-ci s'est accordé un temps pour relire ce qui a été vécu, à titre individuel et collectif, pendant son premier mandat. Ce travail de capitalisation achevé, le CAN est reparti en 2023 pour un nouveau mandat de deux ans. Après avoir travaillé sur le thème de la gouvernance partagée, en 2018-2020, puis sur le style de plaidoyer du Secours Catholique, en 2020-2022, ses 63 membres ont réfléchi à ce que pourrait être une écologie au service de la justice et de la fraternité. Cette réflexion

a été menée en deux temps : lors d'une première session de quatre jours, en mai 2023, à Chezelles, dans le Centre-Val de Loire, puis lors d'une seconde en novembre, à Saint-Didier, en région Paca-Corse. Les membres du CAN ayant souhaité bénéficier d'apports et d'expériences extérieurs, des échanges ont été organisés en novembre avec la paléoclimatologue Valérie Masson-Delmotte, directrice de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et coprésidente du groupe n°1 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) de 2015 à 2023, mais aussi avec des partenaires comme le Réseau écohabitat et l'Institut national de la recherche agronomique (Inrae), lors de trois ateliers qui ont permis de voir comment se vit concrètement l'engagement social et environnemental. ■

COMMUNICATION ET GÉNÉROSITÉ

En cette année 2023 assombrie par une conjoncture anxiogène, le Secours Catholique-Caritas France a capitalisé sur sa « Révolution fraternelle », portée désormais par l'acteur et humoriste Gad Elmaleh, et continué à sensibiliser aux situations concrètes vécues par les plus précaires. Une approche gagnante pour fidéliser nos donateurs au moment où le secteur associatif peine à faire face à une inquiétante augmentation de la pauvreté.

LA RÉVOLUTION FRATERNELLE SE POURSUIT AVEC GAD ELMALEH

À l'automne 2020, le Secours Catholique-Caritas France axait sa communication grand public sur un appel à une véritable « révolution fraternelle », porté

pendant trois ans par la comédienne Annie Duperey. En 2023, cette révolution s'est poursuivie avec Gad Elmaleh qui a mis son image et son engagement au service d'une nouvelle version du film *Révolution fraternelle. C'est quoi la fraternité ?* Dans ces spots diffusés en novembre et décembre sur les différentes chaînes de télévision, l'humoriste, acteur et réalisateur prend place à côté des autres comédiens et bénévoles de tous les âges, toutes les origines et couleurs, pour expliquer ce qu'est la révolution fraternelle et inciter chacun à s'y engager. Sa notoriété et son fort capital de sympathie auprès de la communauté catholique comme du grand public ont donné une belle visibilité à ce message de fraternité qui fait notre spécificité et notre valeur ajoutée par rapport aux autres associations. Des visuels et une déclinaison radio du film ont été mis à la disposition de nos délégations pour qu'elles puissent les diffuser sur leur site internet, les partager sur les réseaux sociaux, et sur les ondes, via des partenariats avec des radios locales.



UN PODCAST POUR RENDRE AUDIBLE LA PAROLE DES PLUS PRÉCAIRES

Dans le cadre de sa stratégie de communication visant à susciter le changement de regard sur les plus pauvres, le Secours Catholique-Caritas France lançait

en 2022 une série de podcasts de « témoignages » et de « reportages ». L'objectif était double : rendre audibles la parole, l'expérience et l'expertise des personnes en situation de précarité, et témoigner de la révolution fraternelle à l'œuvre à travers l'engagement de nos bénévoles dans la lutte contre la précarité. Le média podcast nous a permis de faire connaître ces sujets auprès d'une nouvelle audience (urbaine, « jeune » et passionnée de récits sonores et d'histoires intimes), *via* notre site internet, mais surtout *via* les plateformes d'écoute de podcasts grand public.

En 2023, dans la continuité d'une première série intitulée *Les Experts*, qui donnait la parole à quatre femmes, en 2022, nous avons réalisé *Parcours. Le podcast des vies qui ont quelque chose à vous dire*. Nourri d'au moins un épisode chaque mois, ce podcast a vocation à s'affirmer comme le podcast documentaire du Secours Catholique, celui qui sensibilise le grand public aux situations de pauvreté et donne la parole aux personnes qui les vivent, à travers des rencontres, des récits, et des immersions dans des moments de vie. Faisant écho à notre rapport statistique sur l'état de la pauvreté 2023 qui proposait un gros plan sur la précarité des femmes, les premiers épisodes de *Parcours* ont donné à entendre le quotidien de mamans solos et les parcours de femmes seniors vivant avec de toutes petites retraites.

DONNER À VOIR LA RÉALITÉ PAR LA FICTION

Sorti le 20 septembre sur les écrans, le film *Comme une louve* de Caroline Glorion raconte l'histoire d'une jeune maman seule et précaire dont les trois enfants vont être placés. Présent dès les origines du film, le Secours Catholique-Caritas France s'est beaucoup impliqué pour qu'il voie le jour, notamment en permettant à la réalisatrice de confronter son scénario aux récits des familles que nous accompagnons, mais aussi en participant à son financement aux côtés des Apprentis d'Auteuil. Nous avons en effet tout de suite été convaincus de la grande force qu'aurait une démonstration par la fiction de la difficulté d'élever ses enfants quand l'argent manque, qu'on est contraint de travailler en horaires décalés et que les soutiens des services sociaux font défaut. La sortie du film a donné lieu à plusieurs projections-débats et autant d'occasions d'approcher et de sensibiliser le grand public en lui faisant rencontrer des parents qui ont pu témoigner de leur propre vécu et du regard porté sur eux, avec un temps fort, en septembre, au cinéma L'Entrepôt à Paris, lors de notre traditionnel

événement de rentrée, où nos partenaires et donateurs ont pu échanger avec la réalisatrice et Mathilde La Musse qui incarne le rôle de Lili dans le film.

UNE GÉNÉROSITÉ AFFECTÉE PAR LA CONJONCTURE

Comme il était à craindre, les incertitudes sur l'avenir engendrées par une actualité internationale anxiogène, l'inflation sur les coûts de l'énergie et de l'alimentation et des changements climatiques désormais bien concrets ont pesé sur la générosité des donateurs du Secours Catholique-Caritas France en 2023. La collecte a été fluctuante tout au long de l'année, avec une embellie à partir de fin septembre, suite au cri d'alerte lancé par les Restos du cœur et relayé par l'ensemble du secteur associatif. Toutes les associations caritatives font en effet le même double constat : une forte augmentation des besoins, du fait de la hausse de la précarité, et une érosion des dons nécessaires pour mener nos actions. L'élan de solidarité créé par cet appel a été hélas de courte durée et nous terminons l'année avec un montant de collecte qui s'élève à 70 millions d'euros, soit l'équivalent de celle de 2022, en dehors des 6 millions de dons exceptionnels, liés à l'urgence Ukraine, qui ne nous ont pas été renouvelés pour les urgences de 2023 (tremblements de terre en Turquie et en Syrie, puis au Maroc à l'automne).

Le Secours Catholique espère désormais une prise de conscience, au niveau de l'État, des limites du modèle économique de nos associations caritatives, quand l'effet cumulé d'une hausse de l'inflation et d'un durcissement du système de protection sociale fait basculer toujours plus de personnes dans la précarité. C'est tout le sens de notre plaidoyer pour l'accès à des revenus décents, soit par l'emploi, soit par les prestations sociales, mais aussi à un toit et à une alimentation digne et de qualité.

UN RALENTISSEMENT DE LA RÉALISATION DES LEGS

Le montant des legs réalisés au profit du Secours Catholique-Caritas France a été de près de 39 millions d'euros en 2023, contre 41 en 2022. Ce recul est

“ LES LIMITES DU MODÈLE ÉCONOMIQUE DE NOS ASSOCIATIONS CARITATIVES ”

“LE LEGS RESTE UN MODE
DE SOUTIEN IMPORTANT POUR
LE SECOURS CATHOLIQUE.”

principalement dû à un rallongement des délais de réalisation des dossiers de legs, qui s'explique par deux facteurs : la stagnation du marché immobilier d'une part (beaucoup de nos legs consistent en biens immobiliers) et le rallongement des procédures de réalisation des legs en général d'autre part.

Le legs reste un mode de soutien important pour le Secours Catholique, puisqu'il contribue à hauteur de 27 % à nos ressources. Nous continuons donc à le promouvoir, et avons été parmi les premiers à le faire.

SUBVENTIONS

En 2023, les subventions en France ont atteint presque 10 millions d'euros, contre 8,7 en 2022, confirmant la réussite de la stratégie mise en œuvre par le Secours Catholique-Caritas France depuis plusieurs années d'épauler les délégations dans leur recherche de subventions pour leurs projets ou leurs investissements, par des chargés de communication et de collecte au niveau régional. Les subventions internationales connaissent un fort recul en 2023, dû au retard de versement d'une subvention de 1,6 million d'euros, qui sera versée en 2024.

UN RENFORCEMENT DES LIENS AVEC NOS DONATEURS

En 2023, le Secours Catholique-Caritas France a renoncé à sa grande soirée de la fraternité pour se rapprocher de ses plus fidèles donateurs par le biais d'événements organisés tout au long de l'année. Ceux-ci ont ainsi été invités à une conférence à l'occasion de la sortie de notre rapport statistique sur la pauvreté en France, à des soirées sur le thème de l'épargne engagée et sur la participation des personnes en situation de précarité, celles-ci venant directement témoigner de leur engagement au quotidien au sein de nos équipes, ou encore à des avant-premières du film *Comme une louve* de Caroline Glorion. L'occasion de mieux leur faire mesurer l'importance et la diversité des actions menées dans notre réseau pour répondre aux différentes facettes de la pauvreté : soutien aux familles, accès aux droits, lutte contre l'isolement, accès à une alimentation digne et durable, accompagnement des personnes à la rue... ■

PUBLICATIONS

CONSTAT STATISTIQUE SUR L'AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ DES FEMMES



L'édition 2023 du rapport sur l'état de la pauvreté en France du Secours Catholique-Caritas France a été réalisée à partir d'un échantillon représentatif de 49 250 ménages rencontrés en 2022. Il comprend un dossier thématique portant sur les femmes de plus en plus nombreuses en situation de

précarité, et une analyse générale qui décrit les caractéristiques sociodémographiques, les situations face à l'emploi ainsi que les ressources et conditions de vie des ménages rencontrés.

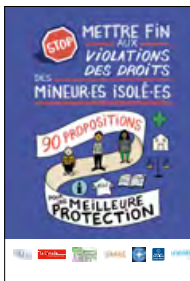
LE BOULOT DE DINGUE... DES SANS-EMPLOI



En 2023, à l'heure où les pouvoirs publics prétendent *remettre au travail* les plus précaires, le Secours Catholique-Caritas France et l'association Aequitaz ont publié le fruit d'une enquête de plusieurs années pour rendre visible le travail invisible et non rémunéré (soins à un enfant en situation de handicap, à un mari

malade, à des parents dépendants, bénévolat...) des personnes hors emploi. Ce document a été versé à notre plaidoyer pour la reconnaissance de ces contributions utiles et vitales à la société.

PROPOSITIONS POUR UN ACCUEIL DIGNE DES MNA



Le Secours Catholique et plusieurs associations comme la Cimade, le Gisti ou l'Unicef ont publié dans un rapport 90 propositions pour accueillir dignement les mineurs non accompagnés, de leur entrée en France à leur sortie du dispositif de l'Aide à l'enfance, en passant par leur santé, leur scolarisation

ou leur protection au titre de l'asile.

L'APOSTROPHE N° 12



Dans ce 12^e numéro de la revue *L'Apostrophe*, les auteurs, tous experts de la précarité qu'ils vivent eux-mêmes ou ont vécue, proposent un autre angle de vue sur la société du tout-numérique. Ils disent la façon dont les liens se dématérialisent et dont les exclusions se creusent dans un monde qui se cache de plus en plus derrière les écrans.

DOCUMENTER LES IMPASSES DE LA COMPENSATION CARBONE



En 2023, le Secours Catholique et le CCFD-Terre solidaire ont pris part à une mission auprès de communautés affectées par le plan d'afforestation mené au Congo-Brazzaville par Total Énergies en vue de « séquestrer sur vingt ans plus de 10 millions de tonnes de CO₂ ». Le rapport

issu de l'enquête a rempli son double objectif : soutenir les populations en faisant évoluer le projet, et documenter et alerter sur la fausse solution des compensations carbone en lieu et place d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

UN RAPPORT INÉDIT SUR LES MIGRATIONS ENVIRONNEMENTALES



Le Secours Catholique-Caritas France s'est associé à Caritas Sénégal, Equipo de Reflexión, Eric et Okup pour étudier les impacts du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sur la vie quotidienne et la mobilité des populations au Bangladesh, au Honduras et au Sénégal. Par

une analyse croisée de ces trois cas, le rapport porte des recommandations politiques basées sur la réalité de ce que couvre la notion de migrations environnementales. ■

LE RÉSEAU CARITAS FRANCE



Créé à l'initiative du Secours Catholique-Caritas France, le réseau Caritas France a vocation à former une union d'organisations d'une grande diversité, qu'il a contribué à créer ou qui partagent ses valeurs, finalités et principes d'action, toutes engagées dans la lutte contre la pauvreté pour et avec les plus fragiles, en France et dans le monde, animées par une pensée chrétienne partagée et par la volonté d'organiser leur solidarité interne afin de soutenir la forme d'esprit d'innovation qui leur est propre. Par la coopération et l'alliance

des moyens et compétences de ses membres dans les territoires, il vise à favoriser l'accompagnement global et la capacité d'agir des personnes vivant des situations de précarité ou d'exclusion. Dans un esprit de « rayonnement de la charité chrétienne », il souhaite également éveiller à l'engagement solidaire et à la fraternité, afin d'agir en profondeur sur les causes de la pauvreté. www.reseaucaritasfrance.org

CITÉS CARITAS



Créée le 10 mai 1989 par le Secours Catholique-Caritas France, Cités Caritas est une association loi 1901 à but non lucratif qui agit depuis

plus de 30 ans pour l'inclusion des personnes en situation de précarité, d'exclusion ou de handicap. Par ses activités (accompagnement médico-social, hébergement social, hébergement des demandeurs d'asile, de réfugiés et de personnes en situation de handicap, accompagnement au logement, logement adapté, travail adapté, mise en activité et insertion par l'activité professionnelle, accueil du jeune enfant, formation professionnelle), Cités Caritas contribue à forger une société inclusive qui accueille les personnes fragilisées et considère leur capacité d'action, ainsi que leur participation, comme source de richesse et de vie.

Implantée sur le territoire national, Cités Caritas développe ses actions dans un esprit d'innovation et cherche à apporter des réponses aux nouveaux besoins sociaux. À travers les 148 dispositifs, 1 048 professionnels et 225 bénévoles de l'association ont accompagné plus de 19 486 personnes en 2021. www.acsc.asso.fr

solidaire de particuliers ou d'institutionnels en vue d'investir dans de l'achat immobilier : construction, réhabilitation ou transformation de biens existants. Ces biens immobiliers permettent à des associations spécialisées dans l'accompagnement des personnes mal ou non logées, ou en situation d'exclusion ou de handicap, de développer leurs projets. Elles peuvent être membres ou hors du réseau Caritas France.

Après une phase de lancement marquée par plusieurs acquisitions, Caritas Habitat fait aujourd'hui appel à de nouveaux partenaires investisseurs qui, au côté de ses partenaires fondateurs, lui permettent de poursuivre son action au profit des plus démunis. www.caritashabitat.org

FONCIÈRE CHÊNELET



La foncière Chênelet existe depuis 2009 pour répondre à un problème sociétal majeur de logement des personnes à faibles ressources en milieu rural ou périurbain, et propose un habitat écologique de très haute qualité à ces populations. Maître d'ouvrage d'insertion, la foncière Chênelet construit ainsi des logements sociaux de qualité à faibles charges pour les locataires, le plus souvent en territoires ruraux. www.fonciere-chenelet.org

FONCIÈRE CARITAS HABITAT



Créée en 2015, Caritas Habitat est une foncière sociale destinée à développer l'immobilier à vocation très sociale, à l'intention d'associations pour accomplir leur mission d'accompagnement des plus fragiles dans les domaines du logement, de l'hébergement et de l'accueil. Inscrite dans le champ de l'économie sociale et solidaire, elle mobilise, en amont, l'épargne

RÉSEAU ÉCOHABITAT



L'association Réseau écohabitat est née en 2014 sous forme d'une expérimentation à l'initiative des délégations du Secours Catholique de Picardie, avec le constat que beaucoup de familles en situation de grande précarité, propriétaires de leur maison, n'ont pas recours aux dispositifs publics pour

réaliser des travaux d'amélioration énergétique afin de réduire leur consommation d'énergie. La mission du Réseau écohabitat consiste en une mise en réseau des acteurs de terrain autour de l'amélioration énergétique de l'habitat (collectivités, entreprises, bénévoles), pour permettre à des ménages très modestes de réaliser des travaux ambitieux financés à 90 %.

www.reseau-ecohabitat.fr

COMITÉ CHRÉTIEN DE SOLIDARITÉ AVEC LES CHÔMEURS



Créé il y a plus de 30 ans, le Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs (CCSC) vise à maintenir l'attention sur les conséquences du chômage. En sensibilisant les communautés chrétiennes ainsi que l'ensemble du corps social et en luttant contre l'indifférence à travers la parole des personnes qui vivent le chômage, le CCSC invite chacun à agir pour que ces personnes puissent retrouver une pleine citoyenneté. Avec l'appui du Secours Catholique-Caritas France, le CCSC a lancé une nouvelle formule de sa lettre d'information, *Vaincre le chômage*.

www.ccsccfrance.com

FÉDÉRATION SOLIDARAUTO



Solidarauto est la marque des garages solidaires créés dans les territoires par certaines délégations du Secours Catholique-Caritas France, afin de favoriser la mobilité personnelle des personnes aux revenus les plus modestes et de faciliter l'insertion professionnelle et sociale par la vente de véhicules d'occasion, l'entretien, la réparation et la location de véhicules.

Depuis 2017, la fédération Solidarauto – réseau de garages solidaires, association loi 1901 – regroupe les garages sous licence de marque Solidarauto et accompagne les porteurs de projet de garages solidaires souhaitant ouvrir un garage sous licence Solidarauto, notamment *via* le parrainage du projet par un de ses membres et le partenariat d'une délégation locale du Secours Catholique Caritas France. Fin 2022, la fédération rassemblait huit garages Solidarauto en France.

www.solidarauto.org

FONDATION CARITAS FRANCE



Créée par le Secours Catholique-Caritas France en 2009, la fondation Caritas France est la première fondation abritante en France dédiée à la lutte contre la pauvreté. Sa première mission est d'encourager le développement de la philanthropie et de la lutte contre l'exclusion en abritant des fondations sous son égide (plus d'une centaine actuellement). Elle permet à des personnes, des familles, des groupes d'amis de créer leur propre fondation, et en assure la gestion tout en accompagnant les fondateurs (choix de projets, implication de leurs proches...). Sa deuxième mission est de collecter des fonds pour soutenir des projets portés par le Secours Catholique-Caritas France, le réseau Caritas en France ou à l'international, ou par d'autres partenaires. En 2022, les fonds collectés ont été redistribués à plus des deux tiers au réseau Caritas en France et dans le monde. Depuis sa création, la fondation Caritas France a ainsi soutenu en propre plus de 1 000 projets. Enfin, elle appuie la recherche et l'expérimentation. Elle décerne un prix annuel à un jeune chercheur en sciences sociales dans le cadre du colloque organisé sous l'égide de l'Institut de France.

www.fondationcaritasfrance.org

FONDATION JEAN-RODHAIN



La fondation Jean-Rodhain porte le nom du fondateur du Secours Catholique-Caritas France. Reconnue d'utilité publique le 1^{er} juillet 1981, elle honore le souci qu'avait Jean Rodhain d'une réflexion théologique et spirituelle sur la charité en s'efforçant de susciter une recherche fondamentale pour fonder et accompagner l'action caritative de l'Église. Explorant les nouveaux visages de la charité pour en manifester la fécondité sociale et spirituelle, la fondation privilégie le croisement d'expériences et de savoirs. Accordant une place privilégiée à la parole des personnes les plus pauvres et à celle des personnes engagées dans la diaconie, elle instaure des partenariats et favorise un dialogue entre théologiens, acteurs de solidarité et personnes fragiles.

Pour mener à bien sa mission, elle parraine l'enseignement et la recherche sur la charité dans sept facultés françaises de théologie (chaires Jean-Rodhain à Angers, Lille, Lyon, Paris institut catholique, Paris centre Sèvres, Strasbourg et Toulouse). Elle organise des colloques interdisciplinaires sur des

thèmes liés à des expressions contemporaines de la charité et/ou interpellant la charité dans sa capacité de réponse et d'innovation. Elle soutient financièrement des travaux universitaires (thèses, séminaires de recherche, etc.) sur des thèmes liés à la charité, avec une attention particulière aux travaux ancrés dans la parole des personnes concernées. Elle finance la publication de travaux de recherche sur des thématiques liées à la charité afin d'en favoriser la diffusion auprès d'autres chercheurs et des acteurs de la solidarité et de la diaconie. Enfin, elle soutient les initiatives visant à élaborer une théologie à partir de la parole des pauvres, et celles visant à élaborer une théologie à partir de la parole des personnes engagées dans la diaconie.

www.fondationjeanrodhain.org

www.servonslafraternite.net

UNION DIACONALE DU VAR



Créée en 1983, l'Union diaconale du Var est une union d'économie sociale et solidaire composée de 18 associations aux missions variées (insertion, famille, hébergement, santé, urgence de la rue) qui luttent contre l'exclusion sociale, œuvrent ensemble pour la promotion humaine et le respect de chacun et participent à la mission de la diaconie de l'Église dans le Var en mutualisant leurs compétences et savoir-faire grâce à un secrétariat général qui en facilite l'animation.

www.udv-asso.fr ■

FÉDÉRATION DE CHARITÉ-CARITAS ALSACE



Fondée en 1903 par Mgr Paul Müller-Simonis pour « mieux organiser les œuvres de bienfaisance catholique en Alsace », la fédération de Charité-Caritas Alsace comprend aujourd'hui 2 000 bénévoles et 800 salariés, et s'organise autour de deux grands champs d'activité : son action caritative portée par Caritas Alsace et ses établissements et services engagés sur les thèmes de la protection de l'enfance, le handicap, les personnes âgées et l'insertion au sens large. À l'aube de ses 120 ans, sa nouvelle feuille route se décline à travers une volonté d'ouverture vers la société civile, de modernisation de son fonctionnement, d'inscription du développement durable comme critère intangible de ses choix et d'une nouvelle stratégie de communication. La fédération porte aussi l'activité du Secours Catholique-Caritas France en Alsace, sous le nom de Caritas Alsace, réseau Secours Catholique.

www.federation-de-charite.org

GOUVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

AU 31 DÉCEMBRE 2023

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du Secours Catholique-Caritas France réunit les membres de l'association, à savoir 177 membres, dont 151 membres actifs (les membres qui se sont acquittés de leur cotisation) – administrateurs, personnes qualifiées, présidents et vice-présidents de délégation, ainsi qu'un trésorier par région – et 26 membres d'honneur. La limite d'âge est fixée à 75 ans. 52 % des membres actifs sont des hommes, 48 % sont des femmes.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION est composé de 21 membres, tous bénévoles ; 12 sont présidents ou vice-présidents de délégation, 9 sont des personnes qualifiées. Leur mandat est de trois ans, renouvelable deux fois. Le conseil se réunit six fois par an. Son bureau comprend une présidente, deux vice-présidents, un trésorier et une secrétaire. L'aumônier général et la déléguée générale participent aux séances du bureau et du conseil d'administration, sans voix délibérative.

BUREAU

Présidente :

Véronique Devise

Vice-présidents :

Emmanuelle d'Achon, Hervé Bonamy

Trésorier :

Bernard Alet

Secrétaire :

Régine Galmiche

AUTRES MEMBRES

Pascal Bourgue – Gilles Cagnard – Denise Chalaye – Laurent Courcol – Marie-Laure Denès – Jean-François Desclaux – Marie-Annick Joly – Vincent Léonard – Chantal Nicol – Hervé Masurel – Bertrand Parmentier – Daniel Paul

Déléguée générale :

Adélaïde Bertrand

Aumônier général :

Père Hervé Perrot

Présidents d'honneur :

Véronique Fayet et François Soulage

LIENS AVEC LA CEF

Les présidents et vice-présidents de délégation sont homologués par le conseil d'administration après accord de l'évêque du ou des diocèse(s) concerné(s). Les administrateurs, en qualité de personnes qualifiées, sont cooptés par le conseil d'administration, après accord du conseil permanent de la CEF, puis élus par l'assemblée générale.

Le président national est élu par le conseil d'administration en son sein, parmi les candidats ayant fait l'objet de l'agrément du conseil permanent de la CEF.

L'aumônier général est nommé par le conseil permanent de la CEF.

Le délégué général est élu par le conseil d'administration sur une liste de candidats agréés par le conseil permanent de la CEF.

Des réunions entre le secrétariat général de la CEF et la présidente nationale, le délégué général et l'aumônier général du Secours Catholique-Caritas France sont régulièrement organisées.

COMITÉS CONSULTATIFS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ils émettent des avis et recommandations sur la vie et les projets de l'association.

- ▶ Comité stratégique
- ▶ Comité France
- ▶ Comité international
- ▶ Comité ressources
- ▶ Comité d'audit
- ▶ Comité des nominations
- ▶ Comité plaidoyer
- ▶ Conseil d'animation national
- ▶ Comité de trésorerie

IDENTITÉ

LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Le Secours Catholique-Caritas France est un service de l'Église catholique de France, membre de la confédération Caritas Internationalis et association reconnue d'utilité publique.

MISSION DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Fondée sur l'Évangile, la mission du Secours Catholique-Caritas France est une mission d'amour et d'éveil à la solidarité, en France et dans le monde. Le Secours Catholique appelle toute personne à s'engager pour vivre la rencontre, l'entraide et la joie de la fraternité. Ses acteurs travaillent à renforcer les capacités de tous à agir pour que chacun accède à des conditions de vie dignes. L'association lutte contre les causes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion, et propose des alternatives, au service du bien commun.

ACTIONS

En France, 1 060 000 personnes ont été soutenues dans 2 500 lieux d'accueil.

À l'international, 349 opérations ont été menées en 2023, dans 52 pays ou zones, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (160 Caritas dans 200 pays). En un an, 2,6 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale du Secours Catholique-Caritas France.

ORGANISATION

- ▶ 72 délégations au 31 décembre 2023, réparties en 2 800 équipes locales, en France métropolitaine et d'outre-mer, couvrent l'ensemble du territoire national.
- ▶ Réseau de 58 500 bénévoles et de 925 salariés sur tout le territoire.
- ▶ Trois antennes : la cité Saint-Pierre à Lourdes, la maison d'Abraham à Jérusalem, le Cedre à Paris.

TRANSPARENCE ET CONTRÔLES

Les comptes annuels 2023, incluant le compte d'emploi des ressources, sont certifiés par un commissaire aux comptes du cabinet Ernst and Young, puis seront approuvés par l'assemblée générale du 12 juin 2024. Ils sont disponibles sur le site www.secours-catholique.org ou peuvent être obtenus sur simple demande écrite à : Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.

Le commissaire aux comptes,

autre la certification des comptes, contrôle chaque année 10 délégations. Avec le département d'audit et contrôle interne, c'est au total un tiers des délégations qui est contrôlé chaque année.



Le Don en confiance est une association qui exerce la

mission de contrôle de l'appel à la générosité du public. Il élabore des règles de déontologie, détermine l'octroi d'un label Don en confiance aux organisations d'intérêt général qui se portent candidates, et effectue un contrôle continu et indépendant des engagements auxquels elles souscrivent. Ceux-ci sont basés sur des principes de respect du donateur, de transparence, de recherche d'efficacité et de probité et de désintéressement, couvrant trois domaines : la gouvernance, la gestion et la communication. En mars 2024, le Secours Catholique-Caritas France a obtenu le renouvellement de son label Don en confiance, pour une durée de trois ans.

NOUS REMERCIONS DE LEUR SOUTIEN NOS PARTENAIRES EN 2023

- ADP
- Afnic
- Agence de l'eau Loire-Bretagne
- Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse
- Agence de l'eau Seine-Normandie
- Agence du don en nature
- Agence française de développement
- Axa Atout Cœur
- CAF du Loiret
- CGR Cinémas
- COFAQmc
- Comat Alco
- Comat Centre
- Comat Nord
- Commission européenne (DG partenariats internationaux)
- Communauté urbaine Le Havre-Seine Métropole
- Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes
- Conseil régional d'Île-de-France
- Conseil régional des Pays de la Loire
- DDETS d'Indre et Loire-Loiret
- DDETS du Loiret
- Direction générale de la cohésion sociale
- Dons solidaires
- EDF
- Elis
- European Climate Foundation
- Femmes Forum
- Fondation Brigitte-Bardot
- Fondation Bullukian
- Fondation Caritas France
- Fondation CMA CGM
- Fondation Crédit agricole Provence-Côte d'Azur
- Fondation Crédit agricole solidarité et développement
- Fondation groupe EDF
- Région Sud

Fondations abritées par la fondation Caritas France

- Fondation avenir solidaire
- Fondation Bruno
- Fondation des Épiniers
- Fondation François-Monique-et-Pascal-Bilger
- Fondation Girafe-Formations
- Fondation Ponts-Neufs
- Fondation Tolot
- Fondation Xamafra

Fondations abritées par le Fonds transatlantique

- Fondation Denis-et-Jean-Verspieren

Fondations abritées par la fondation de France

- Fondation Afnic
- Fondation Castorama
- Fondation Daniel-et-Nina-Carasso
- Fondation General Mills
- Fondation Guy-Nicolas
- Fondation Hardy
- Fondation JM-Bruneau
- Fonds Meryem

Fondations abritées par la fondation du Roi-Baudouin

- Fondation Peters

Fondations abritées par la fondation Notre-Dame

- Fondation Cesarini
- Fondation d'Orléans
- Fondation H
- Fondation Isabelle-et-Hubert-d'Ornano
- Fondation Macif
- Fondation Michelin
- Fondation Orange
- Fondation Saint-Irénée
- Fondation Sancta Devota
- Fondation Somfy – Les Petites Pierres
- Fondation Suez
- Fondation Vinci pour les cités

- Fonds de dotation Antigone
- Fonds de dotation gratitude
- Fonds de dotation jeune et innovant
- Fonds Saint-Christophe
- Groupe Atlantic
- Jean-Lutz SA
- Journée mondiale de prière des femmes
- L'Agence nationale pour les chèques-vacances
- La Poste
- Le Havre-Seine Métropole
- Le Petit Futé
- Maisons du monde Foundation
- McMillan Stewart Foundation
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Ministère de la Culture
- Moneta
- Ouest-France
- Raskob Foundation for Catholic Activities
- Sud-Ouest
- Sygmatel
- Symta Pièces
- Veuve-Clicquot
- Fonds nouvelles générations
- Les Centres E. Leclerc

Ainsi que toutes les collectivités (municipalités, intercommunalités et conseils départementaux et régionaux) qui nous soutiennent.

Nous remercions également toutes les entreprises qui nous soutiennent grâce au mécénat de compétences : Atos, Astek, BNP-Paribas, EDF, La Poste, Michelin, Orange, Société Générale.

Et bien sûr, nous remercions tous les donateurs particuliers qui nous permettent d'assurer nos missions au quotidien !



ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

Document conçu et réalisé
par la direction de la communication
106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07
Tél.: 0145497300

Fax: 0145499450

Coordination: Clarisse Briot

Iconographie: Élodie Perriot

Rédaction: Pascale Kramer

Correction-révision: Le Champ rond

Photo de couverture:

Sébastien Le Clézio / SCCF

Maquette: département Publications
Juillet 2024

LE SECOURS CATHOLIQUE — CARITAS FRANCE EN

CHIFFRES



339 M€

DE RESSOURCES DONT 84 %
CONSACRÉES AUX MISSIONS SOCIALES

2023, EN FRANCE



1 060 000

PERSONNES ACCOMPAGNÉES
ET SOUTENUES EN FRANCE



58 500

BÉNÉVOLES
ENGAGÉS



5 000

ENFANTS ET ADOLESCENTS
ACCOMPAGNÉS DANS LEUR SCOLARITÉ



2 500

LIEUX
D'ACCUEIL



216 000

FAMILLES
SOUTENUES



80 000

PERSONNES RENCONTRÉES
EN TOURNÉES DE RUE



14 000

PERSONNES SOUTENUES
DANS DES ÉPICERIES SOLIDAIRES



20 000

PERSONNES ACCOMPAGNÉES DANS
L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

2023, À L'INTERNATIONAL



2,6 MILLIONS

DE PERSONNES SOUTENUES À
L'INTERNATIONAL



349

OPÉRATIONS MENÉES
DANS 52 PAYS OU ZONES



27

INTERVENTIONS
D'URGENCE